


No. 1876
DEPARTMENT OF
q708.4 V61m
LIBRARY OF
Illinois Industrial University,
CHAMPAIGN, ILLINOIS.
BOOKS ARE NOT TO BE TAKEN FROM THE LIBRARY ROOM.

MUSÉE

DE

VERSAILLES


PARIS
TYPOGRAPHIE HENRI PLON
RUE GARANCIÈRE, 8.

MUSÉE

DE

VERSAILLES

OU

TABLEAUX DE L'HISTOIRE DE FRANCE

AVEC UN TEXTE EXPLICATIF

D'APRÈS NOS MEILLEURS HISTORIENS

HENRI-MARTIN, MICHAUD, BURETTE, ETC.

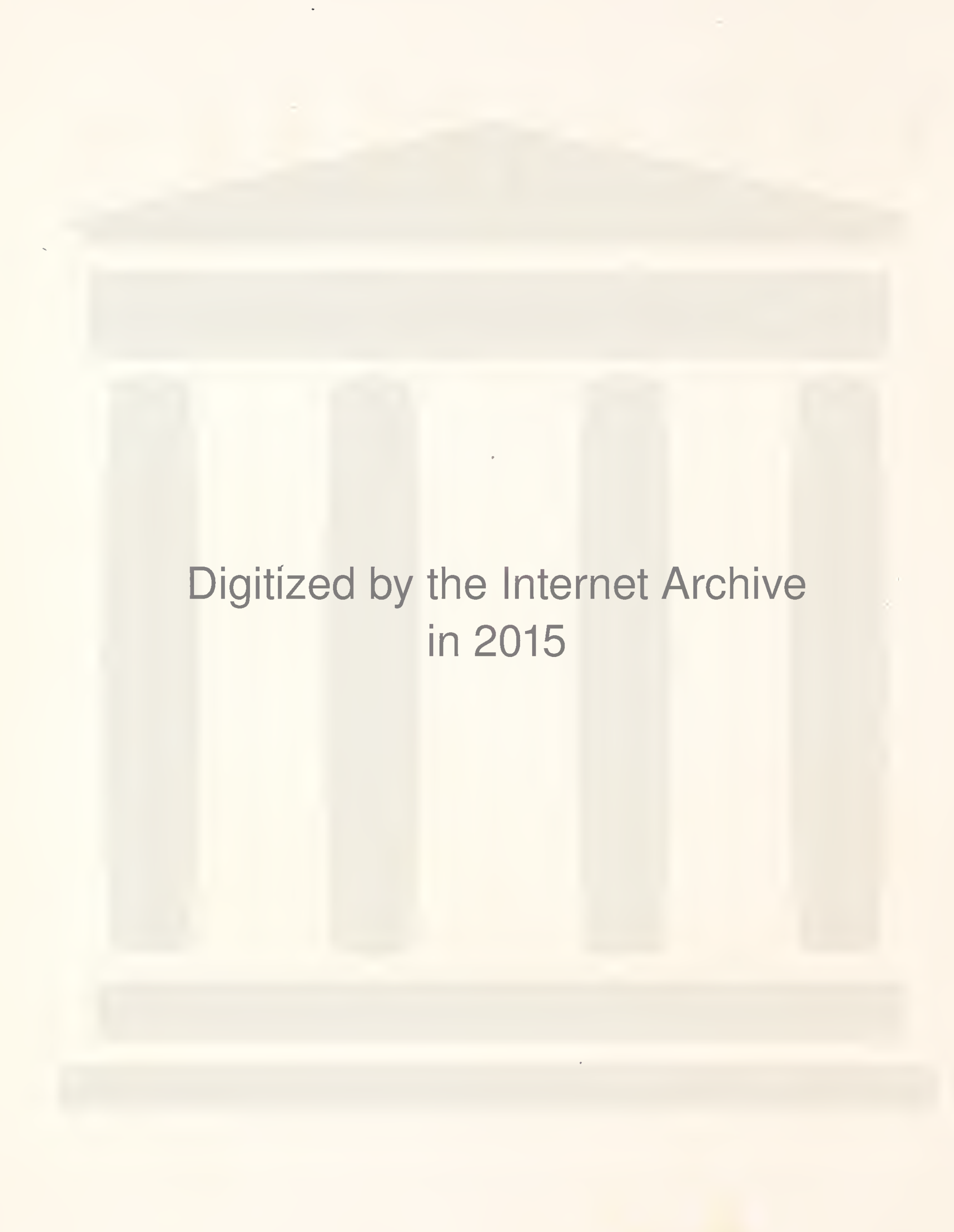


PARIS

FURNE ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45

MDCCCLVIII



INTRODUCTION

Ce fut un grand jour, celui où le roi des Français, suivi de l'élite de la nation, vint inaugurer les galeries du musée historique de Versailles!

Ces vastes galeries dont trois règnes n'avaient pu repeupler la solitude, que Napoléon lui-même avait délaissées, un seul mot maintenant suffisait pour y attirer la foule, pour rendre à la vie un palais resté morne et désert pendant un demi-siècle! C'est que ce mot était un signe de réconciliation offert à tous les partis; c'est que d'un mot ce magnifique palais de Versailles était devenu l'asile, le panthéon de toutes les gloires de la France; c'est qu'en ouvrant ses portes, Louis-Philippe ne s'y présentait pas seulement avec Louis XIV et sa race, mais aussi avec leurs glorieux prédécesseurs, Charlemagne, François Ier, Henri IV; bien plus encore, avec tous les hommes éminents qui, à toutes les époques et dans toutes les carrières, depuis Clovis jusqu'à nos jours, ont concouru à former, à consolider, à illustrer cette monarchie française qui compte quatorze siècles d'existence.

Versailles touche à toutes les grandes choses du passé; il a ses légendes et ses annales; son origine est confuse et incertaine comme tout ce qui est célèbre; ses commencements sont laborieux, mais son épanouissement est merveilleux et rapide. « Versailles, dit M. Fortoul, a tout vu passer sur ses dalles de marbre : les rois, les poëtes, les ministres, les courtisans, les confesseurs, les maîtresses en titre ou autrement, les reines sans pouvoir et celles qui en avaient trop, les ambassadeurs, les généraux vainqueurs ou vaincus, les petits abbés, les grandes dames, l'épée et la robe, la noblesse, le clergé, et enfin le peuple. » L'histoire de Versailles, pour le dire en un mot, c'est l'histoire de la civilisation pendant les deux derniers siècles : ce château est un de ces points culminants d'où on découvre le mouvement des mœurs, des guerres, de la diplomatie, de la littérature, qui pendant ce long laps de temps ont agité l'Europe. Mais procédons avec méthode; suivons pas à pas toutes les phases de cette résidence royale; constatons toutes les transformations qu'elle a subies et tous les événements qui s'y sont accomplis. C'est le meilleur moyen de comprendre sa merveilleuse destinée.

Une charte octroyée par Eudes, comte de Chartres, au monastère de Saint-Pierre de la

même ville, est le titre le plus ancien où soit mentionné le lieu qu'occupe aujourd'hui Versailles. C'était alors un petit prieuré construit au milieu des bois, sous l'invocation de saint Julien, lequel était protégé par un donjon féodal, dont le premier seigneur connu est Hugues (1037). Geoffroy de Gomet, devenu cessionnaire des droits du premier fondateur, céda, en 1065 ou 1066, à la fameuse abbaye de Marmoutiers (Touraine), trois prébendes à Versailles, sous la condition que l'une tomberait dans le domaine du couvent, et que les deux autres formeraient deux canonicats à la disposition de ses religieux. Enfin, en 1084, l'évêque de Paris, de qui relevait alors la cure de Versailles, concéda aux mêmes moines cette cure avec un emplacement désigné dans la charte de donation sous le nom de *Altare sancti Juliani de Versaliis.*

Vers la fin du onzième siècle, le manoir féodal appartenait à un seigneur nommé Philippe de Versaliis. Philippe, spectateur indifférent des événements qui se passaient alors, vit du haut de son donjon Guillaume le Conquérant s'emparer de l'Angleterre, les fils de Gauthier de Hauterive aller fonder un royaume normand dans la Pouille, et les croisés se précipiter vers l'Orient aux cris mille fois répétés de ***Dieu le veut!*** Pour lui, dévoré d'un ennui profond, ou plutôt d'une tristesse dont il n'aurait pu lui-même expliquer la cause, il se renferma d'abord dans son manoir; puis un matin il embrassa sa femme Helvise, fit de riches donations au prieuré de Saint-Julien, et se retira dans l'abbaye de Marmoutiers, où il prit le froc. Les moines de cette abbaye conservèrent les prébendes, le prieuré de Saint-Julien et la cure de Versailles pendant environ un siècle, et les cédèrent en 1180 à l'abbaye de Saint-Magloire de Paris, en échange d'un prieuré que cette dernière possédait dans le diocèse de Saint-Malo. Depuis cette époque, le prieuré resta constamment dans le domaine de l'abbaye de Saint-Magloire, et fut réuni avec cette antique abbaye au diocèse de Paris, de 1664 à 1671.

En 1561, Martial de Léoménie, secrétaire d'État, greffier du Conseil, qui possédait la seigneurie de Versailles, obtint du roi Charles IX, entre autres priviléges, celui d'y établir quatre foires annuelles et divers marchés. Quelques années après, Léoménie tombait, le jour de la Saint-Barthélemy, victime de son dévouement à la cause du jeune roi de Navarre, et, le couteau sur la gorge, signait une cession de son bien en faveur du maréchal de Retz. En 1627, Jean de Choisy, seigneur de Versailles, un des héritiers du maréchal, vendit cette terre au roi Louis XIII. Près du donjon, presque en ruines, était un vieux moulin à vent où couchait le roi lorsque après une longue chasse il ne voulait pas pousser jusqu'à Saint-Germain. Ce prince fit d'abord bâtir un simple pavillon, qui subsista longtemps encore rue de la Pompe, à l'angle de l'avenue de Saint-Cloud; puis le moulin fut abattu, et sur ses ruines on construisit le premier château ; enfin, on acheta le vieux donjon à J. F. de Gondi, l'oncle du fameux cardinal de Retz; on le rasa en 1638, et Versailles devint la propriété exclusive de la couronne.

Le château bâti par Louis XIII n'avait que vingt-deux toises sur chaque façade. « C'était un chétif château dont un simple gentilhomme ne voudrait prendre vanité, » disait Bassompierre. Mais comme à cette époque le royaume était ravagé par l'ambition et la turbulence des seigneurs, on crut devoir le mettre à l'abri d'un coup de main, au moyen d'une *fausse braie,* espèce de chemin couvert au-dessus du fossé, qu'on traversait sur un pont-levis. Le château avait été élevé sur le tertre de Versailles, de manière à dominer aussi loin que possible. Bientôt les courtisans, désireux d'avoir une résidence près d'un séjour que le roi semblait particulièrement affectionner, firent construire quelques maisons de plaisance dans ses environs. Autour de ces demeures les chaumières se multiplièrent, et enfin un village s'éleva. Le modeste château de Louis XIII était à peine inauguré, qu'une scène solennelle s'y

accomplissait déjà : Richelieu, menacé dans sa puissance, vient s'y humilier devant son royal esclave, et obtient, pour prix de son apparente soumission, l'exil de la reine mère et une extension de pouvoir sans limite ! Mais ce n'est encore là que le prélude des grands événements dont Versailles doit être le théâtre pendant le règne suivant.

Les fêtes brillantes que Fouquet donna à Vaux avaient exalté l'imagination de Louis XIV; il voulut, lui aussi, créer un palais, des jardins qui fissent oublier tout ce que les rois et les princes de l'antiquité et des temps modernes avaient conçu de plus somptueux. Paris, il faut le dire, ne pouvait être la ville de prédilection du jeune roi; il lui fallait une capitale qui datât de lui, dont il fût le soleil, au milieu d'une foule de satellites brillant à sa suite. Paris avait été presque en république pendant la captivité du roi Jean; Paris avait été anglais pendant la folie et après la mort de Charles VI; Paris avait été presque espagnol avec la Ligue; Paris surtout avait été le siége de la Fronde, et le pupille de Mazarin n'était pas homme à l'oublier. Il voulut donc une métropole de main royale, et dans son application du moi absolu il ne craignit pas d'entrer en lutte avec la nature pour arriver à ses fins. En effet, dans cette fastueuse création, l'utilité ne se fait sentir nulle part; le caprice y règne partout, mais à des conditions de grandeur que Louis XIV seul pouvait remplir.

L'orgueil et la volupté furent le premier mobile des transformations de Versailles; mais vingt années de victoires ne tardèrent pas à consacrer ces majestueuses constructions; puis les arts, la littérature rivalisèrent avec la gloire des armes et la galanterie pour en rehausser l'éclat. C'est pour Versailles que Lebrun a épuisé tout ce que sa palette avait de richesse; c'est pour Versailles que Coysevox était statuaire, Mansard architecte, Lenôtre jardinier; c'est pour Versailles que Molière a composé la plupart de ses chefs-d'œuvre, que Racine a fait *Esther* et *Bérénice*.

Tant que Versailles a été le siége de la monarchie française, il ne s'est rien passé en Europe qui n'ait eu sa cause ou son retentissement dans ce palais. Londres et Rome y trouvèrent un vigoureux antagoniste. Toutes ces mémorables campagnes qui, sous le règne de Louis XIV, agrandirent le territoire de la France, qui mirent la Hollande à deux doigts de sa perte ou qui bouleversèrent l'Allemagne, furent conçues et arrêtées à Versailles; et c'est là aussi qu'au retour de leurs expéditions les Condé, les Turenne, les Vauban, les Catinat, accouraient pour recevoir la récompense due à leurs exploits. Après les vainqueurs défilent les vaincus; voici des généraux, des princes, des ambassadeurs étrangers qui viennent saluer un maître ou implorer la paix. Entendez-vous le canon qui gronde sur les rives d'Afrique? c'est Versailles, avec Duquesne, qui prélude déjà aux futures conquêtes de la France en Algérie. Bientôt l'Espagne courbera le front et recevra de Versailles une nouvelle race de rois.

Le dix-septième siècle se place sans contredit à la tête des plus belles époques de notre histoire : c'est le siècle du grand Condé et du grand Corneille, de Bossuet et de Fénelon, de Molière et de Racine, de mademoiselle de Lavallière et de madame de Sévigné; c'est le siècle de toutes les gloires et de tous les prestiges, et Versailles en a été la plus belle expression.

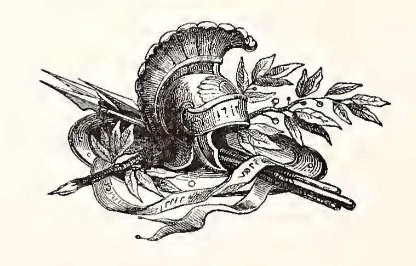
Avec le règne de Louis XV, l'histoire a moins de conquêtes, moins de prodiges à enregistrer; Versailles est néanmoins le centre d'un grand mouvement civilisateur, qui va bientôt envahir l'Europe : Versailles est devenu le but du pèlerinage de tous les hommes distingués de l'époque : Pierre le Grand; Christian III, roi de Danemark; Gustave III, roi de Suède; Joseph II, empereur d'Autriche, pour ne citer que les plus célèbres, viennent tour à tour lui rendre hommage. A la littérature du grand siècle, pleine de grandeur et d'imagination, a succédé une littérature moins savante et moins majestueuse, mais plus vive, et poursuivant

avec l'ensemble de toutes les forces et de tous les talents, l'émancipation définitive de la raison humaine. Voltaire est le chef de cette école, et sa place est marquée à Versailles; il y a ses grandes et ses petites entrées. A sa suite marchent Montesquieu, d'Alembert, Diderot, et tous ces hommes dont les écrits ou la parole doivent régénérer le monde.

Versailles, après avoir assisté à l'apogée de la monarchie, va devenir le berceau de la grande révolution qui doit dévorer les princes et les rois. Les États Généraux s'assemblent dans le palais de Louis XIV, et d'un souffle effacent ces orgueilleuses paroles : « *L'État c'est moi.* » La Convention et le Directoire négligèrent complétement Versailles; Napoléon y dépensa beaucoup d'argent, mais ne voulut jamais s'en servir.

Après la révolution de 1830, Versailles eut le triste privilége de recevoir les adieux des derniers rejetons de Louis XIV. Dès ce moment, son existence devenait plus embarrassante que jamais. Une idée heureuse, grande, sublime, le sauva de la destruction. Louis-Philippe, n'oubliant pas son avénement, se prit à penser qu'il n'y avait point de palais assez vaste pour l'histoire de la nation, et que Versailles, par son glorieux passé, était le sanctuaire le plus digne qu'on pût lui offrir. Noble conception, qui, attirant la génération actuelle autour des images des grands hommes et des grands souvenirs de notre histoire, a relié, par le concours merveilleux de tous les arts, le présent au passé!

C'est cet immense et splendide tableau de nos gloires nationales de tous les âges, que nous avons voulu reproduire à l'aide de gravures exécutées par d'habiles artistes, et d'un texte toujours puisé à des sources authentiques. Nous n'avons jamais prétendu embrasser ce vaste ensemble qui se compose de plus de quatre mille sujets; cette reproduction n'aurait pas d'ailleurs un intérêt assez soutenu pour justifier ses proportions gigantesques. Nous avons donc dégagé notre œuvre de tous les détails sans importance ou sans valeur au point de vue de l'art; mais, dans cette limite que nous nous sommes efforcés d'atteindre, nous pouvons affirmer avec confiance que notre publication est complète, et qu'elle résume, dans son expression la plus digne, le *Musée de Versailles.*




LIBRARY
ILLINOIS



Ary Scheffer pinxit. Imp.ie F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris Audibran sculpsit.

BATAILLE DE TOLBIAC.

(496)



BATAILLE DE TOLBIAC

496

Un grand péril, qui menaçait toute la race des Franks, obligea Clovis à suspendre ses progrès en Gaule, et à prendre la route du Rhin avec ses guerriers.

Les Alamans, après s'être montrés, dans la seconde moitié du quatrième siècle, les plus dangereux voisins de la Gaule, n'avaient plus joué qu'un rôle assez secondaire depuis l'invasion de 406 : ils avaient occupé obscurément le territoire rauracien (canton de Bâle), la rive helvétique du haut Rhin, et probablement quelques cantons de la Première Germanie, sans tenter d'effort sérieux pour pénétrer dans les provinces de l'intérieur. Vers 495, ils se décidèrent enfin à réclamer leur part de cette Gaule tant de fois sillonnée par les pas de leurs ancêtres. Lors du passage des Suèves proprement dits (Markomans et Kwads) en Gaule et en Espagne, une partie de ces émigrants étaient restés, à côté des Alamans, dans la contrée qui reçut d'eux le nom de Suévie ou Souabe (*Schwab*), et les deux peuples avaient fini par s'allier étroitement et se fondre dans une même fédération : au commencement de 496, le ban de guerre fut publié depuis le Mein jusqu'au lac de Constance; les Alamans et les Suèves se portèrent en masse sur la rive gauche du Rhin, dans la Première Germanie, et envahirent le territoire des Ripuaires, qui s'étaient étendus dans la Première Belgique, autour de Trèves, de Metz et de Verdun, pendant que les Saliens s'avançaient vers le centre et l'ouest de la Gaule. Les Ripuaires se replièrent sur Cologne, où Clovis accourut les joindre avec tous les petits rois saliens, et la confédération franke présenta la bataille aux Alamans près de Tolbiacum, à quatre lieues de Cologne (Zulpich, dans le duché de Juliers).

Comme au temps d'Attila, il s'agissait de savoir si le sort de la Gaule resterait à débattre entre les populations diverses qui se partageaient son territoire, ou si elle serait livrée sans fin aux débordements de tous les barbares errants : les conquérants de la Gaule la défendaient contre une nouvelle conquête; c'étaient les descendants des vainqueurs de Varus qui défendaient les provinces romaines contre les fils des compagnons d'Ariowist.

La bataille fut longue, opiniâtre et furieusement disputée entre ces deux

peuples semblables d'origine, de mœurs et de courage. Des milliers de braves tombèrent de part et d'autre : Sighebert, roi des Ripuaires, ayant été atteint d'une blessure au genou et forcé de quitter le combat, le désordre se mit parmi ses soldats, et toute l'armée franke commença de plier et de *pencher grandement vers sa perte*. Clovis, entraîné dans le mouvement rétrograde des siens et reculant pour la première fois, appelait à son secours avec de grands cris ses dieux et ses déesses; mais *il n'en reçut aucune aide : il vit les siens fuir et tomber en foule;* blessé au visage et tout couvert de son sang et de celui des ennemis, il tâchait en vain d'arrêter ses guerriers saisis d'épouvante, lorsque son fidèle conseiller Aurelianus lui conseilla d'invoquer ce Dieu du ciel que lui avait prêché Clotilde.

« J'ai appelé mes dieux, s'écria Clovis, et ils ne m'assistent point dans ma « détresse : ils ne peuvent donc rien, puisqu'ils ne secourent pas ceux qui « les servent? Christ, que Clotilde assure être le fils du Dieu vivant, j'invoque « avec foi ton assistance : si tu m'accordes la victoire sur mes ennemis, et « que je fasse l'épreuve de cette *vertu* que t'attribue le peuple qui t'est « consacré, je croirai en toi, et je me ferai baptiser en ton nom. »

Comme il parlait de la sorte, voici que les Alamans tournèrent le dos, et commencèrent à prendre la fuite; et quand ils virent leur roi tué, ils se soumirent au pouvoir de Clovis.

Sans doute les circonstances de cette mémorable journée ont été un peu poétisées par la pieuse imagination des chroniqueurs : Frédegher, moins romanesque en cet endroit que Grégoire de Tours, laisse entendre que Clotilde avait obtenu de son mari, au moment du départ de l'armée, la promesse d'embrasser la religion chrétienne en cas de victoire, et que Clovis renouvela seulement son vœu au moment du danger. La foi que Clovis et ses antrustions eurent dans un secours surnaturel les rendit capables de faire eux-mêmes les prodiges qu'ils attendaient d'en haut; ils ressaisirent l'avantage, et la mort du chef de la fédération alamanique décida la défaite des agresseurs.

La victoire fut complète et eut des résultats immenses : les deux peuples avaient déployé toutes leurs forces et joué leurs destinées dans les champs de Tolbiac; les Franks passèrent le Rhin, le Mein, le Necker, à la suite des vaincus, qui avaient précipité leur fuite vers leur patrie; toute l'Alamanie et la Souabe furent envahies; la meilleure partie des populations implorèrent la paix, se soumirent à la suprématie des Franks, et s'obligèrent à leur fournir des troupes auxiliaires dans toutes leurs guerres.





Steuben pinxit A. Lefèvre sc

BATAILLE DE TOURS.

(Octobre 732.)

BATAILLE DE TOURS

OCTOBRE 732

Le sort du monde allait se jouer entre les Franks et les Arabes! Les barbares d'Austrasie ne soupçonnaient guère quelles destinées étaient confiées à leur épée; cependant un sentiment confus de la grandeur de la lutte qu'ils allaient engager parut les saisir : les musulmans, de leur côté, hésitèrent pour la première fois. Durant sept jours, l'Orient et l'Occident s'examinèrent avec haine et terreur : en effet les deux armées, ou plutôt les deux mondes, s'inspiraient un étonnement réciproque par la différence des physionomies, des armes, des costumes, de la tactique. Les Franks contemplaient d'un œil surpris ces myriades d'hommes bruns aux turbans et aux burnous blancs, aux abas rayés, aux boucliers ronds, aux sabres courbes, aux légères zagaies, caracolant, parmi des tourbillons de poussière, sur leurs cavales échevelées; les cheiks musulmans passaient et repassaient au galop devant les lignes gallo-teutoniques, pour mieux voir ces géants du Nord avec leurs longs cheveux blonds, leurs casaques de peau de buffle ou de mailles de fer, leurs longues épées et leurs énormes haches. Enfin, le septième jour, qui était un samedi de la fin d'octobre, vers l'aube, les Arabes et les Maures sortirent de leurs tentes, aux cris des muezzins appelant le peuple fidèle à la prière; ils se déployèrent en ordre dans la plaine, et, après la prière du matin, Abd-el-Rahman donna le signal.

L'armée chrétienne reçut sans s'émouvoir la grêle de traits que firent pleuvoir sur elle les archers berbères; les masses de la cavalerie musulmane s'élancèrent alors, et, poussant leur cri de guerre : Allah aqbar! (*Dieu est grand!*) tombèrent comme un immense ouragan sur le front de bataille des *Européens*. La longue ligne des Franks ne ploya pas, et resta immobile sous ce choc épouvantable, *comme un mur de fer*, *comme un rempart de glace* [1].

[1] *Glacialiter manent adstricti*. Ce cri d'étonnement que la manière de combattre des Franks arracha aux Arabes, et que le chroniqueur espagnol redit pour l'avoir entendu de la bouche de quelques compagnons d'Abd-el-Rahman, d'autres guerriers musulmans le répétèrent mille ans après en présence de nos soldats républicains. *Ils sont enchaînés les uns aux autres!* s'écriaient les mameluks en brisant leurs escadrons contre nos carrés au pied des pyramides.

Vingt fois les musulmans tournèrent bride pour reprendre du champ et revenir avec la rapidité de la foudre; vingt fois leur charge impétueuse se brisa contre cette *zone* inébranlable; les colosses d'Austrasie, se dressant sur leurs grands chevaux, recevaient les Arabes sur la pointe du glaive, et, frappant de haut en bas ces petits hommes du Midi, les perçaient d'outre en outre par d'effroyables estocades. La lutte se prolongea néanmoins tout le jour, et Abd-el-Rahman conservait encore l'espoir de lasser la résistance des chrétiens, lorsque, vers la dixième heure (quatre heures de l'après-midi), un tumulte terrible et de lamentables clameurs s'élevèrent sur les derrières des musulmans; c'était le roi Eude, qui, avec ses Wascons et ses Aquitains, tournait l'armée arabe, se jetait sur le camp du wali et en massacrait les gardiens. Aussitôt une grande partie de la cavalerie musulmane, composée de Berbères, quitte le combat pour voler à la défense des richesses entassées sous les tentes : tout l'ordre de bataille d'Abd-el-Rahman est bouleversé; il s'efforce en vain d'arrêter le mouvement rétrograde et de reformer ses lignes; le *mur de fer* s'ébranle enfin; Charles Martel et ses Austrasiens chargent à leur tour, culbutent, écrasent tout ce qui se trouve devant eux, et le brave Abd-el-Rahman avec l'élite de ses compagnons, renversés de leurs chevaux, disparaissent broyés sous cette masse de fer. A l'instant où le soleil descendit sous l'horizon, la foule confuse des musulmans se précipitait vers ses tentes, pressée dans toute la largeur du champ de bataille par une forêt mouvante de glaives qui s'élevaient et s'abaissaient incessamment, abattant à chaque pas sur le champ du carnage une nouvelle file de cadavres. La fin du jour arrêta les Franks : Charles Martel n'essaya pas de pénétrer de nuit parmi ces tentes innombrables, qui ressemblaient de loin à une grande cité; il fit sonner la retraite, et les *Européens, brandissant leurs glaives avec dépit,* passèrent la nuit dans la plaine, s'attendant à livrer une seconde bataille le lendemain pour la conquête des campements arabes.

Au point du jour, les Franks revirent blanchir les tentes ennemies à la même place et dans le même ordre que la veille; aucun bruit ne s'entendait, aucun mouvement n'apparaissait dans les quartiers arabes : Charles Martel, pensant que les musulmans allaient sortir en armes d'un instant à l'autre, fit tous les préparatifs de l'attaque, et envoya des éclaireurs à la découverte. Ceux-ci s'avancèrent à travers les milliers de corps morts, entrèrent dans les premières tentes; elles étaient vides; il ne restait pas un seul homme en vie dans ce vaste camp : les débris harassés de l'armée musulmane étaient partis en silence à la faveur des ténèbres, abandonnant tout, hormis leurs chevaux et leurs armes. La grande querelle était décidée!





A. Scheffer inv.t   Imp. de Bougeard.   Pourvoyeur sc.

CHARLEMAGNE REÇOIT LA SOUMISSION DE WITIKIND.

(785)

CHARLEMAGNE

REÇOIT LA SOUMISSION DE WITIKIND

807

La guerre que Charlemagne faisait aux Saxons, et qui s'était un moment assoupie, se ralluma avec une violence inouïe. Inquiet des menées de l'indomptable Witikind, qui s'était retiré en Danemark, Charlemagne était allé tenir le champ de mai aux sources de la Lippe. Les nobles et les hommes libres saxons s'y rendirent et se montrèrent dociles à toutes les volontés du roi, qui imposa aux divers cantons des comtes pris parmi les principales familles saxonnes et les organisa à la manière franke. Mais à peine eut-il repassé le Rhin qu'il apprit que les Serbes, qui habitaient le haut Elbe, ravageaient les cantons saxons et thuringiens de leur voisinage. Les capitaines auxquels le roi ordonna de réprimer l'audace des Slaves reçurent de fâcheuses nouvelles en entrant sur le territoire saxon. Witikind était revenu du pays des *Nordmans;* la jeunesse et le peuple coururent aux armes à l'aspect de Witikind et des Danois; ceux qui avaient reçu le baptême renièrent le Christ; les prêtres chrétiens et plusieurs des comtes choisis par le roi des Franks furent chassés ou égorgés. Les trois généraux de Charles, quittant la route de la Sorabie, marchèrent vers le Weser, où était assemblée l'armée de Witikind; le comte Théodorik, capitaine de grand renom, les rejoignit en chemin avec des troupes qu'il avait réunies au plus vite. Il conseilla de faire reconnaître par des éclaireurs où étaient les Saxons, et ce qui se passait parmi eux, afin de les attaquer de concert. Ils approuvèrent son avis, s'avancèrent avec lui jusqu'au mont de Sonnethal et passèrent le Weser; mais là, craignant que l'honneur de la victoire ne revînt à Théodorik s'ils l'avaient pour compagnon de bataille, ils résolurent d'attaquer sans lui, et coururent sur-le-champ aux Saxons. Ils joignirent bientôt l'ennemi, et à leur détriment, car les Saxons les environnèrent et exterminèrent presque tous les agresseurs; plus grande encore fut la perte des Franks par la qualité des morts que par leur nombre.

Au bruit de cette seconde journée de Roncevaux, Charlemagne manda sans délai toutes les milices de la Gaule franke, et se précipita au delà du Rhin à leur tête. Les Saxons, effrayés de leur propre triomphe, n'osèrent soutenir le choc; le parti de la soumission l'emporta, et Witikind se trouva sans armée après sa victoire, comme il eût pu l'être après sa défaite. Il retourna dans son asile accoutumé, chez les peuples du Nord, avec une partie de ses intrépides

complices. Charlemagne, cette fois, accourait altéré de vengeance; le sang de ses prêtres et de ses soldats le rendit implacable; il convoqua tous les chefs saxons, les menaça d'anéantir leur nation par le fer et le feu s'ils ne lui livraient ceux de leurs compatriotes qui avaient pris part au crime de Witikind : on lui en amena jusqu'à quatre mille cinq cents : il les fit tous décapiter en un seul jour.

Après cette terrible exécution, Karle retourna hiverner à Thionville, croyant en avoir fini avec les rebelles. Il ne connaissait point encore le peuple auquel il avait affaire. A peine l'armée franke était-elle partie, que la stupeur des Saxons s'était changée en rage; ils se reprochèrent avec désespoir leur lâcheté, ils jurèrent de venger par des flots de sang les braves qu'ils avaient livrés aux bourreaux, ils rappelèrent Witikind, les bannis, les Danois, ils s'insurgèrent en masse dans les trois grandes régions de la Saxe et débordèrent comme un torrent sur la Frise. Une grande partie des Frisons se laissèrent entraîner par les bandes saxonnes; les autels du paganisme furent relevés, les églises brûlées, les prêtres mis à mort; les païens s'avancèrent jusqu'à l'île de Batavie.

Charlemagne apprit au commencement du printemps ces fatales conséquences de l'action barbare où l'avaient emporté la douleur et la colère; il fit en hâte les préparatifs d'une nouvelle campagne, monta à cheval, passa le Rhin, sans attendre que toute l'armée franke fût sous les drapeaux. Il atteignit les Saxons dans le canton de la haute Lippe. La présence de Karle ne fit qu'accroître l'exaspération des insurgés, et ils soutinrent l'attaque des Franks avec une sombre et farouche intrépidité. La victoire demeura aux chrétiens, mais elle avait été chèrement achetée et ne fut pas décisive. Une seconde bataille fut livrée sur la Hase; Witikind la perdit encore, et des milliers de Saxons furent taillés en pièces, faits prisonniers et traînés en servitude loin de leur patrie. Le vainqueur s'avança jusqu'à l'Elbe, dévastant tout sur son passage; mais l'automne arriva sans qu'un seul député saxon fût venu implorer le pardon du roi.

La malheureuse Saxe avait eu jusqu'alors les mois d'hiver pour panser ses blessures; mais maintenant toute trêve, tout relâche, lui étaient refusés. Karle divisa le reste de son armée en troupes nombreuses, qui courant partout, pillant les villages, dévastant les cantons, firent aux Saxons un hiver sans repos. Tant de calamités avaient enfin abattu, non point le courage de Witikind, mais sa confiance dans les dieux du Nord. Il consentit d'abjurer les divinités impuissantes qui ne savaient plus donner la victoire à leurs adorateurs, et obtint de Charlemagne toutes les conditions qu'il demanda. On remit à Witikind et à Albio les otages qu'ils avaient exigés, et les deux chefs se rendirent en Gaule, où ils reçurent solennellement le baptême avec leurs compagnons en présence du roi et de tout le palais des Franks.



Schnetz pinx[t]

Imp. r Chardon aîné & — Hautefeuille Paris.

A. Lefèvre sc

PARIS ASSIÉGÉ PAR LES NORMANDS.

(888)

PARIS ASSIÉGÉ PAR LES NORMANDS

885

La plus grande expédition que les Normands eussent jamais lancée contre la Gaule s'organisa dans le Brabant, où tous les plus fameux rois de mer étaient accourus du fond du Nord avec leurs champions. L'armée danoise et norvégienne se partagea en deux corps qui marchèrent par terre et par mer sur Rouen, rendez-vous général. L'armée de terre, dont Roll était un des principaux chefs, arriva la première le 25 juillet, et prit possession de Rouen sans coup férir. Les vaisseaux normands étant enfin arrivés, l'armée barbare remonta le cours de la Seine, et parut en vue de Paris, le 25 novembre 885. Sept cents grandes barques couvraient le fleuve sur l'étendue d'une lieue; les barbares comptaient, dit-on, plus de trente mille combattants. Les païens qui, en quarante ans, avaient pillé trois fois Paris, ne s'attendaient à aucune résistance, ils s'arrêtèrent étonnés en voyant devant eux la ville fortifiée à neuf, et la Seine barrée par deux ponts de bois que protégeaient deux grosses tours. Trois des principaux seigneurs de la Neustrie, Hugues l'Abbé, marquis d'Anjou, Goslin, abbé de Saint-Germain des Prés, élu évêque, et Eudes, comte de Paris, s'étaient enfermés dans l'île de la Cité avec tout ce qui restait de gens de cœur dans les rangs, et excitaient les habitants à vaincre ou à mourir avec eux. L'attaque commença le lendemain au soleil levant. Les deux ponts étaient où se trouvent maintenant le Pont-au-Change et le Petit-Pont, et les tours correspondaient au grand et au petit Châtelet. Les Normands dirigèrent leurs premiers efforts contre la tour du Grand-Pont, et l'on combattit sur ce point durant deux jours avec une opiniâtreté inouïe : citoyens, moines et prêtres, tous prirent glorieusement part à l'action.

Les Normands voyant qu'il n'y avait pas moyen d'emporter la tour ni la Cité d'un coup de main, convertirent le siége en blocus, assirent leur camp dans le faubourg du Nord, autour de l'église Saint-Germain l'Auxerrois, et ne reprirent les attaques de vive force qu'au bout de quelques semaines. Tout ce qui subsistait des traditions de la science militaire romaine fut employé par ces barbares, dont l'orgueil était intéressé à triompher à tout prix; ils fabriquèrent une tour roulante à trois étages, et la poussèrent contre la tour du Grand-Pont. Les Parisiens tuèrent à coups de flèches les hommes qui dirigeaient la machine. Les Normands alors s'approchèrent de la tour du Grand-Pont, les uns sous des mantelets mobiles, couverts de cuirs frais, les autres en faisant la tortue

avec leurs boucliers; ils assaillirent à la fois le pont par eau, la tour par terre; ils s'efforcèrent de combler le fossé de la tour, en y jetant pêle-mêle des mottes de terre, des arbres, des cadavres d'animaux, et enfin jusqu'aux cadavres de leurs prisonniers qu'ils égorgeaient à la vue des assiégés; ils ébranlèrent la tour avec trois béliers, tandis qu'ils tâchaient d'écarter les Parisiens des créneaux par une grêle de traits et de balles de plomb. Tout fut inutile, les Normands se replièrent sur leur camp, et abandonnèrent leurs machines de guerre (fin de janvier 886).

Les hauts faits des Parisiens retentissaient dans tout l'empire, qui n'était plus accoutumé à des bruits de gloire. Heinrick, duc des Marches saxonne et frisonne, le plus puissant et le plus renommé des chefs germains, marcha enfin au secours de la Neustrie, pénétra de nuit, par surprise, dans le camp des Normands, malgré ses fossés et ses retranchements de bois et de terre, et jeta quelques renforts dans Paris; mais il fut bientôt contraint à la retraite par les païens rassemblés de toutes parts, et la situation des assiégés devint plus critique qu'auparavant; leur misère était extrême, le typhus désolait la ville et emportait chaque jour ses plus intrépides défenseurs. Le départ du comte Eudes, qui jugea nécessaire d'aller en personne invoquer l'assistance de l'empereur, redoubla la sombre tristesse répandue dans la cité. Les assiégés, néanmoins, ne tardèrent pas à voir briller sur la colline de Montmartre les armes d'Eudes et de ses guerriers; les Normands accoururent en foule pour fermer le passage à Eudes; mais le comte de Paris traversa leurs rangs à course de cheval, sabrant l'ennemi à droite et à gauche, rentra sain et sauf dans la tour du Grand-Pont, et rendit la joie au peuple affligé en annonçant le retour du duc Heinrick, qui, en effet, suivit de près Eudes. Mais les espérances fondées sur sa venue s'évanouirent promptement : dans une reconnaissance sur le camp des païens, son cheval s'abattit, les Normands se jetèrent sur lui et le massacrèrent avant que ses gens eussent pu le tirer de leurs mains.

Durant trois mois encore, le camp des barbares resta planté en face de la Cité; l'inepte empereur Charles le Gros, découragé par la mort du duc Heinrick, hésita tout l'été, et ne parut qu'en octobre, au sommet de Montmartre, avec une grande armée de toutes nations. Le jour de la vengeance semblait arrivé, lorsque les Parisiens apprirent tout à coup que l'empereur traitait avec l'ennemi. Charles le Gros accordait sept cent quatre-vingt-dix-neuf livres d'argent aux Normands pour la rançon de Paris, avec l'autorisation d'aller hiverner en Burgundie. La honte de Charles le Gros ne servit qu'à rehausser la gloire de Paris : Paris avait conquis généreusement le rang de capitale du peuple nouveau qui venait de se révéler à lui-même en repoussant l'étranger; Paris venait d'inaugurer ses grandes destinées; il était désormais la tête et le cœur de la France.





Signol pinxit. Impie Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris. Colin sculpsit.

PRÉDICATION DE LA SECONDE CROISADE.

(?1 Mars 1146.)

PRÉDICATION DE LA SECONDE CROISADE

A VÉZELAY

1145

Après la chute d'Édesse, saccagée par Noureddin de la manière la plus barbare, les colonies chrétiennes, sans cesse menacées par les musulmans, appelèrent les princes de l'Europe à leur secours. L'évêque de Gibelet, en Syrie, accompagné d'un grand nombre de prêtres et de chevaliers, se rendit à Viterbe, où se trouvait alors le souverain pontife. Les récits de l'ambassade chrétienne firent couler les larmes du chef des fidèles; les malheurs d'Édesse, les malheurs qui menaçaient Jérusalem, répandirent partout la consternation et la douleur. Des cris d'alarme retentirent dans tout l'Occident. Quarante-cinq ans s'étaient écoulés depuis la délivrance du saint sépulcre; l'esprit des peuples n'était point changé; de toutes parts on courut aux armes.

Lorsque les ambassadeurs d'Orient arrivèrent en Europe, Louis VII venait de monter sur le trône de France. Ce jeune monarque avait vu commencer son règne sous les plus heureux auspices. La plupart des grands vassaux, révoltés contre l'autorité royale, avaient déposé les armes et renoncé à leurs prétentions. Par son mariage avec la fille de Guillaume IX, Louis le Jeune venait de réunir le duché d'Aquitaine à son royaume. La France agrandie n'avait rien à craindre des États voisins; et, tandis que les guerres civiles désolaient à la fois l'Angleterre et l'Allemagne, elle florissait en paix sous l'administration de Suger.

Ce fut à la voix de saint Bernard que les peuples et les rois de la chrétienté vinrent cette fois se ranger sous les drapeaux de la croix. Saint Bernard fut l'éclatante expression de ce double enthousiasme religieux, il fut l'homme de cette double passion qui remuait alors le monde, et les chroniques du douzième siècle nous ont parlé du prodigieux pouvoir de sa parole.

Eugène III, qui venait de succéder à Innocent II, avait déjà, dans plusieurs de ses lettres, sollicité le secours des fidèles contre les musulmans. Jamais le saint-siége n'avait eu plus de motifs pour faire prêcher une croisade. Un esprit de sédition et d'hérésie commençait à s'introduire parmi les peuples, même parmi le clergé d'Occident, et menaçait à la fois la puissance des papes et les doctrines de l'Église. Dans cet état de choses, un grand événement comme celui de la croisade devait détourner les esprits des nouveautés dangereuses et les rallier autour du sanctuaire. Le souverain pontife pouvait voir dans une guerre sainte le double avantage de défendre Jérusalem contre les entreprises

des infidèles, l'Église et lui-même contre les attaques des hérétiques et des novateurs. Eugène félicita le roi de France sur sa pieuse résolution; il exhorta de nouveau, par ses lettres, tous les chrétiens à prendre la croix et les armes, et leur promit les mêmes priviléges, les mêmes récompenses qu'Urbain II avait accordées aux guerriers de la première croisade. Retenu en Italie, où il s'occupait d'apaiser les troubles de Rome, il regrettait de ne pouvoir, comme Urbain, venir au delà des Alpes ranimer le zèle des fidèles par sa présence et ses discours.

Dès que la décision du pontife fut connue, une nouvelle assemblée fut convoquée à Vézelay, petite ville de Bourgogne. La réputation de saint Bernard, les lettres adressées par le pape à toute la chrétienté, firent accourir à cette réunion un grand nombre de seigneurs, de chevaliers, de prélats et d'hommes de toutes les conditions. Le dimanche des Rameaux, après avoir invoqué le Saint-Esprit, tous ceux qui étaient arrivés pour entendre l'abbé de Clairvaux s'assemblèrent sur le penchant d'une colline, aux portes de la ville. Une vaste tribune fut élevée, où le roi, dans l'appareil de la royauté, et saint Bernard, dans le costume modeste d'un cénobite, furent salués par les acclamations d'un peuple immense. L'orateur de la croisade lut d'abord les lettres du souverain pontife, et parla ensuite à ses auditeurs de la prise d'Édesse par les musulmans et de la désolation des saints lieux. Il leur montra l'univers plongé dans la terreur, en apprenant que Dieu avait commencé à perdre sa terre chérie. Il leur représenta la ville de Sion implorant leur secours, et la Jérusalem céleste ouvrant ses portes pour recevoir les glorieux martyrs de la foi. Ces paroles de l'orateur excitèrent un vif enthousiasme dans l'assemblée des fidèles, et, comme Urbain au concile de Clermont, saint Bernard fut interrompu par les cris répétés de *Dieu le veut! Dieu le veut!*

Louis VII, vivement ému des paroles qu'il venait d'entendre, se jeta, en présence de tout le peuple, aux pieds de saint Bernard, et lui demanda la croix. Revêtu de ce signe révéré, il parla lui-même à l'assemblée des fidèles pour les exhorter à suivre son exemple. Les croix que l'abbé de Clairvaux avait apportées ne purent suffire au grand nombre de ceux qui se présentaient. Il déchira ses vêtements pour en faire de nouvelles, et plusieurs de ceux qui l'environnaient mirent à leur tour leurs habits en lambeaux, afin de satisfaire l'impatience de tous les fidèles qu'il avait embrasés du feu de la guerre sainte. Pour conserver la mémoire de cette journée, Pons, abbé de Vézelay, bâtit sur la colline où les chevaliers et les barons s'étaient assemblés, une église qu'il dédia à la Sainte Croix. La tribune du haut de laquelle saint Bernard avait prêché la croisade, y resta exposée à la vénération des fidèles jusqu'à l'année 1789.


LIBRARY



Horace Vernet pinxᵗ

Impʳ Chardon aîné, 3 r. Hautefeuille, Paris.

Willmann sc.

PHILIPPE-AUGUSTE À BOUVINES.

BATAILLE DE BOUVINES

27 JUILLET 1214

Tant que la famille de Capet s'était fortifiée obscurément et sans bruit, personne n'avait songé à elle; il n'en fut pas de même quand on la vit grandir tout à coup de moitié, attirer à elle tout l'ouest de la France et de là menacer l'Angleterre, tandis que ses vassaux reculaient par leurs conquêtes sa domination de la Loire à la Méditerranée. Alors l'attention des peuples se fixa sur elle, et dans la réaction qui eut lieu contre cet agrandissement subit, la première pensée de ses ennemis fut de l'étouffer. Mais Philippe sut défendre ce qu'il avait fait. Déjà l'invasion commençait sur deux points à la fois; Jean, débarqué dans le Poitou, avait réuni d'anciens serviteurs autour de lui, et s'avançait vers le cœur du royaume; et en même temps débouchait au nord la grande armée des Allemands et des Flamands, forte de 100,000 hommes. Philippe, sans s'intimider, envoie son fils Louis avec une armée contre le roi d'Angleterre, qui recule jusqu'à ses vaisseaux; et lui-même, entouré de ses barons et des milices communales, il s'avance intrépidement devant Othon, dont l'armée était double de la sienne. Ce fut à Bouvines, petit village des environs de Lille, que les deux princes se rencontrèrent : on fit halte de part et d'autre, et comme le jour baissait déjà, on remit la partie au lendemain.

Au lever du jour l'armée française fut sur pied, et se présenta en bataille rangée devant le camp ennemi. Rien ne bougea, et quelques heures s'étant passées dans cette attente, elle s'imagina que la bataille n'aurait pas encore lieu ce jour-là. On était au mois de juillet; Philippe, accablé de chaleur et de fatigue (il avait alors cinquante ans, et les rois capétiens vieillissaient vite), s'était désarmé, quand tout à coup il apprend que l'ennemi approche, que l'arrière-garde française est en grand péril. Le roi et les chevaliers reprennent à la hâte leurs armures, pendant que les hommes des communes soutenaient bravement le choc. Ce premier moment de surprise passé, le combat se poussa avec un acharnement incroyable. Philippe s'était jeté dans la mêlée et combattait

6

avec la force et l'activité d'un jeune homme; atteint au gorgerin, par un fantassin allemand, d'une de ces piques à crochet qui rappelaient l'antique framée des Germains, il fut entraîné à terre, et déjà les chevaux l'avaient foulé aux pieds; ce fut à grand'peine qu'on parvint à le dégager. De son côté, Othon payait aussi de sa personne : un vieux chevalier de Philippe, Guillaume des Barres, qui s'était rendu autrefois fameux dans la croisade de Richard, lui passa les bras autour du corps, et, aidé de ses compagnons, fut sur le point de le faire prisonnier. Othon leur échappa, grâce à la force de son cheval, et s'enfuit au grand galop, leur laissant l'aigle impériale avec le fastueux chariot qui la portait. Sa fuite fut le signal de sa défaite; en quelques instants les Impériaux étaient en pleine déroute, et Philippe vainqueur, agenouillé sur le champ de bataille, faisait vœu d'élever une abbaye, qu'il fonda depuis sous le nom d'Abbaye de la Victoire.

La journée de Bouvines est une grande journée dans notre histoire. C'est la première grande bataille livrée par des Français; c'est la première fois que le peuple fait preuve en grand de sa force, et commence à compter pour quelque chose dans les destinées nationales : enfin la victoire de Philippe consacrait à jamais le progrès immense qu'avait fait sous lui la royauté, et donnait une terrible leçon pour l'avenir à la féodalité, s'il lui prenait désormais fantaisie de se rebeller.





Rouget pinxit. Imp.[ie] F. Chardon aîné 30, r. Hautefeuille, Paris Colin sculp.

St. LOUIS RENDANT LA JUSTICE.

SAINT LOUIS

RENDANT LA JUSTICE

1241-1272

Le règne qui devait laisser de si profondes traces dans l'histoire commença par de cruels embarras; mais la régente, Blanche de Castille, sut mener à bonne fin la guerre avec les seigneurs qui en étaient venus à contester la double légitimité de la naissance et du sacre. Enguerrand de Coucy en fut pour ses frais de manteau fleurdelisé, et ce grand effort de la féodalité ne tourna qu'à sa confusion. La Bretagne, dans la personne de son duc turbulent, s'humilie aux pieds du jeune roi, que son mariage avec Marguerite de Provence rendit l'arbitre des intérêts féodaux tant au Nord qu'au Midi. Vienne maintenant l'Angleterre avec sa vieille haine, le roi est majeur, et il achève à Saintes par une bataille ce qu'il a si noblement commencé à Taillebourg par un coup d'éclat. Il y avait longtemps que la France n'avait eu un tel souverain.

Ce n'était pas assez pour la royauté capétienne d'avoir reconquis ses droits à la pointe de l'épée, et de s'être faite puissance territoriale, il fallait pour consacrer son triomphe qu'un homme doué d'assez de vertus pour être un saint, sans cesser d'être un grand roi, vînt lui donner quelque chose de religieux et de sacré, et lui gagnât l'amour de l'Église et du peuple, qui, jusqu'alors, ne l'avaient servie que par intérêt. Tel fut le rôle sublime qui échut à saint Louis, et c'est pour cela que son nom est demeuré dans l'histoire entouré d'une glorieuse auréole.

Le souvenir du chêne de Vincennes est un des plus populaires de notre histoire; et, sans contredit, c'est un de ceux qui ont le mieux servi les intérêts de ce qu'on appelait la monarchie française. Laissons parler Joinville, acteur lui-même dans ces scènes patriarcales :

« Lorsque le sire de Nesle, le comte de Soissons, moi et autres des siens amis, avions été le matin à la messe, il falloit que nous allassions ouïr les *Plaids de la porte;* puis le bon roi nous envoyoit quérir, et nous demandoit

s'il y avoit quelques gens qu'on ne pût dépêcher sans lui. S'il y en avoit, nous le lui disions, il les envoyoit quérir, et les contentoit, et les mettoit en raison et droiture.

« Maintes fois, après qu'il avoit ouï messe en été, il s'alloit ébattre au bois de Vincennes, et s'asseyoit au pied d'un chêne, et nous faisoit tous seoir auprès de lui. Ceux qui avoient affaire à lui venoient lui parler, sans aucun empêchement, et il leur demandoit hautement, et de sa propre bouche, s'il y en avoit nul qui eût *partie,* et quand il y en avoit aucun, il leur disoit : « Amis, taisez-vous, et on vous expédiera l'un après l'autre. »

« D'autres fois, il venoit au jardin du palais de Paris, vêtu d'une cotte de camelot, d'un surcot de tiretaine sans manches, et d'un manteau de *cendal* noir par-dessus, et faisoit là étendre des tapis pour nous asseoir auprès de lui, et là faisoit expédier son peuple diligemment, comme j'ai devant dit du boi de Vincennes. »

Le passage suivant, tiré de la vie de saint Louis, peut nous donner une idée de la bonhomie qui présidait à ces plaids royaux, et des libertés que le monarque laissait prendre au pauvre peuple avec lui.

« Une femme qui avoit nom de Sarrette, et qui plaidoit en la cour du roi, lui dit un jour : « Fi! fi! Devrois-tu être roi de France? Moult mieux seroit « qu'un autre fût roi que toi; car tu es roi tant seulement des frères mineurs, « des frères prêcheurs, des prêtres et des clercs. »

« Les sergents du roi la vouloient battre et mettre dehors; mais Loys défendit qu'ils la touchassent, et lui répondit en souriant : « Certes, tu dis « vrai, je ne suis digne d'être roi, et s'il avoit plu à Notre Seigneur, mieux « eût valu qu'un autre fût roi, qui mieux sût gouverner le royaume. »

« Et il commanda à l'un de ses chambellans de donner de l'argent à cette femme. »





Bonnet pinx.   Impr. F. Chardon aîné, 30 r. Hautefeuille, Paris   Geoffroy sc.

S^{T} LOUIS MÉDIATEUR

entre le Roi d'Angleterre et ses Barons.

(23 Janvier 1264)

SAINT LOUIS

MÉDIATEUR ENTRE LE ROI D'ANGLETERRE ET SES BARONS

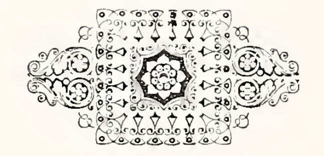
23 JANVIER 1264

Les barons anglais, las de voir leur pays exploité par des étrangers, par les agents du pape, par les favoris poitevins, gascons, provençaux, savoyards; las d'être obligés à une défensive perpétuelle contre un roi fourbe et faible, avaient résolu de s'emparer du gouvernement et de l'organiser au profit de l'aristocratie, en ne laissant guère au roi que son titre et sa couronne. Henri III fut réduit à bannir ses quatre frères, les Lusignan de la Marche, et les autres étrangers, et à sanctionner, en 1258, l'établissement d'une commission de vingt-quatre seigneurs chargés de réformer l'état du royaume. Les règlements adoptés par les vingt-quatre portèrent le titre de *Provisions d'Oxford*. Ils attribuaient aux barons le choix des grands officiers de la couronne, la garde des châteaux du roi, et aux francs-tenanciers des comtés le choix de leurs shérifs (qui correspondaient aux baillis français) : les délégués des barons devaient se réunir au parlement tous les quatre mois, pour régler toutes les affaires générales avec le conseil du roi. Un Français avait dirigé cette grande entreprise; c'était Montfort, comte de Leicester, fils du fameux Simon de Montfort. Lui et les autres membres des vingt-quatre ne songèrent qu'à se perpétuer dans le pouvoir, et se rendirent bientôt aussi à charge à une grande partie de la nation que l'avait été le roi lui-même. Henri III se fit absoudre de ses serments par le pape. Le parti du roi se releva, et la guerre civile recommença. Enfin, les deux partis, las de s'entre-déchirer, et ne pouvant s'entendre, convinrent de chercher un arbitre au dehors : autrefois cet arbitre eût été le pape, mais le pape ne savait plus qu'attiser la discorde au lieu de l'éteindre; *l'arbitre élu fut le roi de France.*

« Henri III, la reine sa femme, l'archevêque de Cantorbéry, Pierre de

Montfort, fils du comte de Leicester, et d'autres seigneurs anglais, se rendirent à Amiens, près de Louis IX, vers la Noël 1263; et le roi de France, après mûre délibération, prononça son arrêt sur ce grand procès. Le 23 janvier 1264, Louis annula les *Provisions d'Oxford*, restitua à Henri III ses châteaux et l'élection de ses grands officiers, cassa le décret contre les étrangers, et ordonna le maintien de la grande charte et de toutes les libertés antérieures aux Provisions d'Oxford. » (Henri Martin, *Hist. de France.*)

Ce jugement partial ne concilia rien. Les barons reprirent les armes, et Leicester, d'abord vainqueur, fut pendant quinze mois le véritable maître de l'Angleterre. Édouard, le fils de Henri III, tira enfin la royauté anglaise de ce pas difficile. Il battit et tua Leicester à la journée d'Evesham (4 août 1265), et remit son père en possession de tous ses droits.





Brenet pinxit. Impr. F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille, Paris Colin sculpsit.

FUNÉRAILLES DE DUGUESCLIN.

(13 Juillet 1380.)

FUNÉRAILLES DE DU GUESCLIN

13 JUILLET 1380

Les trois frères de Charles V avaient été parfois l'utile appui, plus souvent le grand embarras de son règne : il avait écarté des affaires le duc de Berri, que son incapacité rendait peu redoutable; il s'était assuré du duc de Bourgogne, en l'aidant à s'élever à une fortune qui devait combler ses vœux les plus hardis; il réussit moins bien à l'égard du duc d'Anjou, le plus dangereux, le pire des trois. Pour donner un aliment à sa farouche ambition, il s'était vu obligé de lui livrer le gouvernement du Languedoc, avec des pouvoirs presque illimités et l'abandon de tous les impôts de cette belle province. L'administration du duc Louis n'y fut qu'une longue tyrannie. Toujours entouré d'un faste royal, préoccupé de l'espoir de conquérir une couronne, soit en Espagne, soit en Italie, le duc ne songeait qu'à grossir son trésor par tous les moyens et à s'attacher les nobles et les gens de guerre, montrant au reste de la population un insolent mépris.

Le cri de détresse du Languedoc monta cependant jusqu'à Charles V, et le roi, sinon par humanité, au moins par prudence, accorda une tardive satisfaction à ce malheureux pays : il craignit que le Languedoc, poussé au désespoir, ne *se tournât anglais;* il abolit tous les aides et fouages, révoqua le duc d'Anjou, pendant que ce prince était à Avignon, occupé à débattre d'ambitieux projets avec le pape Clément VII et les agents de la reine de Naples, et il chargea une commission d'aller réformer les abus en Languedoc.

Ce que Charles V fit de plus sage pour le Languedoc, ce fut d'en donner le gouvernement au comte de Foix, seigneur très-populaire dans tout le Midi : les frères du roi furent mécontents de cette nomination; mais elle eut le double avantage d'attacher à la couronne le plus puissant seigneur des Pyrénées et de pacifier le Languedoc.

Charles V ne suivit pas d'aussi bonnes inspirations à l'égard de la Bretagne ; il s'attachait à ses plans de conquête avec une opiniâtreté maladive; il ne paraissait plus comprendre cette force invincible des faits contre laquelle il avait toujours évité de se briser jusqu'alors : il avait obligé Clisson et d'autres capitaines à reprendre les hostilités durant l'hiver; elles continuèrent au retour du printemps, entremêlées toutefois de négociations; les Bretons ne combattaient la France qu'à regret, et, tandis que Montfort pressait, par ses envoyés, les secours d'Angleterre, les trois États de Bretagne écrivaient au roi pour protester de

leur désir de rester fidèles à la couronne de France. Charles V répondit qu'il ne refuserait pas de recevoir à merci ses sujets bretons ni Jean de Montfort, et qu'il accepterait l'arbitrage du comte de Flandre. Ce n'était pas un pardon individuel que demandaient les Bretons, mais la ratification du rétablissement de Montfort sur le siége ducal. On ne put s'entendre, et les États de Bretagne adhérèrent, non sans regret, aux traités de leur duc avec l'Angleterre.

Une partie de l'été se passa sans incidents graves : le roi s'attendait à une prochaine descente des Anglais, et s'apprêtait à un puissant effort contre eux. En attendant les Anglais, Charles V, sentant l'impossibilité d'employer Du Guesclin contre la Bretagne, avait envoyé le connétable dans le Midi. Plusieurs compagnies anglaises et gasconnes s'étaient reformées, et, par d'audacieuses expéditions, s'étaient saisies de divers châteaux en Limousin, en Auvergne et sur les frontières du Languedoc. Les communes du Languedoc, à peine débarrassées du duc d'Anjou, offrirent au roi une aide de trois francs par feu, la gabelle du sel et l'impôt des douze deniers pour livre, afin qu'il les débarrassât du voisinage des compagnies. Le roi leur expédia messire Bertrand, qui, dans les premiers jours de juillet, vint mettre le siége devant Châteauneuf de Randon, forteresse située dans les montagnes du Gévaudan, entre Mende et le Puy, et occupée par des Anglais et des Gascons; « messire Bertrand jura que jamais il ne partirait qu'il n'eût le châtel à son plaisir. » Le maréchal de Sancerre prévint le gouverneur anglais, au nom de Du Guesclin, que toute la garnison serait passée au fil de l'épée si elle était prise d'assaut. Le chef ennemi capitula, et apporta les clefs du château à messire Bertrand; mais il le trouva étendu sur son lit de mort. Le connétable rassembla le reste de ses forces pour recevoir ce trophée de sa dernière conquête, et rendit l'âme peu de moments après (13 juillet 1380), à l'âge de soixante-six ans. Tel est du moins le récit du trouvère Cuvelier, le chantre de Du Guesclin. Suivant les Chroniques de Saint-Denis, les assiégés ne se rendirent que le lendemain de la mort du connétable et vinrent déposer les clefs de la place sur les genoux du héros expiré.

La mort de ce grand homme de guerre causa dans le royaume un deuil universel; il était chéri des gens d'armes, pour lesquels il se dépouillait de son dernier florin quand le roi ne lui envoyait pas de quoi les payer, et le peuple se souvenait qu'il avait débarrassé la France des *grandes compagnies* et chassé les Anglais de maintes provinces. Les poëtes déplorèrent sa fin dans des ballades qui exprimaient fidèlement la douleur publique. Charles V fit arrêter au Mans le corps du connétable, que l'on conduisait à Dinant, selon ses dernières volontés, et commanda qu'on l'amenât à Saint-Denis dans la sépulture des rois.



Henri Scheffer pinxit | Impᵉ F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris. | Audibran sculpsit

ENTRÉE DE JEANNE D'ARC À ORLÉANS,

(18 Mai 1429)

JEANNE D'ARC A ORLÉANS

29 AVRIL 1429

Les apprêts de l'expédition d'Orléans furent bien longs au gré de l'impatience de Jeanne : les gens d'armes se rassemblaient lentement et sans prendre grande part aux espérances populaires : l'argent manquait pour les payer, et l'on ne put leur donner que le 21 avril les arrhes de l'entrée en campagne. Tous les obstacles furent enfin levés, et Jeanne arriva le 25 avril à Blois, avec le chancelier de France et le grand maître de l'hôtel du roi, Jean de Gaucourt. Elle produisit à Blois le même effet que partout ailleurs; elle réunit une espèce de bataillon de prêtres, à la tête duquel elle mit son chapelain, frère Pasquerel, avec une bannière représentant le Christ sur sa croix; des soldats en état de grâce servaient seuls d'escorte à cette troupe sacrée.

Le bruit des choses extraordinaires qui se passaient à Chinon, à Poitiers, à Blois, était parvenu dans les murs d'Orléans et dans le camp des Anglais; les Orléanais, réduits à une profonde détresse, renaissaient à l'espérance; les Anglais, qui n'admettaient pas que Jeanne pût être l'envoyée du ciel, commençaient à croire qu'elle pouvait bien être au moins l'instrument de l'enfer, et l'attente de cet ennemi surhumain répandait parmi eux une vague terreur. Du 24 au 28 avril, six cents combattants, divisés en plusieurs détachements, s'introduisirent dans la ville, et y annoncèrent l'approche du *grand secours*. Pendant ce temps, un héraut apporta aux généraux anglais une lettre de l'étrange chef de guerre qu'ils allaient avoir à combattre : les *voix* avaient ordonné à Jeanne d'offrir la paix aux Anglais avant de les frapper du glaive.

Jeanne suivit de près sa lettre : le 27 avril, elle sortit de Blois avec six à sept mille combattants, escortant un grand convoi de vivres et de munitions. A côté d'elle chevauchaient le maréchal de Boussac, le grand maître Gaucourt, l'amiral de Culant, le sire de Retz, La Hire. Jeanne *portait le harnois aussi gentiment que si elle n'eût fait autre chose de sa vie*. Elle avait fait défendre les jurements et blasphèmes, exhorter les soldats à se confesser, et chasser toutes les *folles femmes* qui suivaient les gens de guerre. En tête de l'armée marchait la cohorte des prêtres chantant pour chant de guerre le *Veni, creator Spiritus,* cette hymne qui semble n'être d'aucun temps ni d'aucune secte, tant la vérité

métaphysique y brille d'une splendeur sans nuage, et qui semblait pourtant devenue de circonstance par son appel à l'inspiration divine et à l'Esprit de vie.

Les troupes campèrent pendant la nuit en pleins champs : le lendemain matin, Jeanne, quoique fatiguée et malade d'avoir pour la première fois reposé tout armée sur la dure, reçut la communion devant l'armée en bataille; une multitude de soldats, passant brusquement de la débauche et de l'indifférence à l'enthousiasme et à la foi, vinrent s'agenouiller devant les prêtres qui entouraient Jeanne. Le convoi retarda la marche de l'armée, qui arriva en vue d'Orléans seulement le troisième jour (29 avril). Ces prêtres, ces chants, ces bannières inconnues, cet appel inusité, frappèrent les Anglais d'une crainte superstitieuse : les généraux, voyant la disposition de leurs troupes, les tinrent enfermées. Les Français défilèrent devant les postes ennemis de la rive gauche de la Loire, et gagnèrent le bord du fleuve au-dessus de la bastide anglaise de Saint-Jean le Blanc : la Pucelle avait insisté pour qu'on se dirigeât sur la ville du côté de la Beauce, où était la plus *grande puissance* des Anglais; mais les *chevetaines* français, jugeant l'entreprise trop hardie, avaient trompé Jeanne et l'avaient menée à son insu par la route de la Sologne. L'événement donna raison à Jeanne : l'armée, en se présentant par la rive gauche, avait le fleuve entre elle et la ville; les communications n'étaient possibles que par eau; or, les grands bateaux à voiles préparés dans Orléans pour recevoir les secours ne pouvaient, à cause des basses eaux, prendre port qu'à Chéci, à deux lieues à l'est de la ville, et le vent contraire les empêchait de remonter la Loire.

L'embarras était extrême : Jeanne, au lieu de reprocher à ses compagnons d'armes leur manque de confiance, les encouragea et leur garantit que le vent allait changer : on côtoya la rivière jusqu'à Chéci; le vent changea sur ces entrefaites, et les bateaux, conduits par le bâtard d'Orléans et par le commandeur de Giresme, arrivèrent à toutes voiles après avoir passé sans dommages sous les canons des bastides anglaises. Les plus enthousiastes des compagnons de Jeanne crurent voir les eaux monter et s'enfler subitement sous les nefs qui venaient au-devant de la Pucelle. Jeanne descendit dans les nefs avec tout le convoi et deux cents lances. La Pucelle entra le soir dans Orléans, armée de toutes pièces, montée sur un cheval blanc et faisant porter devant elle sa blanche bannière : elle alla droit à la cathédrale, aux acclamations des *bons gens de la ville, hommes, femmes et petits enfants, qui faisoient telle joie comme s'ils vissent Dieu descendu parmi eux.*



Thomas pinxit — Imp. F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille, Paris — Colin sculpsit.

LOUIS XI À PÉRONNE.

LOUIS XI A PÉRONNE

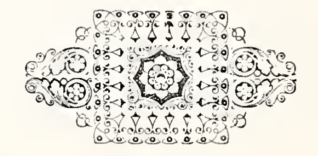
1488

Le duc de Bretagne venait de signer avec Louis XI le traité d'Ancenis, par lequel il renonçait à l'alliance de la Bourgogne, et Charles le Téméraire, abandonné à l'entrée d'une guerre dans laquelle on l'avait jeté, n'osait plus ni avancer ni reculer. D'un autre côté, les capitaines des compagnies d'ordonnance demandaient à grands cris qu'on les laissât faire, et promettaient au roi de lui rendre « bon compte de ce duc de Bourgogne ». Louis seul s'obstinait à traiter. Les finesses diplomatiques n'étaient pas seulement un moyen pour ce rusé monarque : il en faisait une affaire d'amour-propre, et ne laissait pas volontiers échapper l'occasion d'exercer son art. Voyant que ses gens n'avançaient à rien auprès de son impétueux cousin de Bourgogne, il pensa que c'était le moment de prouver sa supériorité sur eux, et, plein de confiance dans les souvenirs de l'entrevue de Conflans, il résolut d'y aller lui-même.

En dépit de tout, Charles n'avait point oublié Genep. Il vint au-devant du roi, qui l'embrassa avec « grande amitié », et ils entrèrent tous deux dans la ville en conversant familièrement, Louis tenant la main appuyée sur l'épaule du duc. Le lendemain les pourparlers commencèrent et sans grand succès, Charles s'obstinant à demeurer fidèle à ses alliés, même après leur défection; mais, au second jour, les nouvelles qui arrivèrent à Péronne interrompirent tout brusquement. Avant l'expédition de Bretagne, Louis avait envoyé deux émissaires aux Liégeois pour les exhorter à reconquérir leurs libertés perdues à Saint-Tron. Ensuite, quand il eut résolu d'aller se mettre entre les mains du duc, il avait contremandé ce mouvement. Mais cette race colérique de bourgeois, habitués à la révolte, n'avait pas attendu le contre-ordre. A la première invitation, les Liégeois s'armèrent et vinrent à Tongres, où étaient leur évêque et le sire d'Imbercourt, un des principaux seigneurs de Bourgogne. Ils firent main basse sur la ville, massacrèrent seize chanoines, mirent en pièces Robert de Moriamez, le porte-bannière de l'évêque, et se firent un jouet de ses membres, qu'ils se jetaient à la tête les uns des autres. Ce furent des

habitants de Tongres qui en firent le récit. Ils accouraient encore tout éperdus, et avaient vu distinctement les émissaires de Louis XI au milieu de la foule des égorgeurs.

Ceci changea la face des affaires. Louis XI était venu chercher à Péronne les émotions d'une aventure politique; mais sa position devenait plus dramatique qu'il n'avait compté. Dans le premier moment de sa fureur, Charles avait mis une garde d'archers aux portes de la ville et du château. « C'est le roi, s'écriait-il, qui, par ses ambassadeurs, a excité ces cruels et mauvais gens de Liége; mais, par saint Georges! ils en seront punis, et il aura sujet de s'en plaindre. » Il se promena toute la nuit, s'emportant en menaces. Le lendemain on tint conseil; mais Charles, indécis entre la crainte et le désir de la vengeance, ne savait à quoi s'arrêter. Louis XI, de sa prison, osait à peine hasarder quelques timides promesses. Déjà l'on allait envoyer chercher monseigneur Charles de France, pour régler avec lui tout le gouvernement du royaume. Le messager avait mis ses houzeaulx; son cheval était dans la cour sellé et bridé. Comines, Ursin et le chancelier de Bourgogne, Pierre de Goux, parvinrent à ramener le duc à des sentiments plus modérés. Hasarder une pareille démarche, c'était brûler ses vaisseaux, et Louis XI n'était pas homme à le lui pardonner jamais. On présenta enfin au prisonnier un projet de traité. Charles y décidait à son avantage toutes les questions en litige depuis trente ans sur les droits de souveraineté des ducs de Bourgogne dans leurs États d'Artois et de Picardie, et faisait donner pour apanage à Charles de France la Champagne et la Brie. Les gens du roi essayèrent quelques remontrances; mais à chaque hésitation on répondait : « Il le faut, monseigneur le veut. » Jamais Louis XI ne courut un plus grand danger. Le vassal et le souverain avaient changé de rôle, et le vassal, parlant en maître, voulait être obéi. Enfin, Louis XI tira de ses coffres la fameuse croix de Saint-Lô, qu'il portait partout avec lui, et jura le traité en présence de son frère de Bourgogne, qui l'emmena ensuite avec lui contre les Liégeois.





Féron pinx. | Impr. V. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris | Nargeot sc

ENTRÉE DE CHARLES VIII À NAPLES.

(12 Mai 1495)

CHARLES VIII A NAPLES

22 FÉVRIER 1495

Un traité fut conclu, le 11 janvier 1495, entre le roi et le pape : Alexandre, rassuré pour sa personne et bien résolu d'avance à violer ses serments à la première occasion, subit à peu près toutes les conditions qu'il plut à Charles de lui imposer; Alexandre s'obligea de laisser au roi Civita-Vecchia et de lui livrer Terracine et Spolète, comme places de sûreté, jusqu'après la conquête de Naples, de recevoir en grâce les cardinaux et les barons romains du parti français; et il consentit de plus que le cardinal de Valence, son fils bâtard, suivît le roi à Naples avec le titre de légat, mais en réalité comme otage. C'était ce trop fameux César Borgia, *qui semblait n'être né,* dit Guicciardini, *qu'afin qu'il se rencontrât un homme assez scélérat pour exécuter les desseins de son père Alexandre VI* (l. I, § 4).

La terreur régnait cependant à la cour de Naples : déjà un corps franco-italien, détaché de l'armée française, avait pénétré par la Sabine dans les Abbruzzes, et les populations, au lieu de s'armer pour défendre la dynastie aragonaise, se révoltaient partout en faveur des Français, tant le despotisme cupide et sanguinaire du roi Alphonse et de son prédécesseur Ferdinand avait jeté de ferments de colère dans les esprits. L'arrogant et belliqueux Alphonse restait à Naples, immobile et comme frappé de stupéfaction. Aussitôt que son fils fut de retour de Rome, il abdiqua en faveur de ce jeune prince, espérant qu'on ne l'envelopperait pas dans la haine qu'on portait à ses devanciers, puis il se réfugia en Sicile, sur les terres de son parent Ferdinand le Catholique : il mourut quelques mois après au fond d'un couvent de Mazzara.

Le nouveau roi Ferdinand II essaya d'arrêter les Français à l'entrée de la terre de Labour : il alla se poster avec toutes ses forces dans les défilés de San-Germano, près du Garigliano, pour y attendre Charles VIII; son courage était ranimé par la nouvelle de la rupture qui venait d'éclater entre la France et l'Espagne : don Antonio de Fonseca, ambassadeur des Rois Catholiques près Charles VIII, avait déclaré au roi de France que ses maîtres ne souffriraient pas qu'il imposât sa domination à toute l'Italie, fît violence au pape, et détrônât de vive force la dynastie aragonaise de Naples. Cette protestation excita un furieux orage parmi les chefs de l'armée française, qui reprochèrent à l'ambassadeur,

12

dans les termes les plus durs, la perfidie de ses maîtres, et la violation de promesses qui leur avaient valu le Roussillon et la Cerdagne; Fonseca répondit en déchirant publiquement le traité de Barcelone. Mais la protestation de l'Espagne et l'abdication du roi Alphonse n'arrêtèrent ni l'invasion française ni la révolution napolitaine. Il était trop tard! Charles VIII avançait à grandes journées : deux petites places de la campagne de Rome, appartenant à des barons de la faction aragonaise, ayant osé résister à l'armée d'invasion, furent emportées d'assaut, et tout ce qui s'y trouva fut passé au fil de l'épée. Cette effroyable manière de *guerroyer, qu'on ne pratiquait plus en Italie depuis plusieurs siècles,* dit Guicciardini, porta l'épouvante parmi les troupes de Ferdinand II, déjà ébranlées dans leur fidélité : l'infanterie napolitaine se débanda à l'approche de l'avant-garde française; Ferdinand ramena ses gens d'armes à Capoue, espérant défendre le passage du Vulturne; le bruit d'une sédition à Naples le força de courir vers sa capitale : il partit en promettant à ses capitaines et aux habitants de Capoue de revenir le lendemain : il rétablit l'ordre à Naples, et raccourut à Capoue, mais les portes lui furent fermées; un de ses principaux capitaines, le Lombard Jean-Jacques Trivulce (Trivulzio ou Trevolcio), qui depuis joua un très-grand rôle dans les guerres d'Italie, venait de traiter avec les Français, pour le corps qu'il commandait et pour les habitants de Capoue; les deux autres généraux, le comte de Pitigliano et le Romain Virgile des Ursins ou Orsini, s'étaient retirés à Nola, et il ne restait plus à Ferdinand une compagnie d'hommes d'armes disposée à combattre pour sa cause.

Le malheureux prince retourna à Naples; mais déjà la multitude se soulevait dans cette capitale avec une nouvelle fureur : Ferdinand, voyant tout perdu, brûla et coula à fond tous les vaisseaux qu'il ne pouvait emmener, laissa quelques troupes dans les châteaux de Naples, et s'embarqua avec son oncle don Fédérigo ou Frédéric, pour l'île d'Ischia, d'où il gagna la Sicile avec une quinzaine de galères qui lui restaient. Le lendemain (22 février) le roi Charles entra dans Naples, au milieu des acclamations du peuple entier, et d'une allégresse si générale *qu'on eût dit qu'il était le père et le fondateur de la ville :* le roi de France avait gagné le cœur de ces populations mobiles et ardentes, en accueillant gracieusement les députés qui lui présentèrent les clefs de Naples, en leur octroyant de grands priviléges pour leur cité, et en diminuant de 200,000 ducats les impôts du royaume. Les châteaux de Naples, le Château-Neuf et le château de l'Œuf capitulèrent au bout de peu de jours, et tout le reste du royaume, sauf Brindes, Bari, Otrante, Gallipoli, Reggio et deux ou trois forteresses, se soumit en quelques semaines. Le bruit du triomphe des Français passa la mer et alla porter l'épouvante parmi les Turcs et l'espoir dans le cœur des Grecs.



Gassies pinx^t

Revel sc.

CLÉMENCE DE LOUIS XII.

(Avril 1498.)

CLÉMENCE DE LOUIS XII

1498

PENDANT qu'on célébrait la pompe funèbre du roi Charles VIII, Louis prenait à Blois les arrangements nécessaires pour la cérémonie de son sacre. Il avait alors trente-sept ans (1498). De Reims, il se rendit à Saint-Germain en Laye, où il fit un séjour d'environ un mois. Le 1er juillet suivant, il reçut la couronne à Saint-Denis, et le lendemain il fit son entrée solennelle à Paris. Le peuple n'eut pas peur, il avait dès longtemps appris à aimer le nouveau roi, et sa conduite en Italie auprès du roi Charles, le sacrifice qu'il avait fait si loyalement de l'amour d'Anne de Bretagne aux intérêts de la couronne, avaient noblement expié les erreurs du prince féodal; mais l'aristocratie, qui n'aurait pas dû être scrupuleuse en pareille matière, faisait grand bruit de la vieille affaire de Bretagne et ne parlait de rien moins que d'intervertir l'ordre de succession. Ce fut surtout en Italie que s'accrédita ce projet d'opposition que Machiavel constate avec le plus grand sérieux. Louis XII laissa dire, et sa sentence favorite à François, comte d'Angoulême, était : « Que la puissance royale n'a rien de plus grand que d'être en situation de pouvoir conserver la vie aux hommes, et la nature rien de plus parfait que la volonté d'accomplir un si glorieux dessein. »

Quelques-uns de ceux qui avaient eu part à ses disgrâces et que la faveur du règne présent avait largement dédommagés, cherchaient à animer Louis contre les anciens serviteurs du feu roi, et entre autres contre La Trémoille, qui conservait encore l'office de premier chambellan, lui qui avait battu et fait prisonnier le duc d'Orléans à la bataille de Saint-Aubin. « Louis le manda de son propre mouvement, le confirma en tous ses états, offices, pensions et bienfaits, le priant de lui être aussi loyal qu'à son prédécesseur, avec promesse de meilleure récompense. » (Mém. de La Trémoille.)

A ce noble traitement, Louis XII ajouta cette parole si belle et si connue :

13

« Le roi de France ne venge pas les injures du duc d'Orléans. » Il traita avec la même générosité les courtisans à qui leur dévouement pour Charles VIII faisait redouter son inimitié; il leur annonça qu'aucun d'eux ne serait privé de ses emplois et de ses honneurs. Il n'avait rien oublié, et ne se souvenait que pour pardonner de meilleure grâce; son mot était : « Jésus-Christ est aussi bien mort pour les autres que pour moi. » « Il fut très-grand justicier (dit Humbert Vellai), qui est la première partie nécessaire à un prince souverain, comme représentant Dieu en terre, au gouvernement qui lui est, par sa divinité, commis de ses peuples et régions. Il fut infiniment débonnaire et amateur de son peuple, comme, pour le semblable, il était honoré, respecté, obéi et vénéré de tous ses sujets; et quelques grandes affaires qu'il ait eues, il a pris la peine de le soulager et a empêché qu'il ne fût opprimé de subsides et de tailles extraordinaires, surtout par les gens de guerre, ce qui fut cause qu'entre tous les autres rois ses devanciers il mérita ce beau nom et titre de *père du peuple*. »





Colin sc

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE TOURS.

(Sous Louis XII, 14 Mai 1506)

LES ÉTATS GÉNÉRAUX

SOUS LOÜIS XII

10 MAI 1506

L'OUVERTURE en fut faite à Tours, le dixième de mai 1506; et ce fut le docteur Bricot, fameux dans l'Université de Paris par son éloquence, qui fut choisi pour porter la parole. Il s'en acquitta dignement; et après avoir flatté le roi par l'endroit qui le touchait le plus agréablement, c'est-à-dire par la tendre affection qu'il avait pour ses peuples, par le grand ordre qu'il avait mis dans la justice, dans la milice, dans les finances, et tout cela par rapport au bien et au soulagement du royaume; après avoir montré avec combien de justice il méritait le glorieux surnom qu'on lui donnait, de Père du peuple, il entra dans le détail des grands inconvénients du mariage de madame Claude de France avec un prince étranger, à cause du démembrement de tant de beaux États que la princesse porterait en dot à son époux, et dont quelques-uns ouvraient aux ennemis l'entrée jusque dans le cœur du royaume. Ensuite il supplia le roi, au nom de tous les bons sujets, de ne pas passer outre un si important article, et de vouloir bien faire épouser la princesse au prince François, comte d'Angoulême, son héritier présomptif, au cas que Sa Majesté n'eût point d'enfants mâles.

« La harangue étant finie, le roi répondit, par la bouche de son chancelier, qu'il avait pour très-agréable la remontrance des états; mais qu'il s'y agissait d'une affaire de si grande importance, qu'il y voulait penser sérieusement, avant que de se déterminer au parti qui conviendrait le mieux.

« Sur ces entrefaites, les députés des états de Bretagne arrivèrent à Tours, et, comme plus intéressés encore que les autres Français, à cause du duché de Bretagne qui changerait de maître par le mariage de la princesse, ils présentèrent en leur nom une requête sur le même sujet.

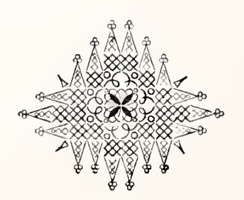
« Le roi ayant mis l'affaire en délibération dans le conseil, où il appela les plus considérables des trois états, leur proposa l'unique peine qu'il avait à con-

14

sentir à la demande qu'on lui avait faite, qui était de manquer à la parole qu'il avait donnée par mariage au roi des Romains et au roi de Castille. La chose fut examinée avec grande application, et tous conclurent que le roi n'était point obligé à tenir ce traité, parce qu'il n'avait pu le faire; d'autant que, par le serment qu'il avait fait à son sacre, il était obligé par dessus toutes choses à procurer la sûreté de ses sujets et le bien général du royaume; qu'il n'était point en son pouvoir d'aliéner le domaine de la couronne, à moins qu'il n'en revînt un avantage plus considérable à l'État; qu'enfin, quelques traités et quelques serments qu'il eût faits, ils ne pouvaient obliger personnellement la princesse, qui était alors et encore en bas âge; que quand même on en serait venu jusqu'aux fiançailles, ce qui n'était pas, elle n'aurait par cette raison aucun engagement.

« Le roi, convaincu par tant de raisons, qui ne lui persuadaient rien de contraire à ses inclinations, ordonna l'assemblée générale des états pour le lendemain, où il leur déclara qu'il accordait à leur zèle pour sa gloire et les intérêts de ses peuples ce qu'ils lui avaient demandé avec de si pressantes instances; que la princesse n'épouserait point le duc de Luxembourg, et qu'il consentait à son mariage avec François, comte d'Angoulême, son héritier présomptif. Ce fut une joie incroyable dans toute l'assemblée, que la plupart exprimèrent plus par leurs larmes que par leurs discours; le roi en fut si touché lui-même, qu'il ne put retenir les siennes.

« Il mit le comble à cette joie lorsque, le vingt et unième jour de mai, fête de l'Ascension, la princesse fut fiancée au prince en présence de toute la cour, par le cardinal d'Amboise; et ensuite le roi congédia les états. »





Ary Scheffer inv. | Impᵉ F. Chardon aîné 30, r. Hautefeuille, Paris. | Pourvoyeur

BATAILLE DE RAVENNE.

(11 Avril 1512)

BATAILLE DE RAVENNE

11 AVRIL 1512

Le 11 avril 1512, jour de Pâques, à la pointe du jour, Gaston fit passer le Ronco à son armée, ne laissant qu'une faible réserve pour contenir les assiégés dans les murs de Ravenne, et se déploya en demi-cercle dans la plaine, en marchant vers les alliés, qui, d'après le conseil de Pietro Navarro, l'attendaient en bataille derrière leurs retranchements. L'aile droite de l'armée du roi, qui s'appuyait au Ronco, était commandée par le duc de Ferrare, qui avait sous ses ordres sept cents gendarmes et cinq mille lansquenets. Au centre, on voyait l'infanterie française forte de huit mille hommes; plus loin, cinq mille fantassins italiens, et à l'extrême gauche trois mille archers et chevau-légers. Enfin, en arrière du corps de bataille, était le reste de la gendarmerie sous les ordres de La Palisse, lequel avait à ses côtés le cardinal de Saint-Severin, qu'à son armure et à son ardeur martiale on aurait pris pour un capitaine plutôt que pour le légat du concile.

Les alliés avaient à leur gauche, c'est-à-dire près de la rivière, huit cents gendarmes, puis six mille hommes de pied italiens; au centre et un peu en arrière, le corps de bataille composé de six cents gendarmes et de quatre mille Espagnols. Ce corps avait à sa droite plusieurs escadrons de gendarmerie et l'autre moitié de l'infanterie espagnole. Enfin, la cavalerie légère voltigeait du côté le plus éloigné de la rivière.

L'armée française s'arrêta à deux cents pas du fossé qui couvrait de toute sa longueur les troupes espagnoles, et pendant deux heures on ne fit que se canonner de part et d'autre. L'artillerie espagnole maltraitait horriblement l'infanterie française. Le brave seigneur de Molart et le capitaine de Friberg furent emportés d'un même coup de canon, et plus de deux mille soldats jonchaient la terre avant qu'on en fût venu aux mains.

Cependant, quelques pièces de canon que Bayard et d'Alègre avaient fait habilement pointer sur la cavalerie de Fabricio Colonna ne causaient pas de moindres ravages dans ses rangs. Pietro Navarro patientait à la tête de son

infanterie couchée à plat ventre au-dessous de la gendarmerie de Fabricio; car, pourvu qu'il la conservât intacte, la victoire lui paraissait assurée. Mais sa prudence devint suspecte. Colonna déboucha dans la plaine, et Pietro Navarro fut contraint de le suivre avec les siens, qui, se relevant fièrement, engagèrent le combat avec les aventuriers et les lansquenets qui se trouvaient vis-à-vis d'eux. Bientôt ils joignirent les Français et furent rudement reçus par la gendarmerie de Gaston. « Depuis que Dieu créa ciel et terre, il ne fut peut-être jamais vu un combat plus rude et plus acharné que celui que les Français et les Espagnols se livrèrent pendant une heure. » Les deux partis étaient obligés, de temps en temps, de s'arrêter vis-à-vis l'un de l'autre pour reprendre haleine, puis ils rechargeaient avec une nouvelle fureur. L'inégalité du nombre n'avait point empêché Gaston de faire perdre du terrain à Fabricio Colonna, et l'arrivée de la réserve redoubla la vivacité de l'attaque. Les archers de la garde portaient à l'arçon de leurs selles de petites coignées qui leur servaient à dresser leurs logements; ils les mirent en œuvre, et, frappant à grands coups sur l'armet des Espagnols, ils en assommaient autant qu'ils en frappaient. Il y avait dix heures qu'on se battait quand les ennemis furent contraints de céder le champ de bataille, laissant sept mille morts, toute leur artillerie, leurs bagages et un grand nombre de prisonniers, entre lesquels les plus considérables étaient le cardinal de Médicis, Pietro Navarro et Fabricio Colonna réservés à l'humiliation de suivre à pied, non pas le triomphe, mais le char funèbre de leur vainqueur, car Gaston était mort. Comme l'infanterie espagnole se retirait en bon ordre, marchant au petit pas et combattant toujours, Gaston fit contre elle une dernière charge; mais il fut blessé et renversé de cheval. Un de ses lieutenants, Lautrec, cria au soldat ennemi qui l'avait désarçonné : « Ne le tuez pas, c'est notre vice-roi, c'est le frère de notre reine. » Mais l'Espagnol, sans rien entendre, l'acheva, et le jeune prince resta sur la place percé de tant de coups, qu'il en avait quatorze seulement depuis le menton jusqu'au front. Louis XII, en apprenant cette mort et ce triomphe, s'écria douloureusement : « Dieu nous garde de remporter jamais de pareilles victoires! »



Larivière pinx A. Lefèvre sc

BAYARD BLESSÉ À BRESCIA.

(19 Février 1512)

Publié par Furne, Paris

BAYARD

BLESSÉ AU SIÉGE DE BRESCIA

1520

Pierre du Terrail, seigneur de Bayard, avait dans sa famille une tradition de fidélité et de dévouement à la royauté dont il devait être la plus belle et la plus noble expression. Son trisaïeul avait été tué aux pieds du roi Jean à la bataille de Poitiers; son bisaïeul et son aïeul eurent le même sort, l'un à Azincourt, l'autre à Montlhéry; enfin son père n'avait rejoint son manoir féodal que criblé de blessures honorables. Mais cette belle lignée se serait perdue dans la foule, et sa généalogie ne dépasserait pas les limites du Dauphiné, si son dernier représentant ne fût venu se placer dans l'histoire à côté de nos derniers rois chevaliers.

De page fait homme d'armes, il fit merveille à la bataille de Fornoue. Sa captivité à Milan, sa délivrance sans rançon, son duel avec le capitaine Soto-Mayor, dans la Pouille, sont les commencements de cette vie héroïque. A Garigliano, il sauva l'armée française en retardant la marche de l'ennemi victorieux. « Comme un tigre échappé, dit Théodore Godefroi, il s'accula à la « barrière du pont, et à coups d'épée se défendit si bien, qu'ils ne savaient « que dire et ne cuidoient point que ce fût un homme, mais un diable. »

Après Garigliano, après Agnadel, c'est Brescia, dont un historien raconte ainsi le siége :

Le seigneur de Molart et le capitaine Hérigoye avançaient en tête avec leurs gens de pied; et sur leur aile Bayard à pied avec tous ses gens d'armes, grand exemple donné à la noblesse, qui, dans son obstination logique, ne pouvait séparer le chevalier du cheval. Cette compagnie d'élite, composée de guerriers blanchis sous le harnois, et même de plusieurs anciens capitaines qui préféraient servir sous Bayard à commander ailleurs, aborda le premier rempart de Brescia sous une grêle de traits, d'arquebusades; et l'assaut et la résistance furent également terribles. Le provéditeur André Gritti encourageait ses gens et leur disait : « Tenez bon, mes amis, les Français n'ont que la première pointe; ils seront bientôt las; c'est feu de paille qui ne dure guère. Au com-

mencement ce sont des lions, mais à la fin ce ne sont que des femmes! » Les aventuriers et les gendarmes revenaient opiniâtrément à la charge aux cris de : France! France! Bayard! Bayard! Gritti entendant ce nom qu'il connaissait bien, en fut peu réjoui. « Comment! s'écria-t-il, ce Bayard est donc partout? Mes amis, jetez-vous sur celui qui marche le premier; car, si vous pouvez défaire ce Bayard, tout est défait. » Mais l'éloquent et sage provéditeur parlait mieux qu'il ne rompait une lance, et ses soldats n'en reculèrent pas moins. « Seigneur Gritti, ce n'est pas feu de paille, c'est feu grégeois qui brûle toujours, » lui répondit le bon chevalier en franchissant le rempart à la tête de ses gens.

Ce bastion finit par rester aux Français, jonché de morts de part et d'autre. Mais un capitaine vénitien, saisissant l'instant où Bayard chancelait sur les décombres, l'atteignit au haut de la cuisse d'un coup de pique si violent, que le bois se rompit et que le fer demeura dans la blessure avec le reste du fût. La douleur qu'il ressentit ne l'empêcha pas de couper le bois avec son épée et d'essayer d'avancer, nonobstant que la pointe fût restée bien avant dans sa cuisse; mais le sang jaillissait à gros bouillons, et s'il n'eût été soutenu par deux de ses archers, le bon chevalier allait mesurer la terre.

« Mon compagnon, dit-il au capitaine Molart, faites marcher vos gens et les miens; la ville est gagnée; pour moi, je n'y entrerai point, car je suis mort. » Le bon seigneur, désolé et furieux de la perte de son bon ami et voisin, fondit sur les ennemis, sacrifiant à sa vengeance tout ce qui se présentait devant lui. Nemours, qui suivait de près, en apprenant la blessure que venait de recevoir Bayard à la prise du bastion, n'en ressentit pas moins la douleur que si lui-même il eût reçu le coup. « Messeigneurs, mes amis, s'écria-t-il, vengeons sur ces vilains la blessure du plus accompli chevalier qui fût au monde; suivez-moi! »

Pendant une semaine environ que séjourna Gaston dans Brescia, il ne fut pas un seul jour sans aller au moins une fois visiter le bon chevalier, et le réconforter le mieux qu'il pouvait. « Hé! monseigneur de Bayard, mon ami, lui disait-il, dépêchez-vous de guérir; car, d'ici à un mois, il nous faudra livrer bataille aux Espagnols; et, pour tout ce que je possède, je ne voudrais pas la donner sans vous! — Monseigneur, s'il doit y avoir bataille, croyez que, pour le service du roi et l'amour de vous, je me ferai plutôt porter en litière que de ne pas m'y trouver. »



Debay pinxit. Imp. F Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris. Geoffroy sculpsit.

ENTREVUE DU CAMP DU DRAP D'OR.

(7 Juin 1520)

ENTREVUE DU CAMP DU DRAP D'OR

7 JUIN 1521

CHARLES d'Espagne venait d'être proclamé empereur sous le nom de Charles-Quint, et cette préférence qu'il avait obtenue sur le roi de France, son compétiteur, devait nécessairement amener une rupture. François Ier, avant la déclaration de guerre, voulut s'assurer du roi d'Angleterre. L'amiral Bonnivet reçut l'ordre de partir pour Londres et de s'entendre avec le cardinal Wolsey au sujet d'une entrevue projetée lors du dernier traité entre la France et l'Angleterre (1518), et « bientôt le roi Henri VIII débarqua à Calais avec la reine sa femme (5 juin 1521). Dès que le roi de France en eut eu avis, il s'avança avec Louise de Savoie, sa mère, et toute sa cour, sur les frontières de la Picardie. Ces deux princes, ainsi qu'on en était convenu, se rencontrèrent le septième du mois, entre Ardres et Guines, à mi-chemin de ces deux places. On n'avait point vu depuis très-longtemps en France une si belle assemblée. La grande quantité de noblesse des deux nations, le train, les équipages, la propreté des armes, la beauté des chevaux, la richesse des habits, surpassaient tout ce qu'on en peut imaginer. Cette assemblée, pour en marquer la magnificence, fut appelée alors *le Camp du drap d'or, et la grande dépense superflue*, dit le seigneur du Bellai dans ses Mémoires, *fut telle, que plusieurs y portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prés sur leurs épaules.*

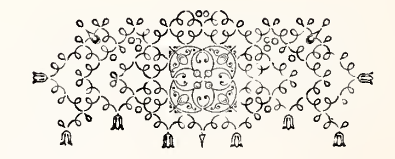
« Les deux rois, qui étaient les princes les mieux faits de l'Europe, montés chacun sur un genest d'Espagne, quittèrent leurs troupes dès qu'ils s'aperçurent l'un l'autre, et s'avancèrent au milieu du camp, le roi de France n'ayant avec lui que l'amiral Bonnivet et le chancelier Duprat, et le roi d'Angleterre étant suivi seulement du cardinal de Wolsey et des ducs de Norfolk et de Suffolk.

« Ils s'embrassèrent à cheval avec de grands témoignages de tendresse ; ensuite ils mirent pied à terre et entrèrent dans une tente qu'on avait dressée exprès au milieu de la campagne. Ils s'y entretinrent assez longtemps de leurs

affaires, et remirent le soin à leurs ministres d'en traiter entre eux plus en détail.

« Durant ce séjour des deux rois en Picardie, dont l'un, savoir le roi de France, se retirait tous les soirs à Ardres, et l'autre à Guines, on remarqua, entre autres choses, que dans une entrevue où le roi d'Angleterre lut le projet du traité qu'on devait conclure, le roi de France y était nommé le premier; mais quand ce vint au tour du roi d'Angleterre, il lut : *Je, Henri, roi.....* il s'arrêta et dit au roi : *J'ai pensé dire, je, Henri, roi de France et d'Angleterre; mais je ne le mettrai point puisque vous êtes ici*, et il se donna seulement le titre de roi d'Angleterre. Le roi sourit et lui marqua qu'il lui tenait compte de cette honnêteté, etc. » Daniel, *Histoire de France.*

Ce fut à peine si au milieu des tournois, des réceptions splendides et des grands repas, l'on prit le temps de penser à l'objet réel de cette entrevue. Henri se rembarqua avant même que ses ministres eussent réglé toutes les difficultés qui s'élevaient encore au sujet du traité de 1518. Charles-Quint prit mieux ses mesures. Le 22 mai, au moment même des préparatifs de l'entrevue, il s'était embarqué à la Corogne, laissant l'administration de l'Espagne à son ancien précepteur, Adrien d'Utrecht, et avait fait voile pour l'Angleterre, où bientôt rejoint par Henri VIII, il traita ses affaires paisiblement et sans appareil. La grosse pension qu'il assura à Wolsey ne lui paraissant pas une garantie suffisante, il enlaça l'ambitieux prélat dans d'autres liens en lui montrant en perspective le trône pontifical, que les infirmités précoces de Léon X semblaient devoir rendre bientôt vacant. Pour flatter l'amour-propre de Henri VIII, Charles parut accepter sa devise. Il le fit l'arbitre de ses différends avec le roi de France, à la condition qu'il prendrait les armes contre celui qui se refuserait à son arbitrage. C'était se l'assurer d'avance, car il n'était pas douteux que le fier et hautain roi de France ne repoussât bien loin une pareille proposition.





Gros pinxit   Impie de Bougeard.   Sisco sculpt

FRANÇOIS 1.ER ET CHARLES-QUINT,

Visitent les Tombeaux de St Denis.

FRANÇOIS Ier ET CHARLES-QUINT

VISITANT L'ABBAYE DE SAINT-DENIS

1494

Le grand drame des Bourguignons et des Armagnacs avait donné le champ libre aux Anglais ; et la France, responsable de toutes ces haines de maison à maison, de famille à famille, ne se releva qu'à la fin du règne de Charles VII. Puis vient Louis XI, qui prend à partie la féodalité vaincue, et lui impose tout, même l'amour, marie le brillant duc d'Orléans à sa fille, la bonne mais disgracieuse Jeanne, et Charles, comte d'Angoulême, à Louise, fille de Philippe, duc de Savoie. Charles meurt bientôt, et laisse son fils, âgé de deux ans, sous la tutelle bénévole de son oncle Louis, qui monta sur le trône en 1498. Fait duc de Valois à l'occasion de son mariage avec Claude, fille aînée du roi et de sa seconde femme Anne de Bretagne, il hérite du rôle de Gaston de Foix, à des conditions de réserve et de prudence qui n'étaient ni de son âge ni de son caractère, et se maintient avec honneur sur la défensive, tant en Navarre qu'en Picardie. Les Pyrénées ne furent pas franchies, et la Picardie fut sauvée.

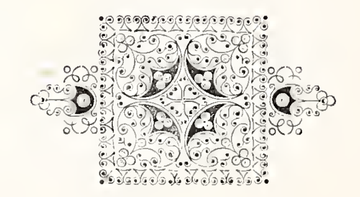
Une fois roi, et faisant la guerre pour son compte, François gagna bien ses éperons à la bataille de Marignan; mais le chevalier fit tort au roi, et la bataille de Pavie compromit cruellement l'un et l'autre. *L'honneur* même, dont on fit grand bruit, reçut une rude atteinte, et le courage, dernière vertu dans le malheur, venant à manquer, le royal captif acheta la liberté par le traité honteux de Madrid (1526).

Charles-Quint, lors de son passage à travers la France, voulut rendre à Saint-Denis la visite que François Ier avait faite à l'Escurial. Dans les premiers jours de janvier 1540, le vainqueur et le vaincu de Pavie se présentèrent côte à côte aux portes du monastère, suivis de la cour de France, qui logea tout un jour avec eux dans les vastes bâtiments destinés aux étrangers.

Au seizième siècle, l'abbaye de Saint-Denis n'était pas, comme à l'époque des premiers Capétiens, le point central du royaume de France, et en quelque

sorte le sanctuaire de la monarchie. On était alors trop loin des comtes de Paris, abbés de Saint-Martin et de Saint-Denis, pour avoir conservé les traditions de Robert le Fort et de Hugues le Grand; l'oriflamme elle-même, l'ancienne bannière nationale, avait disparu des camps, et les tristes innovations du concordat venaient de porter le dernier coup à la vieille abbaye de Suger. Tout humilié qu'il était dans cette position nouvelle, le monastère gardait encore cependant, et même dans l'esprit des étrangers, le prestige du souvenir. Les tombeaux des rois de France, qui jonchaient le sol des caveaux, n'attirèrent pas seuls l'attention de l'illustre visiteur. Les moines empressés le menèrent dans la grande salle, où cinq armoires gigantesques contenaient le *trésor de Saint-Denis*. Là étaient enfouis l'or, l'argent, les pierreries, les reliques, pêle-mêle avec les antiquités les plus curieuses. On y montrait un bâton d'or émaillé, qui avait été le sceptre de Dagobert, la couronne et l'épée de Charlemagne, celle que Louis IX avait rapportée de la Terre Sainte, et à côté une petite tasse en bois de tamaris, dans laquelle le saint roi buvait pour se garantir du mal de rate. On remarquait aussi deux petits vases donnés par Suger. Les châsses, les croix, les reliquaires d'or massif, les crosses de vermeil, les mitres, les couronnes de pierreries s'y comptaient par douzaines : toutes ces richesses furent étalées sous les yeux de Charles-Quint. Il partit le lendemain et alla s'arrêter à Chantilly, où Montmorency avait tout préparé pour le recevoir magnifiquement.

Quatre ans après, des orfévres, appelés en toute hâte de Paris, vidaient précipitamment les armoires du trésor et entassaient crosses, couronnes, croix et reliquaires dans de grands tonneaux, qui furent transportés sous escorte au collége de Saint-Denis, à Paris, où quatre arquebusiers les gardaient nuit et jour. C'était Charles-Quint qui revenait à la tête de son armée.





Vanloo pinx^t — Imp^ie F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris — Pourvoyeur sc.

INSTITUTION DE L'ORDRE DU S^T ESPRIT

(1er janvier 1579)

INSTITUTION

DE

L'ORDRE DU SAINT-ESPRIT

1er JANVIER 1579

C'ÉTAIT peu de temps après la mort de Quélus et de Saint-Mégrin. Henri III avait eu là deux amis qui lui avaient coûté cher; il voulut s'en faire d'autres et en tout bien tout honneur. A cette fin, il institua l'ordre des chevaliers du Saint-Esprit. L'idée était heureuse, car l'ordre royal de Saint-Michel était tombé si bas, qu'on l'appelait *le collier à toutes bêtes*, et il n'était personne, calviniste ou catholique, qui pût se laisser prendre à cette distinction banale. Mieux valait la simple croix de Lorraine, qui ralliait autour du duc de Guise tant de serviteurs fidèles.

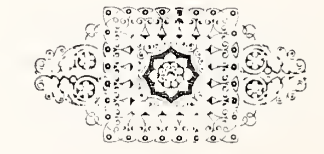
L'ordre du Saint-Esprit ne date du 1er janvier 1579 que par oubli; car Louis d'Anjou, dit de Tarente, roi de Jérusalem et de Sicile, l'avait institué à Naples en 1352, et l'acte original en fut donné à Henri III, qui ne s'en vanta pas. Le nombre des chevaliers, selon les statuts, ne devait pas être de plus de cent, le roi non compris, et ils devaient faire preuve de noblesse au moins de trois races paternelles. Le grand collier de cet ordre, du poids de trois cents écus d'or, était composé de fleurs de lis d'or, émaillées de blanc; le premier chiffre est d'un H et d'un λ, lettre grecque; c'étaient les premières lettres du nom du roi et de celui de la reine, son épouse, Louise de Lorraine. Les deux autres chiffres marquaient les noms de quelques personnes que le roi laissait à deviner, et qu'on soupçonna malignement, dit le père Daniel, désigner quelques maîtresses; et c'est apparemment pour cela, ajoute-t-il, qu'on les a changés depuis en d'autres symboles plus conformes à la valeur et à la religion de nos rois.

La croix pendant au collier par devant est de la figure de celle des chevaliers de Malte, mais d'or, émaillée de blanc par les bords, et le milieu sans émail, ayant dans chaque angle une fleur de lis et dans le centre une colombe, figure du Saint-Esprit; et au revers ceux qui étaient déjà chevaliers de Saint-Michel y portaient la figure de cet archange, preuve que le roi ne prétendait pas supprimer la chevalerie de Saint-Michel. Tous les chevaliers, hors des cérémonies, devaient porter sur la poitrine cette croix attachée à un cordon bleu.

19

La cérémonie fut faite aux Augustins de Paris le dernier jour de l'année 1578 et les deux premiers jours de l'an 1579. Après que le roi eut reçu le manteau et le grand collier de la main de Jacques Amyot, évêque d'Auxerre et grand aumônier de France, la première promotion se fit par ce prince. Ceux qui reçurent alors cet honneur furent : Charles, cardinal de Bourbon; Louis de Lorraine, cardinal de Guise; le cardinal René de Birague, chancelier de France; Philippe de Lenoncourt, évêque et comte de Châlons, et depuis cardinal; Pierre de Gondi, évêque de Paris, depuis cardinal; Charles d'Escars, évêque et duc de Langres; René de Daillon, abbé de Châtelier et depuis évêque de Bayeux; Jacques Amyot, évêque d'Auxerre, grand aumônier de France; et ce fut sans doute en sa faveur que se fit le dixième statut de l'ordre, par lequel il est dit que le grand aumônier et ses successeurs sont incorporés audit ordre, en titre de commandeurs, sans être obligés de faire preuve de noblesse.

Quant aux chevaliers ou commandeurs laïques, la nomenclature serait trop longue, quoique le roi n'ait rempli dans cette première promotion que la moitié des cent places de l'ordre, pour laisser l'espérance à plusieurs seigneurs de participer à cet honneur et pour attirer à la religion catholique quelques-uns des principaux gentilshommes du parti calviniste, qui pouvaient s'assurer que, tandis qu'ils feraient profession de la nouvelle réforme, ils ne seraient jamais avancés; et le roi, sur cet article, agit toujours conséquemment durant tout son règne; car non-seulement il n'admit jamais dans ses ordres aucun seigneur huguenot, mais encore l'hérésie fut toujours une raison d'exclusion de toutes les charges de la couronne, du bâton de maréchal, des gouvernements de province, des emplois de sa maison, jusques aux moindres; et il ne distingua en cela que le fameux architecte du Cerceau, dont il se servit quoiqu'il fût huguenot.





Impr. de F. Chardon aîné, r. Hautefeuille 30, Paris.

ENTRÉE DE HENRI IV DANS PARIS.

(1594)

ENTRÉE DE HENRI IV A PARIS

1593

La grande affaire de la *réduction de Paris* fut conduite avec beaucoup de secret et de célérité. Henri IV ne se rendit pas difficile sur les conditions; il promit à Brissac, en dédommagement du gouvernement de Paris, 200,000 écus une fois payés, 20,000 livres de pension, la conservation de son bâton de maréchal, et le gouvernement de Corbeil et de Mantes. Quelques-uns des chefs parisiens se firent promettre des emplois; d'autres, plus désintéressés, ne stipulèrent que pour leurs villes; le roi leur garantit le maintien des priviléges de Paris, l'abolition du passé, même pour les Seize, l'interdiction du culte protestant dans un rayon de dix lieues autour de la ville, etc.; il leur promit enfin de laisser partir sains et saufs le légat, les ambassadeurs espagnols et les soldats étrangers : les magistrats de Paris ne voulaient pas qu'on pût leur reprocher d'avoir livré en trahison des gens qu'ils avaient appelés comme alliés dans leur cité.

Le 21 mars, dans la journée, Brissac fit rouvrir la porte Neuve et déboucher en partie la porte Saint-Denis. Il fit sortir de Paris, sous quelque prétexte, deux régiments français dévoués à la Ligue, tandis qu'un grand nombre de soldats royalistes entraient dans la ville isolément, comme des recrues ligueuses. Le soir, Brissac réunit chez le prévôt des marchands les plus sûrs des quarteniers, des colonels et des conseillers de ville, et leur annonça que ses mesures étaient prises afin de donner entrée au roi cette nuit même, de trois à quatre heures du matin. Des billets furent aussitôt expédiés aux capitaines, aux dizainiers, aux principaux bourgeois sur lesquels on pouvait compter; on fit croire à ceux auxquels il pouvait rester quelque indécision que Mayenne avait signé la paix avec le roi, et qu'il ne s'agissait que d'assurer l'exécution de la paix malgré les Espagnols.

Le roi, qui était arrivé à Saint-Denis la veille au soir avec quatre à cinq mille soldats, se fit un peu attendre : la pluie et l'ouragan avaient retardé sa marche; enfin, à quatre heures passées, Vitri se présenta devant la porte Saint-Denis, et Saint-Luc, beau-frère de Brissac, devant la porte Neuve (sur le quai, entre le Louvre et les Tuileries). Le roi et ses principaux capitaines suivaient Saint-

Luc. Les deux portes s'ouvrirent. Quatre corps de troupes furent introduits successivement par la porte Neuve et se dirigèrent, le premier, sur le carrefour de la Croix du Trahoir (au coin de la rue Saint-Honoré et de la rue de l'Arbre-Sec); le second, sur la Cité et le pont Saint-Michel; le troisième alla, le long des murs, occuper la porte Saint-Honoré; le dernier défila le long des quais et fut le seul qui rencontra quelque résistance : un corps de garde de lansquenets, posté au quai de l'École, ayant refusé de mettre bas les armes, fut taillé en pièces ou jeté à la rivière par les soldats de Matignon.

Pendant ce temps, Brissac et le prévôt l'Huillier recevaient le roi au pied des murs de Paris. Henri embrassa Brissac et le salua du titre de maréchal de France, en lui passant au cou sa propre écharpe blanche. Il reçut de l'Huillier les clefs de la ville et entra dans Paris par la porte Neuve. Cette même porte, six ans auparavant, s'était refermée sur le dernier des Valois fuyant devant ce même Brissac, qui la rouvrait au premier des Bourbons.

Le Béarnais, tout intrépide qu'il était, ne pénétra pas sans émotion dans la redoutable cité de la Saint-Barthélemy et des Barricades : au bruit de l'escarmouche qui se passait au quai de l'École, il se fit revêtir de ses armes; il hésitait à s'engager dans le dédale des rues; il alla s'assurer, par ses propres yeux, si la porte Saint-Honoré était ouverte et gardée par ses gens. Les nouvelles de l'intérieur de Paris dissipèrent promptement ses anxiétés. Le Louvre, le Palais, les deux Châtelets étaient au pouvoir, soit des troupes, soit des bourgeois royalistes.

Henri, suivant la parole donnée à Brissac, envoya offrir aux ambassadeurs espagnols la permission de se retirer, avec armes et bagages, eux et leurs soldats. Ils durent s'estimer fort heureux d'accepter. Pendant ce temps, Henri marchait droit à Notre-Dame : le clergé de la cathédrale, averti, l'attendait avec la croix sous le grand portail. Les cloches lancèrent dans les airs leurs joyeuses volées. Le *Te Deum* retentit sous les voûtes de la grande basilique. Le peuple, qui encombrait déjà les quais, les ponts, la place du Parvis, la nef et les galeries de Notre-Dame, comme en un jour de paix et de fête, le peuple contempla d'abord le royal cortége avec un étonnement silencieux, puis se laissa entraîner à l'impulsion donnée par les politiques, et les cris de Vive le roi! éclatèrent de toutes parts.





Alaux pinxit. Imp. de Bougeard. Varin sculp.

ASSEMBLÉE DES NOTABLES À ROUEN.

(4 Novembre 1596)

Publié par Furne, Paris.

ASSEMBLÉE DES NOTABLES

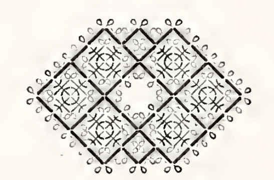
A ROUEN

4 NOVEMBRE 1596

La perte de Calais, de Guignes et d'Ardres, remettait en question la royauté d'Henri IV. Il était bien alors le plus pauvre gentilhomme de France et de Navarre, comme en fait foi sa lettre à Rosny, où il parle si naïvement de ses chemises déchirées, de ses pourpoints troués au coude, et de sa marmite souvent renversée. Mais le cœur lui manquait moins que l'argent, et, toutes ses ressources épuisées, son crédit perdu parmi les siens, il voulut sortir des petits moyens, sans recourir aux moyens extrêmes qui lui auraient mal réussi, et frapper un grand coup au nom même de la nation. Le Midi menaçait de se détacher et de former un État à part sous l'influence des réformés; Paris n'était dévoué qu'à des conditions de succès; et de plus il était trop plein encore des souvenirs de la Ligue pour lui demander de nouveaux sacrifices et le ramener aux épreuves difficiles d'une crise parlementaire. D'ailleurs, dit-on, la peste y régnait. La Normandie étant, en raison de sa haine de l'étranger, la province la plus sûre, la plus française, ce fut Rouen, sa capitale, qu'Henri IV choisit pour y faire appel aux intérêts généraux, et tendre sa main royale aux subsides que nécessitait l'amour d'un meilleur ordre de choses. A Rouen donc fut convoquée l'assemblée des notables, et, le 4 novembre 1596, il en fit l'ouverture dans la grande salle de l'abbaye de Saint-Ouen. Autour de lui étaient les ducs de Montpensier et de Nemours, le connétable de Montmorency, les ducs d'Épernon et de Retz, le maréchal de Matignon, les quatre secrétaires d'État, le cardinal légat, les cardinaux de Gondy et de Givry et les présidents des parlements de Paris, de Bordeaux et de Toulouse. Son discours est plus curieux que le détail des résultats mesquins qu'il obtint.

« Si je voulais acquérir le titre d'orateur, dit-il, j'aurais appris quelque belle « harangue, et la prononcerais avec assez de gravité; mais, messieurs, mon

« désir tend à des titres bien plus glorieux, qui sont de m'appeler libérateur et
« restaurateur de cet État : pour à quoi parvenir je vous ai assemblés. Vous
« savez à vos dépens, comme moi aux miens, que, lorsque Dieu m'a appelé à
« cette couronne, j'ai trouvé la France non-seulement quasi ruinée, mais
« presque perdue pour les Français. Par grâce divine, par les prières, par les
« bons conseils de mes serviteurs qui font profession des armes, par l'épée de
« ma brave et généreuse noblesse (de laquelle je ne distingue pas mes princes
« pour être notre plus beau titre, foi de gentilhomme), par mes peines et
« labeurs, je l'ai sauvée de perte, sauvons-la à cette heure de ruine. Participez,
« mes sujets, à cette seconde gloire avec moi, comme vous avez fait à la pre-
« mière. Je ne vous ai point appelés, comme faisaient mes prédécesseurs, pour
« vous faire approuver mes volontés; je vous ai fait assembler pour recevoir
« vos conseils, pour les croire, pour les suivre; bref, pour me mettre en
« tutelle entre vos mains, envie qui ne prend guère aux rois, aux barbes grises
« et aux victorieux. Mais le violent amour que j'apporte à mes sujets, l'extrême
« désir que j'ai d'ajouter deux beaux titres à celui de roi, me fait trouver tout
« aisé et honorable. Mon chancelier vous fera entendre plus amplement ma
« volonté. »





Schnetz pinxit — Impr. F. Chardon aîné 30, r. Hautefeuille Paris — Colin sc.

BATAILLE DE ROCROY.

(16 Mai 1643)

BATAILLE DE ROCROI

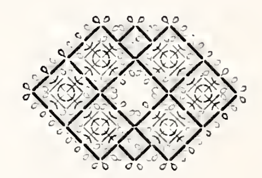
19 MAI 1643

Louis XIII n'avait pas rendu le dernier soupir que les quelques mois entre sa mort et celle de Richelieu avaient vu accourir en France tout ce que le despotisme du cardinal avait jeté de proscrits hors du royaume. Dieu sait quels concerts de voix suppliantes la reine eut à écouter ! A l'un il fallait rendre les terres confisquées, à l'autre son gouvernement de province, à tous de fortes indemnités. La France était au pillage et personne n'était content. Les *importants*, parmi lesquels figurait le duc d'Enghien, faisaient blanc de leur épée. Mais il s'arrache bientôt à cette guerre d'intrigues dont la duchesse de Chevreuse est le chef avoué, et le voilà en Flandre opposé à l'habile don Francisco de Mellos, qui ne projetait rien moins que l'envahissement de la Champagne et des provinces adjacentes. Auprès de ce général improvisé, de ce prince de vingt ans, se pressent de vieux soldats, le maréchal de l'Hospital, Gassion, surnommé le Brave, d'Espernon; la Ferté-Senneterre, la Vallière, et Sirot, qui avait fait le coup de pistolet avec trois rois et percé d'une balle le chapeau de Gustave-Adolphe. Laissons parler Bossuet, l'admirable panégyriste du vainqueur de Rocroi.

« Don Francisco de Mellos l'attend de pied ferme; et sans pouvoir reculer, les deux généraux et les deux armées semblent avoir voulu se renfermer dans des bois et dans des marais, pour décider leur querelle, comme deux braves en champ clos. Alors, que ne vit-on pas? Le jeune prince parut un autre homme. Touchée d'un si digne objet, sa grande âme se déclara tout entière; son courage croissait avec les périls et ses lumières avec son ardeur. A la nuit qu'il fallut passer en présence des ennemis, comme un vigilant capitaine, il reposa le dernier; mais jamais il ne reposa plus paisiblement. A la veille d'un si grand jour, et dès la première bataille, il est tranquille, tant il se trouve dans son naturel; et l'on sait que le lendemain, à l'heure marquée, il fallut réveiller d'un profond sommeil cet autre Alexandre. Le voyez-vous comme il vole, ou à la victoire, ou à la mort? Aussitôt qu'il eut porté de rang en rang l'ardeur dont il était

animé, on le vit presque en même temps pousser l'aile droite des ennemis, soutenir la nôtre ébranlée, rallier le Français à demi vaincu, mettre en fuite l'Espagnol victorieux, porter partout la terreur et étonner de ses regards étincelants ceux qui échappaient à ses coups.

« Restait cette redoutable infanterie de l'armée d'Espagne, dont les gros bataillons serrés, semblables à autant de tours, mais à des tours qui sauraient réparer leurs brèches, demeuraient inébranlables au milieu de tout le reste en déroute et lançaient des feux de toutes parts. Trois fois le jeune vainqueur s'efforça de rompre ces intrépides combattants; trois fois il fut repoussé par le valeureux comte de Fuentes, qu'on voyait porté dans sa chaise, et, malgré ses infirmités, montrer qu'une âme guerrière est maîtresse du corps qu'elle anime; mais enfin il faut céder. C'est en vain qu'à travers des bois, avec sa cavalerie toute fraîche, Bek précipite sa marche pour tomber sur nos soldats épuisés. Le prince l'a prévenu : les bataillons enfoncés demandent quartier; mais la victoire va devenir plus terrible pour le duc d'Enghien que le combat. Pendant qu'avec un air assuré il s'avance pour recevoir la parole de ces braves gens, ceux-ci toujours en garde craignent la surprise de quelque nouvelle attaque : leur effroyable décharge met les nôtres en furie; on ne voit plus que carnage; le sang enivre le soldat, jusqu'à ce que le prince, qui ne put voir égorger ces lions comme de timides brebis, calma les courages émus et joignit au plaisir de vaincre celui de pardonner. Quel fut alors l'étonnement de ces vieilles troupes et de leurs braves officiers, lorsqu'ils virent qu'il n'y avait plus de salut pour eux qu'entre les bras du vainqueur! De quels yeux regardèrent-ils le jeune prince, dont la victoire avait relevé la haute contenance, à qui la clémence ajoutait de nouvelles grâces! Qu'il eût encore volontiers sauvé la vie au brave comte de Fuentes! Mais il se trouva par terre, parmi ces milliers de morts dont l'Espagne sent encore la perte. Elle ne savait pas que le prince qui lui fit perdre tant de ses vieux régiments à la journée de Rocroi en devait achever les restes dans les plaines de Lens. »





Impr. F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris

Audibran sculpsit

RÉPARATION FAITE A LOUIS XIV.

au nom du Pape Alexandre VII.

(28 Juillet 1664)

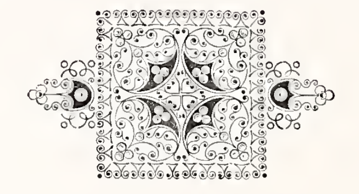
RÉPARATION FAITE A LOUIS XIV

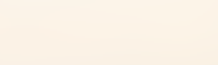
AU NOM DU PAPE ALEXANDRE VII

JUILLET 1664

Des querelles survenues en différentes rencontres entre quelques soldats de la garde corse et les Français qui étaient à Rome, donnèrent lieu à une insulte qui fit un grand éclat. (Journal historique de Louis XIV.) Le palais Farnèse, où le duc de Créqui demeurait, fut investi par la soldatesque du pape. On tira plusieurs coups de mousquet aux fenêtres, et l'ambassadeur ayant paru sur un balcon pour apaiser le tumulte par sa présence, vit sa dignité et sa vie compromises, et rien de plus. Dans le même temps, le capitaine des gardes du duc de Créqui fut attaqué dans la place Navone et blessé d'un coup de mousqueton. Le carrosse de la duchesse de Créqui fut pareillement attaqué au milieu de la rue, et un de ses pages qui était à la portière fut tué sous ses yeux. Elle se réfugia promptement chez le cardinal d'Est, chez qui un grand nombre de Français s'étaient déjà mis à l'abri. Ce prélat en composa une escorte à laquelle il joignit tous les domestiques de sa maison, et se faisant porter à la tête des chevaux de l'ambassadrice dans une chaise découverte, il la ramena au palais Farnèse, au milieu d'une haie de trois cents hommes armés et d'une centaine de flambeaux. C'était le 20 août 1662. Le 29, Louis XIV reçut la nouvelle de cet attentat, et le 1er septembre le duc de Créqui sortit de Rome pour se retirer en Toscane, et le roi envoya ordre au nonce de sortir incessamment de son royaume. Une escorte commandée par un lieutenant des gardes du corps l'accompagna jusqu'à la frontière de Savoie, sans souffrir qu'il eût communication avec personne. Mais l'affaire ne devait pas en rester là. Le jeune roi avait fait grand bruit, il avait écrit à toutes les puissances, si ce n'est aux puissances protestantes, par une espèce de scrupule du Roi Très Chrétien. Le pape ne se pressant pas de donner satisfaction, Avignon

et le Comtat Venaissin furent réunis à la couronne par arrêt du parlement de Provence, et l'on s'en mit en possession. Enfin la majesté papale se résigne, et le traité de Pise, signé le 12 février 1664, est exécuté le 29 juillet de la même année. Le cardinal Chigi, neveu du pape Alexandre VII, vint en France en qualité de légat pour fournir satisfaction au roi. Le 9 août, il fut reçu à Fontainebleau, avec toute la pompe et tout l'éclat qui pouvaient mettre en relief la solennité de l'humiliation. Le cardinal Impérial, qui était gouverneur à Rome dans le temps de l'insulte faite à M. de Créqui, demanda pardon en personne au roi, et le monument expiatoire sous forme pyramidale élevé à Rome avec l'inscription : *In execrationem damnati facinoris*, et qui déclara à tout jamais la nation corse inhabile au service du saint-siége apostolique, ne fut détruit par gracieuseté du roi qu'en 1667. Plus tard, un Corse, Napoléon Bonaparte, devait avoir aussi maille à partir avec la papauté, et donner à son fils au berceau la royauté de Rome.





Vandermeulen pinxit

Impr. P. Chardon aîné 30, r. Hautefeuille, Paris

Colin sculpsit.

PASSAGE DU RHIN.

(12 Juin 1672)

Publié par Furne, à Paris.

PASSAGE DU RHIN

1672

Pour pénétrer dans le cœur des Provinces-Unies, il y avait encore un cours d'eau à franchir. En se portant à la droite du Rhin, on avait tourné le Wahal, fleuve profond et bordé de nombreuses forteresses : restait ou le Lech ou l'Yssel, qui met le Lech en communication avec le Zuiderzée par le canal de Drusus. Le Lech protégeait l'île de Betaw : l'Yssel couvrait la province d'Utrecht. Les États Généraux avaient fait élever derrière l'Yssel une espèce de boulevard qui s'étendait d'Arnheim à Zutphen, sorte de travail fort dispendieux, mais utile, puisqu'il n'est jamais possible de garnir suffisamment des lignes d'une telle étendue. Le prince d'Orange était là posté avec une armée de vingt-cinq mille hommes : c'était tout ce que les États avaient pu mettre en campagne, les garnisons ayant absorbé le reste de leurs forces.

Le roi, de l'avis de Condé et de Turenne, résolut de forcer le passage du Lech et d'envahir l'île de Betaw. Le Lech, ou bras septentrional du Rhin, est fort large, mais moins profond que le Wahal, qui emporte la meilleure partie des eaux du grand Rhin : le printemps sec et chaud de 1672 avait encore beaucoup réduit le volume ordinaire des eaux. La pointe du Betaw était défendue par le fort de Schenk, place fort renommée dans les guerres passées. On décida de passer plus bas, en face d'une tour appelée Tol-Huys ou la Maison du Péage. Le prince d'Orange, campé près d'Arnheim, au point de jonction du Lech et du nouvel Yssel, ou canal de Drusus, surveillait à la fois les deux rivières : averti que les Français sondaient le Lech sur divers points, il dépêcha un corps de troupes pour garder les passages du fleuve; mais le commandant, qui était un transfuge français nommé Montbas, visant probablement à obtenir sa grâce de Louis XIV, abandonna son poste et envoya ses soldats à Nimègue, sous prétexte de garantir cette ville. Orange, à la nouvelle de cette désertion, se hâta d'expédier le général allemand Würtz avec douze cents soldats, que six mille autres devaient suivre le lendemain avec de l'artillerie.

Ce renfort n'eut pas le temps de rejoindre Würtz. Le même soir où Würtz arrivait à Tol-Huys, Louis XIV accourait avec sa maison au camp de Condé, établi en avant d'Emmerick (11 juin). Le roi et le prince se portèrent, par une marche de nuit, en face de Tol-Huys. Condé avait dessein de jeter un pont de

bateaux sur le Lech; mais les équipages n'étaient pas arrivés, et, d'un moment à l'autre, l'ennemi pouvait devenir assez fort pour rendre plus que douteux le succès de l'entreprise. Des gens du pays avaient signalé un gué : le 12 juin au matin, le comte de Guiche, un des lieutenants généraux de Condé, fameux par ses aventures héroïques et galantes, alla reconnaître le passage, au risque de se noyer, assura le roi et le prince que la cavalerie pouvait passer, et se lança des premiers dans ce fleuve quatre fois large comme la Seine au pont Neuf. Toute la cavalerie, animée par la présence du roi, suivit sans hésiter. Le feu de l'ennemi n'était pas le plus grand péril : le gué, d'ailleurs incomplet, puisqu'il fallait nager vingt ou trente pas vers le milieu du fleuve, était assez étroit, et les cavaliers qui s'écartaient étaient emportés par le courant. La masse des chevaux rompant le fil de l'eau, la tête de la colonne gagna toutefois l'autre bord sans beaucoup de peine. Würtz tenta de rejeter dans la rivière les premiers pelotons qui avaient atteint le bord; mais le canon français, en batterie sur la rive opposée, et le nombre toujours croissant des assaillants, le forcèrent de quitter la place. Le passage se fût achevé sans autre accident que la perte d'un officier général et d'une trentaine de cavaliers tués ou noyés, si quelques jeunes seigneurs n'eussent été victimes de leur aveugle impétuosité. Condé venait de traverser le fleuve en bateau avec son fils, le duc d'Enghien, et son neveu, le duc de Longueville. Ces jeunes gens, à peine remontés à cheval, se mirent à la tête de quelques volontaires et coururent droit à Würtz, qui s'était retiré dans un terrain coupé de haies et de palissades, et que le comte de Guiche se préparait à tourner. Condé, ne pouvant les retenir, les suivit, et, payant d'audace, somma, de sa propre voix, les ennemis de mettre bas les armes. Les Hollandais hésitaient, quand le duc de Longueville, la tête encore pleine des fumées d'un repas nocturne, lâcha un coup de pistolet en criant : « Tue! tue! » Les ennemis répondirent par une décharge qui jeta Longueville roide mort et qui tua ou blessa la plupart de ses compagnons. Condé lui-même eut le poignet fracassé par une balle. Un instant après, les escadrons du comte de Guiche tombèrent en flanc et en queue sur cette poignée de Hollandais, l'enfoncèrent et la dispersèrent parmi les haies et les fossés.

Tel fut ce passage du Rhin, immortalisé par la poésie, par les beaux-arts, par toutes les voix de la renommée. La France de Louis XIV y voulut voir un second exemple de ce glorieux passage du Granique, que reproduisait sur ces entrefaites le pinceau de Lebrun.



Isabey pinxit. Skelton sculpsit.

COMBAT NAVAL DU TEXEL.

(29 Juin 1694)

COMBAT NAVAL DU TEXEL

21 AOUT 1673

Louis XIV, irrité contre les États de Hollande, avait résolu de châtier cette petite république, dont les armées navales dominaient alors sur les mers. Il convint avec l'Angleterre de partager les dépouilles qu'ils allaient conquérir, et, le 7 avril 1672, les deux rois alliés lancèrent leur déclaration de guerre. Pendant que Louis XIV marchait de victoire en victoire, que les États généraux étaient consternés, que le grand pensionnaire de Witt était assassiné à la Haye avec son frère, les escadres réunies de France et d'Angleterre livraient aux forces navales de la Hollande, commandées par le fameux Ruyter, plusieurs combats sanglants, dont le plus mémorable fut celui du 21 août 1673.

Le prince Rupert, commandant en chef les escadres unies, avait reçu un ordre du roi d'Angleterre qui lui enjoignait de quitter avec la flotte le mouillage de Yarmouth, et de cingler vers le Texel, pour y aller combattre la flotte hollandaise. Il dut donc sans retard mettre sous voile, et, le lundi 21 août, les amiraux combinés reconnurent la flotte hollandaise, mouillée un peu au nord du Texel. En conséquence, le prince Rupert fit signal de virer de bord. Les Français, commandés par le comte d'Estrées, étaient à l'avant-garde (vingt-sept bâtiments); l'amiral Édouard Sprag à l'arrière-garde (vingt-sept vaisseaux); et le corps de bataille (vingt-huit vaisseaux) s'avançait sous les ordres du prince lui-même. Ruyter envoya le vice-amiral de Zélande, avec sept vaisseaux de guerre et trois brûlots, pour engager le combat contre l'escadre de France; l'amiral Tromp, avec son escadre de vingt-six vaisseaux de guerre et sept brûlots, attaqua l'amiral Sprag; et enfin Ruyter et Banker, avec le reste de leur flotte, se portèrent sur l'amiral anglais.

L'action fut chaude et disputée. Les vaisseaux ennemis furent mis en désordre, et si l'amiral Sprag ne s'était pas séparé, dès le commencement du combat, du prince Rupert, il est probable qu'on aurait mis les Hollandais en déroute, et qu'on les aurait entièrement détruits. C'était la plus belle et la plus avantageuse occasion qui ait jamais été perdue à la mer. Au coucher du soleil,

les flottes se retirèrent en bon ordre, prêtes à recommencer le combat le lendemain matin, si le cas devenait nécessaire.

Au nombre de ceux qui se distinguèrent dans ce combat, on cite particulièrement le capitaine Guillotin, commandant d'un brûlot. Le comte d'Estrées avait ordonné à cet officier de s'attacher au navire de Banker et de le brûler. Guillotin essuya le feu de trois vaisseaux, en évita deux autres, jeta ses grappins au vaisseau désigné et mit le feu à la mèche; mais voyant que cette mèche ne faisait point effet, il retourna à son brûlot, y mit le feu une seconde fois et se retira. L'équipage entier du vaisseau de Banker, épouvanté de l'intrépidité du capitaine Guillotin, se jeta à la mer, hors vingt hommes qui eurent le courage de rester à bord et furent assez heureux pour séparer le navire du brûlot enflammé.

L'escadre française ne perdit aucun de ses vaisseaux, les Anglais n'eurent à regretter que deux ou trois brûlots, et les Hollandais eurent seulement un vaisseau coulé à fond et un autre brûlé.

Parmi les morts, on compta l'amiral anglais Sprag, qui, s'étant écarté, comme nous l'avons dit, de l'escadre de l'amiral Rupert, eut son vaisseau désemparé, et périt au moment où il cherchait à monter à bord d'un autre navire.

Le vaisseau de Tromp, contre lequel il combattit tout le jour, ne fut pas mieux traité, et l'on ne vit pas son pavillon, le soir, lorsque toutes les escadres se retirèrent de part et d'autre.

(*Extrait du rapport de l'amiral d'Estrées.*)

La relation anglaise de ce combat diffère totalement de la relation française, et, si l'on en croit le rapport du prince Rupert, le peu de succès obtenu ne devrait être imputé qu'au mauvais vouloir du comte d'Estrées, qui, avec un peu de vigueur, aurait pu, le 7 juin précédent, s'il l'eût voulu, s'emparer de l'amiral Ruyter, dont le vaisseau était fort maltraité.





Alaux pinx.t Imp.r F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris Pourvoyeur sc.

VALENCIENNES PRISE D'ASSAUT PAR LE ROI LOUIS XIV.

(16 Mars 1677)

VALENCIENNES PRISE D'ASSAUT

PAR LOUIS XIV

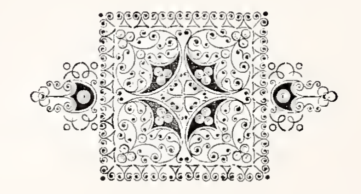
17 MARS 1677

Le roi faisait ce siége ayant avec lui son frère et cinq maréchaux de France, d'Humières, Schomberg, la Feuillade, Luxembourg et de Lorges. Les maréchaux commandaient chacun leur jour, l'un après l'autre : Vauban dirigeait toutes les opérations. On n'avait pris encore aucun des dehors de la place. Il fallait d'abord attaquer deux demi-lunes; derrière ces demi-lunes était un grand ouvrage à couronne, palissadé et fraisé, entouré d'un fossé coupé de plusieurs traverses. Dans cet ouvrage à couronne était encore un autre ouvrage entouré d'un autre fossé. Il fallait, après s'être rendu maître de tous ces retranchements, franchir un bras de l'Escaut. Ce bras franchi, on trouvait encore un autre ouvrage, derrière lequel coulait le grand cours de l'Escaut, profond et rapide, qui sert de fossé à la muraille; enfin, la muraille était soutenue par de larges remparts. Tous ces ouvrages étaient couverts de canon : une garnison de trois mille hommes préparait une longue résistance.

Le roi tint conseil de guerre pour attaquer les ouvrages du dehors; c'était l'usage que ces attaques se fissent toujours pendant la nuit, afin de marcher aux ennemis sans être aperçu, et d'épargner le sang du soldat. Vauban proposa de faire l'attaque en plein jour : tous les maréchaux de France se récrièrent contre cette proposition; Louvois la condamna : Vauban tint ferme, et rallia le roi à son opinion (17 mars 1677). A neuf heures du matin, les deux compagnies de mousquetaires, une centaine de grenadiers, un bataillon des gardes, un du régiment de Picardie, montent de tous côtés sur le grand ouvrage à couronne. L'ordre était simplement de s'y loger, et c'était beaucoup; mais quelques mousquetaires noirs ayant pénétré par un petit sentier jusqu'au retranchement intérieur qui était dans cette fortification, ils s'en emparent tout d'abord. Dans le même temps, les mousquetaires gris y abordent par un autre

endroit. Les bataillons des gardes les suivent : on tue et on poursuit les assiégés; les mousquetaires baissent le pont-levis qui joint cet ouvrage aux autres; ils suivent l'ennemi de retranchement en retranchement sur le petit bras de l'Escaut et sur le grand. Les gardes s'avancent en foule : les mousquetaires sont déjà dans la ville avant que le roi sache que le premier ouvrage attaqué est emporté.

Ce n'est pas encore là ce qu'il y eut de plus étrange dans cette action. Il était vraisemblable que de jeunes mousquetaires, emportés par l'ardeur du succès, se jetteraient aveuglément sur les troupes et sur les bourgeois qui venaient à eux dans la rue, qu'ils y périraient ou que la ville allait être pillée; mais ces jeunes gens, conduits par un cornette nommé Moissac, se mirent en bataille derrière des charrettes, et tandis que les troupes qui venaient se formaient sans précipitation, d'autres mousquetaires s'emparaient des maisons voisines pour protéger, par leur feu, ceux qui étaient dans la rue. On donnait des otages de part et d'autre : le conseil de ville s'assemblait; on députait vers le roi : tout cela se faisait sans qu'il y eût rien de pillé, sans confusion, sans faire de fautes d'aucune espèce. Le roi fit la garnison prisonnière de guerre, et entra dans Valenciennes, étonné d'en être le maître.





Biard pinxit. — Impr. F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris — Lecomte sc

BOMBARDEMENT D'ALGER PAR DUQUESNE.

(27 Juin 1683)

BOMBARDEMENT D'ALGER

PAR DUQUESNE.

JUIN 1682

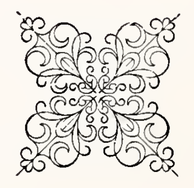
L'EUROPE souffrait patiemment l'ignominie que lui faisait subir un faible ramas de forbans. Plusieurs souverains, pour n'être pas molestés par les pirates, consentaient à envoyer au dey un présent annuel, qu'il ne tenait qu'à ce chef de regarder comme un tribut. Charles-Quint avait pensé qu'il valait mieux réduire les Algériens à l'impuissance d'exercer leur piraterie. Cet empereur fit, en 1541, une expédition sur la côte d'Alger; mais sa tentative, mal combinée, n'eut aucun succès : cependant les Espagnols restèrent en possession du fort d'Oran jusqu'en 1708. Dans le dix-septième siècle, les grandes puissances firent des traités réguliers avec le gouvernement algérien, sans que ces traités pussent les mettre entièrement à l'abri des attaques des pirates : Louis XIV entreprit d'y mettre fin.

Il y avait un jeune homme, nommé Bernard Renaud, connu sous le nom de Petit Renaud, qui, sans avoir jamais servi sur les vaisseaux, était un excellent marin à force de génie. Colbert, qui déterrait le mérite dans l'obscurité, l'avait souvent appelé au conseil de marine, même en présence du roi. C'était par les soins et sur les lumières de Renaud qu'on suivait depuis peu une méthode plus régulière et plus facile pour la construction des vaisseaux. Il osa proposer, dans un conseil, de bombarder Alger avec une flotte. On n'avait pas l'idée que les mortiers à bombe pussent n'être pas posés sur un terrain solide. La proposition révolta. Il essuya les contradictions et les railleries que tout inventeur doit attendre; mais la fermeté, et cette éloquence qu'ont d'ordinaire les hommes vivement frappés de leurs inventions, déterminèrent le roi à permettre l'essai de cette nouveauté.

Renaud fit construire cinq vaisseaux plus petits que les vaisseaux ordinaires,

mais plus forts de bois, sans ponts, avec un faux tillac à fond de cale, sur lequel on maçonna des creux où l'on mit les mortiers. Il partit avec cet équipage, sous les ordres du vieux Duquesne, le Ruyter français, qui était chargé de l'entreprise. Les Algériens furent étonnés de l'effet des bombes; une partie de la ville fut écrasée et consumée.

Mais bientôt ce fut à recommencer (juin 1682), et, réduits à l'extrémité, les habitants eurent recours à la clémence du vainqueur. Le dey ne fut pas autrement ému de tout ce fracas, et lorsqu'il apprit quelle somme ces opérations avaient coûté à Louis XIV, il dit qu'il aurait brûlé lui-même Alger pour la moitié de cet argent et qu'il en aurait épargné la peine au roi. Faut-il ajouter, avec Voltaire, que lorsque Damfreville, capitaine de vaisseau, vint délivrer tous les esclaves chrétiens, au nom du roi de France, il se trouva parmi eux beaucoup d'Anglais qui, étant déjà à bord, soutinrent que c'était en considération du roi d'Angleterre qu'ils étaient mis en liberté. Alors Damfreville fit appeler les Algériens, et remettant les Anglais à terre : *Ces gens-ci,* dit-il, *prétendent n'être délivrés qu'au nom de leur roi. Le mien ne prend pas la liberté de leur offrir sa protection; je vous les remets, c'est à vous de montrer ce que vous devez au roi d'Angleterre.* Tous les Anglais furent remis aux fers. Si le fait est vrai, il est à l'honneur de l'Angleterre, qui, humiliée sous le règne de Charles II, dénie, dans la personne de quelques pauvres marins captifs, le protectorat du grand roi, alors à l'apogée de sa gloire.



Garneray pinxit

Impr. F. Chardon aîné 30, r. Hautefeuille Paris

Chavanne sc.



BATAILLE DE LA HOGUE.

BATAILLE DE LA HOGUE

29 MAI 1692

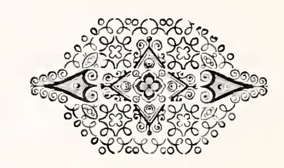
Précipité du trône, Jacques II s'était réfugié en France; dans sa constante hostilité contre l'Angleterre, Louis XIV résolut de fournir au monarque détrôné, qu'il avait accueilli avec empressement, le moyen de reconquérir ses États. Deux escadres furent armées, l'une à Brest, sous les ordres de Tourville, l'autre à Toulon, sous le commandement de d'Estrées, pour favoriser une descente en Angleterre que projetait le monarque anglais, qui s'était rendu à la Hogue. D'Estrées appareilla au mois de mai 1691, mais assailli près de Gibraltar par une violente tempête, ce ne fut qu'à la fin de juillet qu'il rejoignit le port de Brest. De son côté, longtemps retenu par des vents contraires, Tourville n'avait pu mettre à la voile que le 12 mai de l'année suivante, tandis que l'escadre anglaise avait appareillé dès le premier jour de ce mois et opéré sa jonction avec celle de Hollande.

Louis XIV, en apprenant la sortie des Anglais, avait adressé à Tourville l'ordre d'aller les chercher immédiatement et *de les combattre forts ou faibles.* Une lettre de la main du roi corroborait cette instruction. Cependant de nouveaux ordres lui furent adressés de ne pas combattre avant d'avoir été rejoint par vingt-trois vaisseaux aux ordres de d'Estrées. Dix embarcations furent expédiées pour porter cet ordre, mais aucune ne put parvenir jusqu'à Tourville. Le 29 mai au matin, il découvrit l'escadre ennemie, forte de quatre-vingt-huit voiles. Les ordres du roi et la proximité de l'ennemi ne lui permettaient pas de tenter la retraite. A la vue de forces si supérieures, car il n'avait avec lui que quarante-quatre vaisseaux, il assembla un conseil de guerre, fit voir les ordres qu'il avait reçus de combattre, renvoya chacun à son poste, et arriva vent arrière sur l'ennemi. Il était de sa personne au corps de bataille, sur *le Soleil Royal,* de cent six canons. L'armée alliée mit en panne pour attendre

les Français, qui s'en approchèrent jusqu'à portée de pistolet. L'affaire s'engagea aussitôt. Les efforts de l'ennemi furent constamment dirigés sur notre corps de bataille. Tourville trouva longtemps dans son génie et son courage les moyens de soutenir sans trop de désavantage un combat si inégal. Il combina si habilement ses manœuvres que chacun de ses vaisseaux tenait tête à deux et souvent trois bâtiments ennemis. Le combat se soutint toute la journée avec un incroyable acharnement; mais, vers le soir, la supériorité du nombre fit pencher la victoire en faveur des alliés. A une heure du matin, Tourville donna l'ordre d'appareiller, espérant échapper à la faveur de la nuit. Le brouillard et l'obscurité empêchèrent les signaux d'être compris, et huit vaisseaux seulement le suivirent. Le lendemain, vers huit heures, Tourville se trouvait à une lieue au vent de l'ennemi, et cette avance lui aurait suffi pour se dérober à la poursuite, si *le Soleil Royal,* qu'il montait, totalement désemparé, n'eût retardé sa marche.

L'escadre qui poursuivait Tourville arriva à la hauteur de la Hogue en même temps que lui. Elle l'y bloqua, ainsi que les vaisseaux qu'il avait ralliés au vent. Dans l'impossibilité de se défendre, il fut résolu qu'on mettrait le feu aux vaisseaux après les avoir désarmés. Une grande partie de la flotte française avait pu se réfugier dans le port de Saint-Malo; le reste, fort maltraité, avait pris la route de Brest. Tels furent les funestes résultats d'une action qui, malgré son issue, n'en est pas moins glorieuse pour la marine française.

La réputation de Tourville, loin d'en souffrir, acquit un nouveau lustre. L'amiral anglais lui écrivit pour le féliciter sur la bravoure qu'il avait déployée; Louis XIV, en apprenant la perte de ses vaisseaux, s'écria : « Tourville est-il « sauvé ? On peut trouver des vaisseaux, mais on ne retrouve pas un homme « comme lui ! » Étant un jour à son balcon de Versailles, et le voyant passer, le roi dit au duc de Villeroi : « Voilà un homme qui m'a obéi à la Hogue. »





Gerard pinxit. A. Lefèvre

LE DUC D'ANJOU DÉCLARÉ ROI D'ESPAGNE EN 1700.

(16 Novembre 1700.)

LE DUC D'ANJOU

DÉCLARÉ ROI D'ESPAGNE

16 NOVEMBRE 1700

L'EXTINCTION de la branche cadette d'Autriche dans la personne de Charles II, roi d'Espagne, occasionna cette fameuse querelle de la *Succession* qui, depuis la paix de Ryswick, occupa presque exclusivement tous les cabinets de l'Europe et provoqua enfin une guerre générale, dont l'influence se prolongea même fort au delà du traité qui parut y mettre fin.

Sous le rapport du droit, trois principaux concurrents produisaient leurs prétentions sur la vaste monarchie espagnole. Louis XIV, comme époux de Marie-Thérèse, sœur aînée de Charles II, se présentait pour le Dauphin; Léopold Ier, empereur d'Autriche, comme époux de Marguerite-Thérèse, sœur cadette du roi d'Espagne, et, de plus, en vertu du testament de Philippe IV, proposait à sa place l'un de ses fils du second lit; enfin l'électeur de Bavière produisait les titres de son fils mineur, Joseph-Ferdinand, en sa qualité de petit-fils de Marguerite-Thérèse. Le droit de première descendance appartenait sans contestation au Dauphin de France; mais on lui opposait les renonciations solennelles de sa mère à tous ses titres sur la couronne d'Espagne.

Les cabinets européens voulaient maintenir l'équilibre. L'Espagne et surtout les provinces espagnoles des Pays-Bas étaient d'un grand poids dans cette balance; et soit que ces pays passassent sous la domination de l'Autriche ou sous celle de la France, toute égalité se trouvait détruite, surtout si les deux couronnes venaient à être réunies sur la même tête. Pour prévenir ce danger, Louis XIV avait déclaré depuis longtemps que les droits du Dauphin seraient transférés sur le fils cadet de celui-ci, le duc Philippe d'Anjou; et de son côté l'empereur d'Autriche s'était désisté de ses prétentions personnelles en faveur du second fils de son second mariage, l'archiduc Charles.

Ces négociations furent conduites à Madrid durant la vie de Charles II : le comte d'Harcourt, ambassadeur de France, obtint tous les avantages sur le comte de Harach, ministre de l'Empereur. Louis XIV, qui savait combien l'as-

sentiment des puissances maritimes était nécessaire, s'entendit avec elles pour proposer, le 11 octobre 1698, un projet de partage suivant lequel le prince de Bavière aurait acquis le continent d'Espagne et les colonies, et les autres compétiteurs se seraient partagé les possessions de l'Espagne en Italie et dans les Pays-Bas. La mort du prince de Bavière, 6 février 1699, fit renaître toutes les difficultés de ce grand procès.

Enfin la mort qui s'approchait, et plus encore l'influence du cardinal Porto-Carrero, déterminèrent le roi Charles II à faire, le 8 octobre 1700, un testament dans lequel Philippe d'Anjou fut institué héritier sans partage de la monarchie espagnole, avec clause de substitution en faveur de l'archiduc Charles d'Autriche en cas de non-acceptation de la part de la France. Le roi mourut le 1er novembre suivant. Louis XIV hésita quelques moments. Il eût voulu à cette époque écarter la guerre qui se préparait. Il se décida cependant pour son petit-fils. Dans l'intérêt de sa couronne et de la France, il semble qu'il était impossible de prendre un autre parti.

Telle est l'appréciation lucide que nous donne Heeren. Écoutons maintenant le récit de Saint-Simon :

« La cour se trouva fort grosse à Versailles, que la curiosité y avait rassemblée... Le 16 novembre, le roi, au sortir de son lever, fit entrer l'ambassadeur d'Espagne dans son cabinet, où M. le duc d'Anjou s'était rendu par les derrières. Le roi, le lui montrant, lui dit qu'il pouvait le saluer comme son roi. L'ambassadeur se jeta à genoux à la manière espagnole et lui fit un assez long compliment en cette langue. Le roi lui dit qu'il ne l'entendait pas encore et que c'était à lui à répondre pour son petit-fils. Tout aussitôt après le roi fit ouvrir les deux battants de la porte de son cabinet et commanda à tout le monde d'entrer; puis, passant majestueusement les yeux sur la nombreuse compagnie : Messieurs, leur dit-il en montrant le duc d'Anjou, voilà le roi d'Espagne. La naissance l'appelait à cette couronne, le feu roi aussi par son testament; toute la nation l'a souhaité et me l'a demandé instamment : c'était l'ordre du ciel, je l'ai accordé avec plaisir. Et se tournant vers son petit-fils : Soyez bon Espagnol, c'est présentement votre premier devoir; mais souvenez-vous que vous êtes né Français pour entretenir l'union entre les deux nations; c'est le moyen de les rendre heureuses et de conserver la paix de l'Europe. »





Horace Vernet pinxit. Impr. F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris. Colin sc.

BATAILLE DE FONTENOY.

(11 Mai 1745)

BATAILLE DE FONTENOI

1745

En jetant les yeux sur la carte, on voit d'un coup d'œil la disposition des deux armées : on remarque Anthoin, assez près de l'Escaut, à la droite de l'armée française, le village de Fontenoi par delà Anthoin, presque sur la même ligne ; un espace étroit, entre Fontenoi et un petit bois qu'on appelle le bois de Barri; ce bois, ces villages étaient garnis de canons. Le champ de bataille, depuis Fontenoi où était le roi, jusqu'à ce bois de Barri, n'avait guère plus de neuf cents toises de largeur sur cent de longueur, de sorte qu'on allait combattre en champ clos comme à Dettingen. On commença à se canonner de part et d'autre à six heures du matin. Les Anglais attaquèrent trois fois Fontenoi, et les Hollandais à deux reprises Anthoin. A leur seconde attaque, on vit un de leurs escadrons emporté presque tout entier par le canon; il ne resta que quinze hommes, et depuis les Hollandais ne se présentèrent plus.

Cependant les Anglais avançaient toujours et se trouvèrent bientôt en présence d'une ligne d'infanterie, composée des gardes françaises et suisses, ayant sur leur droite un bataillon du régiment du roi. On était à cinquante pas de distance; les officiers du régiment des gardes anglaises et de Royal-Écossais, qui étaient les premiers, saluèrent les Français en ôtant leurs chapeaux. Les officiers des gardes leur rendirent le salut. A cet instant, milord Charles Hay, capitaine aux gardes anglaises, cria : « Messieurs des gardes françaises, tirez. » Le comte d'Auteroche, lieutenant de grenadiers, leur répondit : « Messieurs, nous ne tirons jamais les premiers, tirez vous-mêmes. » Les Anglais aussitôt firent un feu roulant, c'est-à-dire qu'ils tiraient par division. A cette seule décharge, dix-neuf officiers des gardes tombèrent blessés. Le premier rang emporté, les trois autres regardèrent derrière eux, et ne voyant qu'une cavalerie à plus de trois cents toises, ils se dispersèrent. Les Anglais continuèrent à avancer à pas lents comme à l'exercice. On voyait les majors appuyer leur canne sur les fusils des soldats, pour les faire tirer bas et droit; ils débordèrent bientôt Fontenoi et la redoute.

30

Ce corps gagnait du terrain, toujours serré, toujours ferme. Le maréchal de Saxe, qui voyait de sang-froid combien l'affaire était périlleuse, fit dire au roi qu'il le conjurait de repasser le pont avec le Dauphin, qu'il ferait ce qu'il pourrait pour remédier au désordre. « Je suis bien sûr qu'il fera ce qu'il faudra, répondit le roi, mais je resterai où je suis. » Le succès d'une dernière attaque était incertain; le maréchal de Saxe, qui voyait la victoire ou l'entière défaite dépendre de cette dernière attaque, songeait à préparer une retraite sûre. Un conseil assez tumultueux se tenait auprès du roi, on le pressait de la part du général et au nom de la France de ne pas s'exposer davantage.

Le duc de Richelieu, qui servait en qualité d'aide de camp du roi, arriva en ce moment. « Quelle nouvelle apportez-vous? lui dit le maréchal de Noailles; quel est votre avis? — Ma nouvelle, lui dit le duc de Richelieu, est que la bataille est gagnée si on le veut; et mon avis est qu'on fasse avancer dans l'instant quatre canons contre le front de la colonne; pendant que cette artillerie l'ébranlera, la maison du roi et les autres troupes du roi l'entoureront; il faut tomber sur elle comme des fourrageurs. » Le roi se rendit le premier à cette idée. Vingt personnes se détachent, le duc de Pecquigny va faire pointer ces quatre pièces, le duc de Richelieu court à bride abattue, au nom du roi, faire marcher sa maison. Le prince de Soubise rassemble ses gendarmes, le duc de Chaulne ses chevau-légers; tout se forme et marche, les régiments de Chabrillant, de Brancas, de Brienne, etc., accourent, guidés par leurs colonels; les carabiniers entrent les premiers dans la colonne; les Irlandais les secondent; la colonne, attaquée à la fois de front et par les deux flancs, est mise dans une déroute complète.

En un moment les cris de Victoire! et de Vive le roi! les chapeaux en l'air, les étendards et les drapeaux percés de balles, les félicitations réciproques des officiers qui s'embrassent, formaient un spectacle dont tout le monde jouissait avec une joie tumultueuse. Le roi était tranquille, allant de régiment en régiment, témoignant sa reconnaissance à tous les commandants de corps; il ordonna qu'on eût soin des blessés et qu'on traitât les ennemis comme ses propres sujets.



Hersent pinx. — A. Lefevre sc.

LOUIS SEIZE DISTRIBUANT DES AUMONES A DE PAUVRES PAYSANS.

(Hiver de 1788)

LOUIS XVI

RÉPANDANT DES BIENFAITS DANS L'HIVER DE 1788.

Louis XVI, second fils de Louis, Dauphin de France, et de Marie-Josèphe de Saxe, naquit à Versailles le 23 août 1754. Les prédiseurs du passé diront que le courrier qui portait à Choisy, où se trouvait la cour, la nouvelle de l'accouchement, mourut d'une chute de cheval avant d'avoir accompli sa mission; que lors de la mort de son père, en 1765, le jeune Louis se prit à pleurer amèrement en entendant crier : « Place à Monsieur le Dauphin; » qu'en 1770, les fêtes de son mariage avec Marie-Antoinette coûtèrent la vie à un grand nombre de spectateurs; qu'au jour de son couronnement à Reims, il porta la main à la couronne posée sur sa tête en disant : « Elle me gêne. » La fatalité n'est point dans ces petits accessoires de détail; elle est dans les circonstances qui précèdent l'avénement de Louis (16 mai 1774); elle est dans les malheurs des dernières années de Louis XIV; elle est dans l'application maladroite du système de Law; dans l'incurie égoïste de Louis XV; dans l'amour aveugle des théories nouvelles; dans les inconséquences de la noblesse; dans la résistance factieuse du Parlement, qui outre son rôle politique; dans les mécomptes de la bourgeoisie, qui se sent et se sépare du *moi* royal; enfin dans la société tout entière, dont les éléments hétérogènes ne permettent plus l'harmonie. Tout va être imprévu, et dans les exigences des gouvernés, et dans les concessions du gouvernant.

Une année encore, et ce peuple, qui n'invoque d'autre titre à la pitié royale que sa misère, va formuler autrement ses vœux et ses volontés. Des mots oubliés reprennent cours dans la langue, les interprétations varient à l'infini; la liberté, fille des rois, que les rois n'ont pas reconnue ou qu'ils ont oubliée, réclame à haute voix sa légitimité de longue date; et les intérêts isolés, se rapprochant tout à coup de tous les coins de la France, demandent la représentation solennelle des États Généraux.

Louis XVI, dont la vie publique et privée est la critique amère du règne précédent, n'est point préparé à cette secousse sociale; et dans son naïf amour

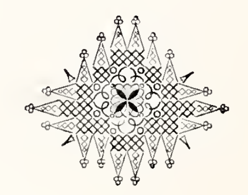
de l'humanité, il croit remplir sa mission de roi et d'homme sur la terre en faisant le bien par lui-même autant que le lui permettent ses finances épuisées.

Voyez quelle discrétion il apporte; comme il éloigne les gens de sa suite; comme il se dépouille du faste qui pourrait le trahir, et dont l'éclat tombant sur des haillons les rendrait encore plus hideux. Il se fait bourgeois, il se fait presque peuple; et s'il est reconnu, si le bruit s'en répand, il se plaint de ne *pouvoir aller en bonne fortune sans qu'on le sache.*

Pendant un des voyages du roi, M. d'Angivilliers fit réparer une des pièces obscures des petits appartements. Cette réparation coûta trente mille francs. Le roi de retour, instruit de la dépense, fit retentir le château de cris et de plaintes contre M. d'Angivilliers. « Avec cette somme, s'écria-t-il, j'aurais rendu « plus de trente familles heureuses. »

Une autre fois (c'était en 1776, deux ans après son avénement au trône), touché du triste sort des pauvres de Versailles pendant les rigueurs de l'hiver, il fit distribuer plusieurs charretées de bois. Voyant passer une file de ces voitures, tandis que beaucoup de seigneurs se préparaient à se faire traîner rapidement sur la glace, il leur dit : « *Messieurs, voici mes traîneaux.* » (Mémoires du temps.)

Mais le peuple avait une maladie que la main du roi ne pouvait pas guérir, qu'elle irrite au contraire et enflamme, c'est le sentiment de soi-même, de la dignité individuelle, qui, joint à la haine du présent et à l'ignorance du passé, rend suspect le médecin et ses remèdes. Le médecin mourra, lui, et le malade, se croyant guéri, passera par toutes les fantaisies de la fièvre, jusqu'à ce que la gloire militaire le saigne à blanc et le rejette pâle et épuisé sur le lit de douleur que lui laisse la pitié ou plutôt la crainte de l'Europe coalisée.



Couder pinxit

Imp.ie F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris.

Geoffroy sculp.



LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1789.

OUVERTURE DES ÉTATS GÉNÉRAUX

5 MAI 1789

Le 5 mai 1789 était le jour fixé pour l'ouverture des états généraux. La veille, une cérémonie religieuse précéda leur installation. Le roi, sa famille, les députés des trois ordres, se rendirent processionnellement de l'église Notre-Dame à l'église Saint-Louis pour y entendre la messe d'ouverture. On ne vit pas sans ivresse le retour de cette solennité nationale dont la France était privée depuis si longtemps. Elle eut l'aspect d'une fête. Une multitude immense était venue à Versailles de toutes parts : le temps était magnifique; on avait prodigué la pompe des décorations. Le mouvement de la musique, l'air de bonté et de satisfaction du roi, les grâces et la démarche de la reine, et autant que cela les espérances communes, exaltaient tout le monde; mais on remarqua avec peine l'étiquette, les costumes, l'ordre de rang des états de 1614.

Le lendemain, la séance royale eut lieu dans la salle des Menus. Des tribunes en amphithéâtre étaient remplies de spectateurs. Le clergé était conduit à droite, la noblesse à gauche, les communes en face du trône, placé au fond de la salle.

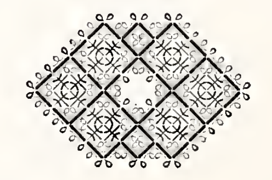
N'importe, le tiers état domine la scène; les nobles ont beau étaler leur manteau noir relevé d'un parement d'étoffe d'or, la veste analogue au parement, les bas blancs, la cravate de dentelle et le chapeau à plumes blanches retroussé à la Henri IV; les cardinaux leur chape rouge, les archevêques et les évêques leur rochet, leur camail, leur soutane violette : l'honneur de la journée ne sera pas pour eux. M. Necker lui-même, avec son habit de ville ordinaire, pluie d'or sur un fond cannelle, avec une riche broderie en paillettes, n'attire pas les regards comme cet homme en habit noir, manteau court, cravate de mousseline, chapeau retroussé de trois côtés, sans ganses ni boutons, qui se dresse avec impatience au milieu de ses collègues attentifs. Cet homme est tout simplement Mirabeau.

Un mouvement s'éleva à sa vue; jadis il avait écrit : « Je suis sûr, à mon

« premier pas dans le monde, de faire baisser la tête, plus encore par ma con-
« duite que par mes regards, à quiconque aurait osé me préparer du mépris. »
Le comte de Mirabeau sortit victorieux de cette première épreuve.

Lorsque les députés et les ministres eurent pris leurs places, le roi parut, suivi de la reine, des princes et d'un brillant cortége; la salle retentit d'applaudissements à son arrivée. Louis XVI se plaça sur son trône, et dès qu'il eut mis son chapeau, les trois ordres se couvrirent en même temps. Les communes, contre l'usage des anciens états, imitèrent sans hésiter le clergé et la noblesse. Le temps était passé où le troisième ordre devait se tenir découvert et parler à genoux. On attendit alors dans le plus grand silence les paroles du roi; on était avide d'apprendre quelles étaient les dispositions réelles du gouvernement : voudrait-il assimiler la nouvelle assemblée aux anciennes, ou bien lui accorderait-il le rôle qu'assignaient aux mandataires de la nation les besoins de l'État et la grandeur des circonstances ? Le roi prononça un discours dans lequel il conseillait le désintéressement aux uns, la sagesse aux autres, et parlait à tous de son amour pour le peuple. Le garde des sceaux prit ensuite la parole et fut suivi de Necker, qui lut un mémoire sur l'état du royaume, où il parla longuement des finances, accusa un déficit de cinquante-six millions, et fatigua de sa longueur ceux qu'il n'offensa pas de ses leçons.

Le 17 juin suivant, les états généraux faisaient place à l'Assemblée constituante.





Cogniet pinxit. — Impr. F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris — Pourvoyeur sc.

GARDE NATIONALE DE PARIS PART POUR L'ARMÉE.

(Septembre 1792)

LA GARDE NATIONALE DE PARIS

PART POUR L'ARMÉE.

SEPTEMBRE 1792

Le roi de Prusse marchait sur Verdun, place bien plus faible que Longwy, qui s'était rendu après deux jours de siége; Sedan et Mézières étaient hors d'état de défense. Les soldats ne connaissaient point leur nouveau général; le général ne connaissait ni un de ses régiments ni un des officiers de son armée; l'armée était inférieure des deux tiers à celle qu'elle avait à combattre et qui était aguerrie. La jonction avec le maréchal Luckner, retiré derrière l'importante place de Metz, était impossible. L'éloignement ne permettait pas d'attendre aucun secours de l'armée du Nord. Du côté de Paris, il ne pouvait venir que des bataillons levés à la hâte, sans discipline, mal armés, ne sachant pas tirer un coup de fusil; la cavalerie, forte d'environ cinq mille hommes, était, il est vrai, composée des meilleurs régiments de France; mais celle de l'ennemi était quatre fois plus nombreuse et jouissait d'une grande réputation. Les circonstances étaient graves.

Bientôt quarante mille Prussiens vinrent mettre le siége devant la place de Verdun. Le 30 août ils occupaient les hauteurs qui dominent la ville sur les deux rives de la Meuse. Les nouvelles de l'intérieur n'étaient pas moins sinistres. La Vendée préludait à une insurrection générale par des mouvements partiels et menaçants. On signalait de nouveaux symptômes de rébellion dans le Midi.

Ces événements successifs, bientôt connus du public, redoublèrent une fermentation déjà si active. L'Assemblée nationale décrète que tout citoyen qui, dans une ville assiégée, parlera de se rendre sera puni de mort. Elle requiert Paris et les départements voisins d'improviser trente mille hommes armés et équipés, elle ordonne de saisir les armes qui se trouvent en la possession de ceux dont le patriotisme est suspect.

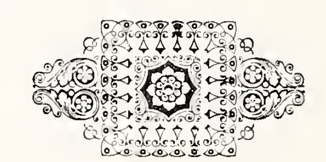
LA GARDE NATIONALE DE PARIS PART POUR L'ARMÉE.

Un décret du 2 septembre retire à la cavalerie des mousquetons pour les mettre à la disposition du ministre de la guerre; deux membres du corps municipal viennent à la barre annoncer que le conseil général a donné l'ordre de sonner à l'instant le tocsin dans Paris, de tirer le canon d'alarme, et que tous les citoyens patriotes de Paris et des départements circonvoisins sont invités à se réunir au Champ-de-Mars pour marcher à l'ennemi.

Le président loue le patriotisme du conseil de la commune et invite à la séance ses deux envoyés. Vergniaud prend la parole et s'écrie : « C'est aujourd'hui que Paris doit vraiment se montrer dans toute sa grandeur... Vous avez chanté, célébré la liberté, il faut la défendre... Nous n'avons plus à renverser des rois de bronze, mais des rois environnés d'armées puissantes... Il faut creuser la fosse de nos ennemis, ou chaque pas qu'ils font en avant creuse la nôtre... » Il s'agissait des retranchements du Champ-de-Mars.

La proposition de Vergniaud est votée, et l'attention de l'Assemblée ne se détourne plus des mesures à prendre pour la défense du territoire. Une lettre du ministre de la guerre rend compte des dépêches reçues de Dumouriez et de Biron; elle se termine par ces mots : « Le besoin le plus urgent est celui de dix à douze mille fusils. Paris en contient plus de quatre-vingt mille. On pourrait inviter les bons citoyens à confier ceux dont ils ne voudraient pas se servir eux-mêmes. »

Danton, ministre de la justice, monte à la tribune : « Nous demandons que quiconque refusera de servir de sa personne ou de remettre ses armes soit puni de mort... Le tocsin qu'on va sonner n'est point un signal d'alarme, c'est la charge sur les ennemis de la patrie. Pour les vaincre il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace; et la France est sauvée. »




LIBRARY



Mauzaisse pinx^t — Imp. de Bougeard — Masson sc

BATAILLE DE FLEURUS.

(26 Juin 1794)

BATAILLE DE FLEURUS

26 JUIN 1794

Les deux armées du prince de Cobourg et du prince d'Orange, réunies au nombre d'environ quatre-vingt mille hommes, dès le lendemain de la prise de Charleroi, présentèrent la bataille à l'armée française. Jourdan attendit l'ennemi dans des positions qu'il avait prises sous les murs de la ville, et ses lignes, ordonnées pour l'attaque d'une place, présentaient extérieurement un front demi-circulaire.

Le prince de Cobourg forma ses troupes en cinq corps, divisés en neuf colonnes, qui furent disposées sur un demi-cercle intérieur, de manière à embrasser toute l'étendue de la ligne de l'armée française; toutes devaient attaquer en même temps. Le premier corps, à droite, sous les ordres du prince d'Orange et du général Latour, formait trois colonnes. Le second corps était commandé par le général Quasdanowich. Le troisième corps, placé au centre, dirigé par le prince de Kaunitz, devait lier ses opérations avec le quatrième corps, sous les ordres de l'archiduc Charles, et marcher sur Fleurus. Enfin le corps de gauche, sous Beaulieu, divisé en trois colonnes, devait agir sur Charleroi. L'action s'engagea le 26 à la pointe du jour. Conformément aux ordres du prince de Cobourg, les lignes françaises furent attaquées sur tous les points. Le général Kléber dut résister au prince d'Orange et au général Latour; les chefs de brigade Duhesme et Bernadotte servaient sous ses ordres. Le général Morlot fut chargé de tenir tête au général Quasdanowich. Le général Marceau, qui était opposé à l'extrême gauche de l'armée ennemie, fut d'abord contraint de se retirer devant le corps du général Beaulieu. Il se retrancha dans la position de Lambusart, où il fut secouru par le général Lefebvre; mais attaqué par des forces supérieures, il dut quitter sa position. C'est alors que le général Jourdan envoya la division Hatry au secours du général Lefebvre. La position de Lambusart était perdue, il fallait la reprendre.

Trois fois les troupes revinrent à la charge. « La dernière attaque fut la plus » meurtrière; l'artillerie tirait si vivement de part et d'autre qu'on ne distin-

34

» guait plus les coups. Les obus enflammèrent les blés et les baraques du » camp. Le général Lefebvre mit à profit cette circonstance pour dérober un » mouvement à Beaulieu. Il prescrivit à la seconde ligne de se former à sa » droite en colonne d'attaque et de marcher sur Lambusart. Pareil ordre fut » donné aux corps qui formèrent le crochet dont on a fait mention. Ces derniers » abordèrent le village par sa droite, tandis que les autres l'attaquaient de » front. Un tel effort devait avoir des résultats d'autant plus certains que le » surplus de la division Hatry s'avançait de Ransart pour prendre part à ce » combat. Cependant les Impériaux, quoique surpris par cette double attaque, » firent une honorable résistance, et n'abandonnèrent le poste qu'après l'avoir » jonché de cadavres. » (*Histoire des guerres de la Révolution*, par Jomini, t. V, p. 150.)

Au centre, Championnet opposa la plus vive résistance aux attaques réitérées du prince de Kaunitz.

« Déjà la grande route était désarmée, et la division en pleine retraite sous la » protection de la brigade Legrand, qui tenait encore le cimetière, lorsque le » général en chef arrêta ce mouvement rétrograde qui pouvait avoir des con- » séquences si funestes. Les tirailleurs autrichiens s'étaient déjà emparés des » haies et des jardins qui environnent Heppignies. Leur corps de bataille, » s'avançant sur deux lignes avec plus d'aplomb que de vigueur, les en laissa » chasser. Bientôt même le feu de la grande redoute et de l'artillerie légère » porta la mort et le désordre dans ses rangs. Jourdan ordonna alors une » charge de cavalerie; la première ligne autrichienne ne peut résister, elle est » enfoncée; l'infanterie n'a que le temps de se former en carrés, et plus de » cinquante pièces de canon restent abandonnées. Mais cette colonne, résultat » du hasard, se trouvant un peu en désordre et n'étant point appuyée par une » réserve, le prince de Lambesc l'assaillit à son tour avec les carabiniers et » les cuirassiers impériaux, et parvient à reprendre son artillerie. Cette charge, » qui eut lieu vers sept heures, fut le dernier effort des coalisés. » (*Histoire des guerres de la Révolution*, par Jomini, t. V, p. 145 et suiv.)

En effet, ils arrivèrent au moment que Charleroi était aux mains de l'armée française, et cette nouvelle décida le prince de Cobourg à donner l'ordre de la retraite. L'ennemi ne perdit pas moins de dix mille hommes; on lui fit trois mille prisonniers. La seconde conquête de la Belgique fut le résultat de la bataille de Fleurus.



Bouchot pinxit.

Impie F. Chardon aine 30 r. Hautefeuille Paris

Masson sculpsit

FUNÉRAILLES DE MARCEAU.

(S[illegible] 1796)

FUNÉRAILLES DE MARCEAU

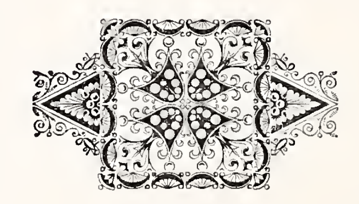
25 SEPTEMBRE 1796

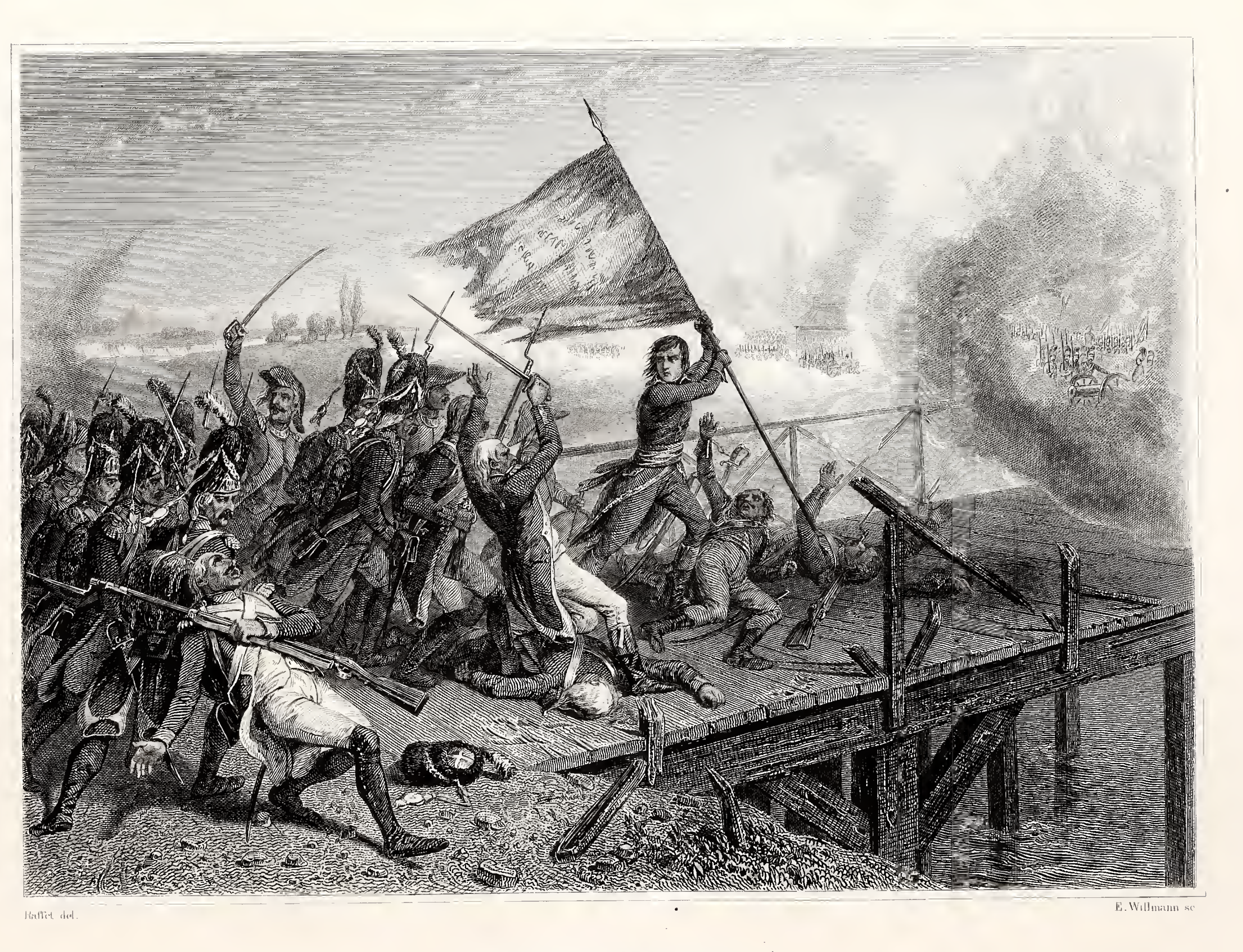
L'armée de Sambre-et-Meuse battait en retraite : Marceau avait été chargé par le général en chef Jourdan du soin de retenir l'archiduc Charles, en escarmouchant avec lui pendant que les différentes divisions de l'armée passeraient le défilé d'Altenkirchen. Marceau se plaça à l'arrière-garde et manœuvra avec tant d'habileté que l'ennemi n'osa l'entamer. Mais au moment d'entrer lui-même dans le défilé, ayant reçu l'ordre de rester dans la même position et d'y attendre les secours qu'on allait lui envoyer, il s'avance pour juger les mouvements de l'ennemi; c'est alors qu'un chasseur tyrolien embusqué derrière une haie tire sur lui un coup de carabine dont la balle lui traverse le corps. Marceau emporté mourant disait à ceux qu'il voyait affligés de sa perte : « Mes amis, je suis trop regretté; pourquoi me plaindre? je suis bien heureux, « puisque je meurs pour la patrie. » Abandonné à Altenkirchen, il reçut avant de mourir des preuves multipliées de l'estime qu'il avait inspirée aux ennemis mêmes de son pays. Dès le 20 septembre, un capitaine des hussards de l'empereur, commandant aux avant-postes, était venu s'informer de l'état du blessé. Les généraux Haddick et Kray, qu'il avait combattus pendant deux ans, lui donnèrent des marques touchantes de leurs regrets. Les officiers et les hussards de Blankenstein et de Barco envoyèrent une députation pour le visiter; un dernier hommage manquait à sa gloire, l'archiduc Charles s'empressa de le lui rendre en venant lui-même visiter Marceau à son lit de mort, et en ordonnant à son chirurgien d'unir ses soins à ceux des Français pour le sauver. Vain espoir! Marceau expira le lendemain 21 septembre, à cinq heures du

matin. Les officiers qui étaient restés près de lui demandèrent à l'archiduc que les dépouilles mortelles du général fussent rendues à ses frères d'armes; le prince y consentit sur-le-champ, et voulut être informé du jour où ces précieux restes seraient inhumés, afin que l'armée impériale pût se réunir aux Français dans les honneurs funèbres qui lui seraient rendus.

Le corps de Marceau fut déposé près de Coblentz, dans la redoute de Petersberg, qui prit depuis le nom de fort Marceau; et le jour de la lugubre cérémonie, l'armée ennemie prit les armes en même temps que l'armée française. Des salves d'artillerie sur l'une et l'autre rive annoncèrent à la France qu'elle venait de perdre un de ses plus dévoués défenseurs; à l'Allemagne, que venait de s'éteindre un des plus illustres guerriers qu'elle eût eu à combattre.

On éleva à ce général plusieurs monuments, soit en France, soit dans les pays étrangers. A Chartres, sa ville natale, des honneurs insignes lui furent rendus. D'après un arrêté du conseil municipal, une pyramide fut construite sur une place qui prit le nom de Marceau, et on rappela sur quatre plaques de marbre blanc les trophées de ce héros.





Raffet del.

E. Willmann sc

BONAPARTE À ARCOLE.

(Novembre 1796.)

BONAPARTE A ARCOLE

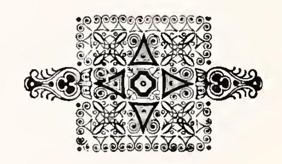
15-16-17 NOVEMBRE 1796

Le passage du pont d'Arcole n'est qu'un épisode d'une grande bataille de trois jours, 15, 16 et 17 novembre 1796, qui met en relief le courage de Bonaparte soldat sans compromettre le génie de Bonaparte général en chef. Le bon vouloir d'Augereau à la tête de deux bataillons de grenadiers était venu se briser contre un petit pont de bois, sans parapet, d'environ trente pieds, et une seconde tentative n'avait pas mieux réussi. Bonaparte survint.

Impatient de tomber sur le flanc des Impériaux, de les surprendre dans le désordre inévitable d'une retraite, il se jette au fort de la fusillade, prend un drapeau, l'agite aux yeux des soldats, et s'avance jusqu'au milieu du pont. Son exemple entraîne les moins résolus, on le suit tête baissée; on touche au terme de tant d'efforts, quand une forte colonne d'Impériaux se rue en masse sur les assaillants et les met en déroute. Bonaparte lui-même est entraîné par les fuyards; déjà l'ennemi le déborde et va l'entourer, lorsqu'on s'écrie : « Sauvons le général ! » La troupe furieuse revient à la charge, déblaie le champ de bataille et le retire tout meurtri d'un terrain fangeux où il avait été précipité. Tel est le fait réduit à sa plus simple expression. Les résultats en furent immenses. D'abord Bonaparte est dans les conditions d'héroïsme voulues pour ne plus payer de sa personne. L'armée le veut, il est l'âme qui dirige le corps et que le corps protége; puis la victoire a marqué sa place et donné son nom au point que le jeune général a choisi pour l'y appeler. Toute l'armée passa le pont d'Arcole et se forma, la gauche au village, la droite dans la direction de Legnago. Là les Impériaux étaient flanqués par l'Alpon et par un terrain marécageux couvert de roseaux. Une dernière action s'engagea dans ces positions nouvelles; le feu était ouvert sur toute la ligne sans avantage marqué, quand

le canon se fit entendre sur les derrières des ennemis : c'était la garnison de Legnago qui débouchait, ayant tourné leur gauche. Dans le même moment, vingt-cinq guides qui se sont glissés sur leurs flancs à travers les roseaux en sortent en sonnant la charge. Les Impériaux, se croyant enveloppés, plient jusqu'à Villanova et se mettent en pleine retraite par la route de Vicence. Le 18 au matin, tandis que la cavalerie les poursuivait, Bonaparte rentra dans Vérone aux acclamations de la population entière. Sans perdre un instant, il dirigea Masséna sur Castel-Novo et Augereau sur Dolce, dans le but d'entourer Davidowich; mais celui-ci, inspiré par l'expérience du génie entreprenant de son adversaire, se retira précipitamment, abandonnant un grand nombre de prisonniers.

L'armée impériale avait perdu de vingt à vingt-cinq mille hommes, elle était encore une fois hors de combat. Cependant l'état des affaires d'Allemagne permit de la réorganiser, et, après d'inutiles tentatives de négociations, les hostilités recommencèrent; mais on touchait au dénoûment de ce grand drame qui tenait en suspens toute l'Europe.





Gros pinxit. Colin sculpsit.

BATAILLE DES PYRAMIDES.

(21 Juillet 1798)

BATAILLE DES PYRAMIDES

21 JUILLET 1798 (THERMIDOR AN VI)

Le 21 juillet, l'armée française se mit en marche pendant la nuit. Elle savait qu'elle allait apercevoir le Caire et rencontrer l'ennemi. A la pointe du jour, elle découvrit enfin à sa gauche, au delà du fleuve, les hauts minarets de cette grande capitale, et à sa droite, dans le désert, les gigantesques pyramides dorées par le soleil. A la vue de ces monuments, elle s'arrêta comme saisie de curiosité et d'admiration. Le visage de Bonaparte était rayonnant d'enthousiasme; il se mit à galoper devant les rangs des soldats, et leur montrant les pyramides : *Songez*, s'écria-t-il, *songez que du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent*. On s'avança d'un pas rapide. On voyait, en s'approchant, s'élever les minarets du Caire, on voyait grandir les pyramides, on voyait fourmiller la multitude qui gardait Embabeh, on voyait étinceler les armes de ces dix mille Mameluks, brillants d'or et d'acier, et formant une ligne immense. Bonaparte, qui depuis le combat de Chébreïss avait jugé le terrain et l'ennemi, fit ses dispositions en conséquence. L'armée était partagée en cinq divisions; chaque division formait un carré; chaque carré était sur six rangs. Derrière étaient les compagnies de grenadiers en pelotons, prêtes à renforcer les points d'attaque. L'artillerie était aux angles, les bagages et les généraux au centre. Ordre était donné surtout de ne pas se hâter de tirer, d'attendre froidement l'ennemi et de ne faire feu qu'à bout portant.

On s'avança presque à la portée du canon. Bonaparte, qui était dans le carré du centre, formé par la division Dugua, s'assura, avec une lunette, de l'état du camp d'Embabeh. Il vit que l'artillerie du camp, n'étant pas sur affûts de campagne, ne pourrait pas se porter dans la plaine, et que l'ennemi ne sortirait pas des retranchements. C'est sur cette prévision qu'il basa ses mouvements. Il résolut d'appuyer avec ses divisions sur la droite, c'est-à-dire sur le corps des Mameluks, en circulant hors de la portée du canon d'Embabeh. Son intention était de séparer les Mameluks du camp retranché, de les envelopper, de les pousser dans le Nil, et de n'attaquer Embabeh qu'après s'être défait d'eux. Il ne devait pas lui être difficile de venir à bout de la multitude qui fourmillait dans ce camp, après avoir détruit les Mameluks.

BATAILLE DES PYRAMIDES.

Mourad-Bey, qui était doué d'un coup d'œil pénétrant, devina l'intention de son adversaire et résolut de charger pendant ce mouvement décisif. Il laissa deux mille Mameluks pour appuyer Embabeh, puis se précipita avec le reste sur les deux carrés de droite. Celui de Desaix, engagé dans les palmiers, n'était pas encore formé lorsque les premiers cavaliers l'abordèrent, mais il se forma sur-le-champ et fut prêt à recevoir la charge. C'est une masse énorme que celle de huit mille cavaliers galopant à la fois dans une plaine. Ils se précipitèrent avec une impétuosité extraordinaire sur la division Desaix. Nos braves soldats, devenus aussi froids qu'ils avaient été fougueux jadis, les attendirent avec calme et les reçurent à bout portant avec un feu terrible de mousqueterie et de mitraille. Arrêtés par le feu, ces innombrables cavaliers flottaient le long des rangs et galopaient autour de la citadelle enflammée. Quelques-uns des plus braves se précipitèrent sur les baïonnettes, puis, retournant leurs chevaux et les renversant sur nos fantassins, parvinrent à faire brèche, et trente ou quarante vinrent expirer aux pieds de Desaix, au centre même du carré. La masse, tournant bride, se rejeta du carré de Desaix sur celui de Reynier, qui venait après. Accueillie par le même feu, elle revint vers le point d'où elle était partie; mais elle trouva sur ses derrières la division Dugua, que Bonaparte avait portée vers le Nil, et fut jetée dans une déroute complète. Alors la fuite se fit en désordre. Une partie des fuyards s'échappa vers notre droite, du côté des pyramides; une autre, passant sous le feu de Dugua, alla se jeter dans Embabeh, où elle porta la confusion. Dès cet instant, le trouble commença à se mettre dans le camp retranché. Bonaparte, s'en apercevant, ordonna à ses deux divisions de gauche de s'approcher d'Embabeh pour s'en emparer.

Les colonnes d'attaque abordèrent vivement Embabeh, s'en emparèrent et jetèrent dans le Nil la multitude des fellahs et des janissaires. Beaucoup se noyèrent. La journée était finie. Les Arabes, qui étaient près des pyramides et qui attendaient la victoire, s'enfoncèrent dans le désert. Mourad, avec les débris de sa cavalerie, et le visage tout sanglant, se retira vers la haute Égypte. Ibrahim, qui de l'autre rive contemplait ce désastre, s'enfonça vers Belbeys, pour se retirer en Syrie.

La bataille nous avait à peine coûté une centaine de morts ou blessés; car si la défaite est terrible pour des carrés enfoncés, la perte est nulle pour des carrés victorieux. Les Mameluks avaient perdu leurs meilleurs cavaliers par le feu ou dans les flots. Leurs forces étaient dispersées, et la possession du Caire nous était assurée.



Gros pinxit. Impr. F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille, Paris. Frilley sculpsit.

BONAPARTE À JAFFA.

(11 Mars 1799)

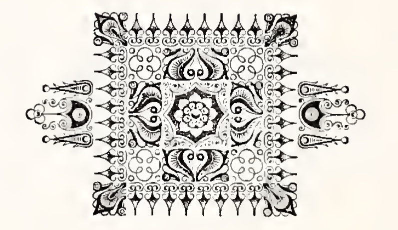
PESTIFÉRÉS DE JAFFA

MARS 1799 (VENTOSE AN VII)

L'ARMÉE française arrive devant Jaffa, autrefois Joppé, si fameuse dans l'histoire des enfants d'Israël. Des forces imposantes la défendent; de hautes murailles flanquées de tours la protégent. Djezzar l'a confiée à des troupes choisies. Une artillerie formidable y est servie par douze cents canonniers turcs. L'importance de cette place, qui présente un port à l'escadre et qui est la clef des États du Pacha, ne permet pas d'en retarder le siége. Au bout de trois jours l'investissement est formé, la tranchée ouverte; le bombardement commence, et bientôt on juge la brèche praticable. Bonaparte envoie un Turc porter une sommation au commandant de Jaffa, qui, pour toute réponse, fait couper la tête au parlementaire et ordonne une sortie. Mais cette sortie ne réussit point aux ennemis, et le soir même notre feu a fait crouler une de leurs tours. Le point de l'assaut est marqué; un spectacle d'un intérêt bien touchant frappe tout à coup le soldat : tous les chrétiens de la ville, tenant dans leurs mains un crucifix et criant : *Christian! Christian!* franchissent les remparts et se précipitent dans nos rangs, où ils sont accueillis comme des frères. Après cet événement, l'attaque contre les infidèles reprit tout son acharnement; leur résistance opiniâtre ne sauva ni eux ni Jaffa. La ville est emportée; le massacre devient général; rien n'arrête la rage du vainqueur. La fureur donne la mort, et la mort donne la contagion...

Avant de quitter Jaffa, Bonaparte y établit un divan, une garnison et un grand hôpital. Des symptômes de peste s'y étaient manifestés. Plusieurs hommes

de la 32e demi-brigade avaient été atteints, et un rapport des généraux Bon et Rampon alarma sérieusement le général en chef sur la propagation de ce fléau. Alors s'ouvrit à Jaffa l'hôpital des pestiférés et eut lieu cette scène fameuse dont Gros a fait un des chefs-d'œuvre de la peinture française. Bonaparte entra dans toutes les salles accompagné des généraux Berthier et Bessières, de l'ordonnateur en chef Daure, et du médecin en chef Desgenettes. Le général parla aux malades, les encouragea, toucha leurs plaies en disant : « Vous voyez bien « que ce n'est rien. » Lorsqu'il sortit, on lui reprocha vivement son imprudence. Il répondit froidement : « C'est mon devoir ; je suis le général en chef. » Cette visite et la générosité de Desgenettes, qui, s'inoculant la contagion en présence de nos soldats, se guérissait par les remèdes qu'il leur prescrivait, rassurèrent le moral de l'armée, singulièrement ébranlé par l'invasion d'une si horrible calamité.





Bouchot pinxit. Geoffroy sculp.

BONAPARTE AU CONSEIL DES CINQ CENTS.

(18 Brumaire an 8.)

BONAPARTE

AU CONSEIL DES CINQ CENTS

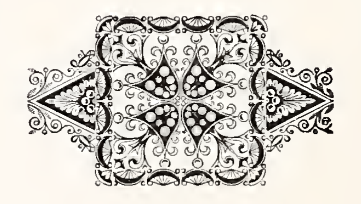
9 NOVEMBRE 1799 (18 BRUMAIRE AN VIII)

Le règne des *civils* était fini. Les militaires l'avaient dit : leur tour était venu, et cette révolution devait être la leur au profit d'un seul, le plus grand de tous, qui s'était essayé par la gloire, et que la gloire devait porter si haut. Bonaparte, préparé à la bataille, n'avait pas seulement fait ses recrues dans l'armée d'Égypte; Moreau, Macdonald, Beurnonville, lui avaient offert leurs services. Moreau surtout gardait rancune au Directoire de sa disgrâce. On n'en compte que trois qui n'avaient pu être gagnés : Bernadotte, Augereau et Jourdan. C'était chez Jourdan respect au serment prêté et aux lois établies, démagogie chez Augereau, rivalité chez Bernadotte. Joseph Bonaparte, qui tenait un grand état de maison, essaya d'attacher ce dernier à la cause de son frère par des prévenances et des promesses. Bernadotte se montra inflexible, et force fut de se passer de lui. On n'avait pas besoin de son aide, car assez d'autres étaient disposés à faire la besogne : une bonne partie de la garnison de Paris était dévouée à Bonaparte. L'intrigue et la force devaient commencer; la lassitude et l'admiration se chargeaient du reste.

A sept heures du matin, le 18 brumaire, le conseil des Anciens était réuni. Nombre de députés ignoraient tout à fait le but de cette convocation extraordinaire. L'inspecteur Cornet prit la parole, fit un tableau menaçant des malheurs qui allaient fondre sur la représentation nationale, et demanda que les conseils avisassent sur l'heure aux moyens de sauver la République. Régnier, moins obscur que son collègue, proposa le décret de translation. Quelques députés demandèrent qu'on ouvrît la discussion; cette motion fut écartée et le décret voté à une grande majorité. C'est alors que Bonaparte parut à la barre des

Anciens, entouré d'un nombreux état-major où figuraient les premiers généraux de la République, et il eut bon marché de ses auditeurs, dont l'un d'eux observa qu'on éludait le serment à la Constitution de l'an III. Garat répondit que les paroles du général pouvaient en tenir lieu, et l'on passa outre.

Mais la grande scène n'est pas là. C'est à Saint-Cloud, 19 brumaire (10 novembre), que les curieux attendent le résultat de la lutte engagée. Les acteurs, sauf quelques-uns qui ont de bonnes raisons pour ne pas paraître, ne manquent pas à l'appel. Bonaparte échoue dans son rôle comme orateur, et son frère Lucien le protége de sa toge de président contre le poignard d'Aréna. Les grands mots de tyran, de liberté, sont échangés. Le héros eut peur, il faut le dire. Jamais il ne se trouva dans une échauffourée pareille, et il ne reprit son sang-froid qu'au milieu de ses soldats. Les grenadiers mirent la main à l'œuvre; la baïonnette fit son jeu. Le tambour battit la charge, couvrant les derniers cris de la liberté expirante, et le ridicule de la sortie par les couloirs et les fenêtres acheva la scène, qui de tragique devenait burlesque. Le Directoire fut supprimé; on raya du nombre des représentants soixante et un membres du conseil; Sieyès, Roger-Ducos et Bonaparte furent nommés consuls provisoires et prêtèrent serment en cette qualité. Le gouvernement républicain tombait aux mains d'un seul homme; mais cet homme était Bonaparte, depuis, Napoléon le Grand.





David pinxit — Impie de F. Chardon — Beyer sc.

COURONNEMENT DE L'EMPEREUR.

(2 Décembre 1804)

COURONNEMENT DE L'EMPEREUR

2 DÉCEMBRE 1804

Au lieu de tuer le premier Consul en 1800, les machinations anglaises l'ont fait consul à vie; au lieu de le tuer en 1804, elles le font empereur. L'Autriche, la Prusse ont provoqué le premier Consul à fonder un système d'hérédité. Elles attendaient un roi, c'est un empereur qui se montre à elles. Toutes deux reconnaissent le souverain héréditaire. Louis XVIII proteste contre l'usurpation de son trône; sa protestation est envoyée à toutes les cours; presque toutes la laissent sans réponse.

Si les cours de Berlin et de Vienne ont salué empereur le chef du gouvernement français, si le roi d'Espagne et les autres princes de la maison de Bourbon ont été les plus empressés à lui offrir leurs félicitations, une voix hostile a troublé ces acclamations de l'Europe, celle de la Russie; entre elle et la France, ce n'est pas encore la guerre, ce n'est déjà plus la paix.

La reconnaissance de la dignité impériale dans la personne de Napoléon par toutes les puissances, moins la Russie et l'Angleterre, ne lui suffit pas. Il faut qu'une consécration religieuse rende le nouveau trône respectable aux yeux du pays et des étrangers. Quel prêtre est digne de ce ministère, si ce n'est le chef de l'Église? Loin de s'abaisser devant la cour de Rome dans le moment où il lui demande une si grande faveur, d'une part il supprime les jésuites, de l'autre il proclame l'intégrité du territoire de la république italienne, ôtant ainsi au saint-siége tout espoir de voir récompenser sa complaisance spirituelle par une augmentation temporelle de puissance.

Éblouie par sa gloire au dehors, par l'importance de ses travaux au dedans, la France se livre sans réserve à un pouvoir qu'elle ne limite plus et qui ne sait plus se limiter lui-même. Tout lui est dévoué par enthousiasme, par intérêt ou nécessité. Les entraves constitutionnelles, dont le maintien eût été un bienfait pour lui-même, ont cédé à son esprit dominateur; ses volontés n'ont plus d'obstacles à craindre.

COURONNEMENT DE L'EMPEREUR.

La cérémonie du sacre eut lieu le 2 décembre 1804. Napoléon avait convoqué dans la capitale des députations de toutes les autorités administratives et judiciaires, de toutes les gardes nationales de l'empire, de tous les corps militaires, les présidents des arrondissements de chaque préfecture, les maires des principales villes. Paris vit accourir dans ses murs une multitude de curieux, empressés d'assister à une solennité dont la renommée exagérait encore la splendeur; les étrangers eux-mêmes vinrent pour admirer le complément de la fortune la plus extraordinaire du siècle. C'est à travers un concours immense de spectateurs de tout âge, au milieu du cortége le plus imposant, que le pape, Napoléon et Joséphine, *son bon génie*, se rendirent à l'église métropolitaine de Notre-Dame, où devait se célébrer la double cérémonie du sacre et du couronnement. Pie VII officia pontificalement et avec toute la pompe de l'Église romaine. Le nouvel empereur avait fait présent à la cathédrale de vases sacrés en vermeil et enrichis de diamants, d'ornements magnifiques. Napoléon et Joséphine furent oints de l'huile sainte sur le front et sur les deux mains. En attendant que les prières du sacre fussent achevées, l'Empereur et l'Impératrice allèrent s'asseoir sur leur trône, d'où ils s'avancèrent une seconde fois vers l'autel pour la cérémonie du couronnement. Immédiatement après que le pape eut béni les deux couronnes, Napoléon saisit brusquement celle qui lui était destinée et se la plaça lui-même sur la tête; il prit ensuite l'autre couronne et la posa sur le front de l'Impératrice, qui était restée à genoux au pied de l'autel.

Quand l'office divin fut achevé, l'Empereur, assis, la couronne sur la tête et la main sur le livre de l'Évangile, que tenait le grand maître des cérémonies, M. de Ségur, prononça devant les trois présidents du sénat, du corps législatif et du tribunat, le serment dont la formule se rattache à l'acte constitutionnel de l'Empire. Après quoi, le chef des hérauts d'armes s'écria d'une voix forte et élevée : « Le très-glorieux et très-auguste empereur Napoléon, empereur des « Français, est couronné et intronisé; *vive l'Empereur!* » Les voûtes de la basilique de Notre-Dame retentirent au même instant des cris répétés de : *Vive l'Empereur! vive l'Impératrice!* Les deux époux sortirent ensuite de l'église au bruit des mêmes acclamations, dans le même ordre et avec le même cérémonial qu'ils y étaient entrés.



Gérard pinx.t Impr. F. Chardon aîné 30, r. Hautefeuille Paris Beyer sculp.t

BATAILLE D'AUSTERLITZ.

(2 Décembre 1805)

BATAILLE D'AUSTERLITZ

2 DÉCEMBRE 1805

NAPOLÉON avait dit au général Berthier : « Avant demain, l'armée russe est à moi. » Ses combinaisons étaient certaines; il fallait avoir déjà fait ses preuves, être bien sûr de soi et des siens, pour dire : vous combattrez, et je ne combattrai pas; pour révéler à haute voix tout le secret de la bataille; pour annoncer prophétiquement les marches et contre-marches de l'ennemi. Cette proclamation est trop curieuse pour ne pas la reproduire :

« Soldats! l'armée russe se présente devant nous pour venger l'armée autrichienne d'Ulm; ce sont les mêmes bataillons que vous avez battus à Hollabrunn et que depuis vous avez poursuivis constamment jusqu'ici. Les positions que nous occupons sont formidables, et dès qu'ils marcheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc. Soldats! je dirigerai moi-même vos bataillons; je me tiendrai loin du feu si, avec votre bravoure accoutumée, vous portez le désordre et la confusion dans les rangs ennemis, mais si la victoire était un moment indécise, vous verriez votre empereur s'exposer aux premiers coups, car la victoire ne saurait hésiter dans cette journée surtout où il y va de l'honneur de l'infanterie française, qui importe tant à l'honneur de la nation. Que, sous prétexte d'emmener les blessés, on ne dégarnisse pas les rangs, et que chacun soit bien pénétré de cette pensée, qu'il faut vaincre ces stipendiés de l'Angleterre qui sont animés d'une si grande haine contre notre nation. Cette victoire finira notre campagne, et nous pourrons reprendre nos quartiers d'hiver, où nous serons joints par les nouvelles armées qui se forment en France; alors la paix que je ferai sera digne de mon peuple, de vous et de moi. »

L'exaltation des troupes se prolongea pendant toute la nuit, et les cris de

vive l'empereur! vive Napoléon! se firent entendre jusqu'au moment de la prise des armes. Le matin, Napoléon se porta sur le front de bandière, inspecta une grande partie des régiments, les animant par ces heureuses incitations qui lui étaient si familières. Il dit en passant devant le front du 59e régiment : « Souvenez-vous que je vous ai surnommé *le terrible.* » Les ennemis eurent plus de quarante mille hommes hors de combat dans cette mémorable journée. Les soldats l'avaient nommée bataille des trois empereurs, mais Napoléon lui imposa celui de bataille d'Austerlitz. Dix-huit mille Russes et six cents Autrichiens furent tués par le feu ou noyés, le reste blessé ou fait prisonnier, et parmi ces derniers, quinze généraux et plus de quatre cents officiers russes de tout grade. La perte de l'armée française, dont vingt mille soldats, bien à contre-cœur, n'avaient pas brûlé une cartouche (c'était la garde impériale à pied, et les grenadiers d'Oudinot), fut évaluée dans le temps à deux mille morts et quatre à cinq mille blessés.

L'armée entière avait si bien fait son devoir, qu'en recevant les nombreux rapports des chefs, Napoléon s'écria : « Il faudrait une puissance plus grande que la mienne pour récompenser dignement tous ces braves. »

Napoléon acquitta magnifiquement la dette de la patrie et la sienne; des pensions furent accordées aux veuves des généraux, officiers et soldats morts dans cette grande bataille. Il adopta leurs enfants, se chargea de leur éducation, de l'avancement des fils et de la dot des filles. Tous les blessés reçurent une gratification de trois mois de solde. Enfin, l'éloge collectif qui fut mis à l'ordre du jour, le 3 décembre, se termine par ces mots :

« Soldats! lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la prospérité de notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France; là, vous serez l'objet de ma tendre sollicitude. Mon peuple vous recevra avec joie, et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour qu'on vous réponde : Voilà un brave! »



Gros pinxit — Impr. F. Chardon aîné, 30, r. Hautefeuille, Paris. — Colin sculp.

BATAILLE D'EYLAU.

(7 Février 1807.)

BATAILLE D'EYLAU

8 FÉVRIER 1807

L'heure de la grande guerre venait de sonner encore. Napoléon avait quitté Varsovie et levé ses quartiers d'hiver. Le combat de Mohrungen servait de prélude à ce terrible réveil. Le 1er février, toute l'armée était en marche. Plusieurs affaires d'avant-garde qui avaient eu lieu du 3 au 6 février, mais surtout l'enlèvement du plateau de Preussisch-Eylau, et la prise de cette ville, que les Russes défendirent avec acharnement depuis la matinée du 7 jusqu'à dix heures du soir, annonçaient assez qu'un engagement général ne pouvait se retarder plus longtemps. En effet, le 8, les deux armées se trouvaient en présence, à demi-portée de canon l'une de l'autre.

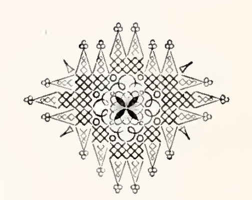
Au point du jour, les Russes, au nombre d'environ quatre-vingt mille hommes, occupaient les hauteurs, hérissées d'artillerie; les Français, inférieurs en nombre, et dans une position moins avantageuse, ne pouvaient développer leur ligne que sous le feu des batteries ennemies. Beningsen, ayant disposé en deux colonnes les troupes du centre de sa ligne et celles de sa réserve, engagea l'action par un grand feu d'artillerie dirigé contre Eylau, qu'il parut vouloir enlever. Napoléon, toujours au poste du danger, suivant sa coutume dans les graves circonstances où sa présence lui paraissait nécessaire, fait avancer quarante pièces de canon de sa garde, qui répondent à l'ennemi. Cette canonnade, très-meurtrière pour les deux partis, est soutenue avec une admirable constance par les Russes et les Français.

Dans ce moment, Napoléon ordonne au grand-duc de Berg et au maréchal Bessières de prendre soixante-dix escadrons de cavalerie pour les lancer sur le centre de l'ennemi. La cavalerie russe est culbutée au premier choc de cette masse énorme; le grand-duc et le maréchal font alors charger l'infanterie. Deux lignes russes, enfoncées d'abord, deux fois traversées, abandonnent leur artillerie; il y eut là une mêlée affreuse et une perte immense pour l'ennemi. Il se rallia pourtant à la troisième ligne et se déploya; une de ses colonnes, forte de quatre mille hommes, qui pendant l'obscurité s'était trop approchée du cime-

tière d'Eylau, au moment d'attaquer, s'arrêta tout à coup devant un bataillon de la garde qu'avait envoyé Napoléon; abordée à la baïonnette par le bataillon, chargée en tête par l'escadron de service de l'Empereur, et en queue par le grand-duc de Berg, elle périt presque tout entière.

Pendant cette lutte, qui attire toute l'attention de Beningsen, le maréchal Davoust, ayant manœuvré pour tourner la gauche de l'ennemi, parvint, après un combat long et meurtrier, à occuper les hauteurs du village de Klein-Sansgarten. L'action n'est pas moins vive en avant de Serpallen, entre les Russes et la division Morand, que le général Saint-Hilaire devait soutenir par une attaque de flanc. Tour à tour assaillis et assaillants, rarement victorieux, les Russes nous cèdent enfin l'avantage. Dès lors, le maréchal Davoust peut exécuter les mouvements prescrits par l'Empereur pour envelopper et renverser l'aile gauche de l'ennemi, et le sort de la bataille est décidé. Vers les huit heures du soir, Napoléon ordonne d'allumer sur toute la ligne des feux de bivouac, qui semblent éclairer et constater sa victoire. Le général Beningsen fit un dernier effort pour soutenir d'abord et ensuite dégager son aile droite, que débordait le maréchal Ney; mais bientôt cette aile, mise en déroute par une charge à la baïonnette, le força lui-même à profiter de l'obscurité pour dérober sa retraite.

Napoléon, resté maître du terrible champ de bataille, où dix mille morts et trois à quatre mille chevaux tués, la neige couverte de sang, des débris de boulets, d'obus, d'armes de toute espèce, et un nombre immense de blessés, parmi lesquels six mille Russes, formaient le plus hideux spectacle, adoucit du moins, par des soins d'humanité prodigués aux soldats des deux partis, l'horreur du tribut offert en ce moment au fatal génie de la destruction des hommes; toutefois, ni ses soins, ni sa victoire certaine, quoique chèrement achetée, ne purent affaiblir l'impression profonde de douleur que produisit sur la France le bulletin de la bataille d'Eylau.





Gosse pinx.t — Colin sc.

NAPOLÉON REÇOIT À TILSITT LA REINE DE PRUSSE.

(6 Juillet 1807)

NAPOLÉON A TILSITT

JUILLET 1807

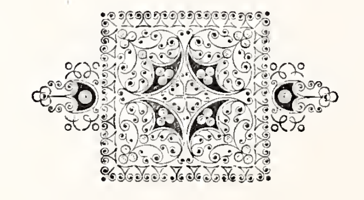
NAPOLÉON et la reine de Prusse étaient à Tilsitt deux personnages en scène; l'une cherchant, par les séductions bien légitimes de son esprit, de sa beauté et de ses grâces, à intéresser en faveur d'un État malheureux la générosité d'un ennemi triomphant, l'autre, sur la défensive, attentif à se préserver de tout entraînement chevaleresque, bien résolu qu'il était de ne pas sacrifier de solides avantages à une vaine renommée de politesse et de galanterie. La reine, par ses vertus, par la sincérité de ses regrets sur des maux auxquels son imprudence avait contribué, eût mérité de trouver un vainqueur moins inexorable.

Peut-être si la reine de Prusse eût paru à Tilsitt au premier moment de la réunion des empereurs, sa présence eût-elle produit un résultat avantageux pour cette monarchie, parce qu'alors Napoléon aurait pu se croire obligé d'acheter à ce prix la condescendance d'Alexandre; mais du moment qu'il s'était, par quelques entretiens avec le monarque russe, assuré le concours de ce prince à ses vues, indépendamment du sort qui pouvait être réservé à Frédéric-Guillaume, l'arrivée de la reine devenait un embarras, sans porter avec elle aucune utilité. Il paraît même que sa participation aux débats qui avaient lieu ne fit que hâter des déterminations contraires aux intérêts qu'elle venait défendre. La reine, en effet, ramenant avec beaucoup d'art dans la conversation les points non encore résolus qu'elle désirait faire décider d'une manière favorable, mettait l'empereur Napoléon dans l'alternative ou de montrer une rigueur dont l'expression est toujours pénible envers une reine qui supplie, ou, lorsqu'il éludait la question par des paroles moins fermes, de fournir à cette princesse le prétexte de voir une concession dans un demi-mot ou dans une réticence. De là, le lendemain, des altercations sur de prétendues promesses de la veille, altercations dans lesquelles l'empereur Alexandre fut plus d'une fois pris pour juge. Fatigué de ces querelles, Napoléon chargea son ministre de se montrer intraitable sur les articles contestés et de presser

la conclusion. Une discussion plus longue eût pu être moins défavorable à S. M. Prussienne.

Il en fut de la paix comme de l'armistice. Le traité de la France avec la Russie fut signé le 7 juillet 1807, le traité avec la Prusse le 9 seulement. La distinction des deux traités et la différence de leurs dates semblent avoir pour but de faire voir que la Prusse ne traite pas, qu'on a traité en son nom et qu'elle ne fait que subir les conditions réglées pour elle. Cet abaissement de la maison de Brandebourg est même formellement constaté par l'article 4 du traité entre la France et la Russie. « L'empereur Napoléon, porte cet article, par égard pour l'empereur de toutes les Russies, et voulant donner une preuve du désir sincère qu'il a d'unir les deux nations par les liens d'une confiance et d'une amitié inaltérables, consent à restituer à S. M. le roi de Prusse, allié de S. M. l'empereur de toutes les Russies, tous les pays, villes et territoires conquis et dénommés ci-après. »

Ainsi rien n'est fait en faveur de la Prusse par considération pour elle ni pour son roi. En conséquence d'un faux principe qui changerait le droit de possession par le fait seul de la conquête, Napoléon dispose de la Prusse comme d'un pays vacant sur lequel il ne resterait de droit fondé à personne. Ce n'est point au roi vaincu, c'est à l'allié de la Russie, c'est pour prix de l'union de la Russie avec la France que le traité restitue à Frédéric-Guillaume la moitié de ses États.





Horace Vernet pinxit. Imp.ie de Bougeard. A. Lefèvre sc

BATAILLE DU SOMO-SIERRA.

(30 Novembre 1808)

COMBAT DE SOMO-SIERRA

30 NOVEMBRE 1808

Le succès obtenu à Tudela détermina Napoléon à marcher rapidement sur Madrid, pendant que d'autres divisions achevaient la dispersion des troupes vaincues pour empêcher la jonction de leurs débris avec le corps d'armée qui couvrait la capitale.

Le 29 novembre 1808, le quartier impérial fut placé au village de Bocequillas. Le maréchal Victor, dont le corps d'armée marchait en tête des troupes du centre, arriva le 30 devant le défilé de Somo-Sierra, qui fait partie de la chaîne des monts Carpetanos, que traverse la grande route de Castille. Un corps de treize mille hommes, formé en partie des débris de l'armée battue à Burgos et des autres troupes restées en réserve dans la Nouvelle-Castille, défendait l'importante position que nous venons de nommer : les Espagnols avaient fortifié le col, et seize pièces de canon s'y trouvaient en batterie. Les premières troupes du maréchal Victor, après avoir culbuté les avant-postes ennemis, s'engagèrent dans le défilé en les pourchassant, et le général Senarmont, avec six pièces de canon, s'avançait en tête du quatre-vingt-seizième régiment. L'ennemi avait garni de tirailleurs les hauteurs de droite et de gauche; ses meilleures troupes, rangées en amphithéâtre dans les rochers les plus rapprochés du col, prolongeaient, par un feu croisé, la pente rapide de la chaussée, qui était d'ailleurs enfilée par l'artillerie placée sur le sommet : aucune autre issue ne conduisait à cette position inexpugnable.

Tandis que l'intrépide infanterie française faisait de pénibles efforts pour gravir à droite et à gauche, et soutenait avec sa fermeté ordinaire le double feu de l'artillerie et de la mousqueterie espagnoles, l'Empereur survint : la cavalerie de sa garde, dont le régiment de chevau-légers polonais tenait la tête, était derrière lui, en colonne dans le défilé.

Napoléon s'arrêta près de l'artillerie, dans le fond du défilé au bas de la montagne; il examina attentivement la position de l'ennemi, dont le feu redoublait d'intensité; à ce moment plusieurs boulets tombèrent à côté de l'Empereur ou passèrent sur sa tête. Le régiment de chevau-légers polonais venait

d'être placé par son major, le colonel Dautancourt, en colonne serrée par escadrons, au delà du fossé, à droite de la route, dans une pente adoucie de la montagne.

Cependant le feu continuait, sans que l'infanterie française fît des progrès sensibles, lorsque l'Empereur donna à l'escadron des chevau-légers polonais, de service auprès de sa personne, l'ordre de charger sur la batterie ennemie qui, du sommet du col, enfilait la route. Cette brave troupe, conduite par le chef d'escadron Kosictulski, s'élança aussitôt en colonne par quatre, la chaussée ne permettant pas un plus grand déploiement. Cette colonne fut ramenée par le feu violent de la batterie et des tirailleurs espagnols; mais le comte Krasinski et le colonel Dautancourt, qui la suivaient à la tête des autres escadrons du régiment, la rallièrent par leur seule présence et se précipitèrent de nouveau avec elle en avant. Gravir la montagne au galop, malgré une pluie de mitraille et un feu croisé de mousqueterie des plus épouvantables, renverser tout ce qui voulut s'opposer au choc, emporter l'inaccessible position de l'ennemi, fut l'affaire d'un seul instant : tout, artillerie et infanterie, fut enlevé, sabré, dispersé ou pris.

Cette charge brillante doit être regardée, à juste titre, comme le plus étonnant fait d'armes dont la cavalerie ait fourni l'exemple; aussi couvrit-elle de gloire le régiment qui l'avait exécutée, et qui dès lors fut irrévocablement associé à l'élite des vieux soldats français.

Les avantages d'une action si mémorable furent décisifs. Le corps espagnol était dispersé et anéanti; il avait perdu dix drapeaux, toute son artillerie, trente caissons, tous ses bagages, les caisses des régiments, un grand nombre d'hommes tués ou prisonniers : parmi ces derniers se trouvaient plusieurs colonels et autres officiers supérieurs.

Le régiment polonais avait eu cinquante-sept hommes tués ou blessés.





Horace Vernet pinxit. Impie P. Chardon aîné 3. r. Hautefeuille, Paris Audibran sculpsit

BATAILLE DE WAGRAM.

(7 Juillet 1809)

BATAILLE DE WAGRAM

6 JUILLET 1809

Dans cette grande affaire, l'imprévu mit en relief tout le génie de Napoléon. Un engagement assez heureux d'avant-garde n'avait pas empêché le centre des Autrichiens d'occuper le village d'Aderklaa évacué par Bernadotte, et leur droite marchait aux ponts du Danube. Ils prenaient ainsi à revers les lignes françaises et mettaient toute l'armée en péril; un coup d'œil suffit à Napoléon pour mesurer le mal et pour y porter remède. Il laissa à Davoust le soin de déborder Rosenberg, de le rejeter sur Wagram; il courut à Masséna, lui donna le commandement de toute la gauche, lui prescrivit de rentrer dans Aderklaa; enfin il prit Eugène, Marmont, Oudinot, les Bavarois et les réserves, pour former le centre, et leur fit faire un changement de front l'aile gauche en arrière.

Ce mouvement, qui s'exécuta sous les ordres d'Eugène avec une admirable précision, fut protégé par l'attaque d'Aderklaa. Masséna enlève d'emblée le village; puis en s'y maintenant pendant trois heures, il s'oppose au déploiement du centre de l'archiduc. Enfin, assailli par le prince en personne, débordé par sa droite, il dut céder la position; mais le vice-roi était en mesure, et l'on pouvait reculer sans rien compromettre. L'infanterie se forma par bataillons serrés en masse, et se replia en obliquant à gauche en arrière, et en repoussant avec vigueur les charges de la cavalerie ennemie; lorsqu'elle eut repris l'alignement du centre, elle fit halte.

Il était dix heures : à ce moment, l'archiduc ayant déblayé le débouché de son centre, s'avançait dans la plaine. Napoléon, qui ne voulait ni se porter au-devant de lui, ni engager la mêlée, l'attendit de pied ferme, couvert sur une demi-lieue de front par soixante pièces d'artillerie de la garde. A l'approche des Autrichiens, toute la batterie vomit un feu terrible et les força de suspendre leur marche. La canonnade s'ouvrit de part et d'autre; elle se termina à l'avantage des Français, l'ennemi fut réduit au silence.

Cependant la gauche du généralissime autrichien pénétrait dans l'intervalle

que Masséna avait laissé vide entre le Danube et lui. Le maréchal expédiait ses aides de camp pour annoncer le progrès de l'ennemi, pour demander des ordres, et le canon tonnait déjà sur ses derrières; la division Boudet, qu'on avait laissée à la garde des ponts, était refoulée dans l'île; la retraite était menacée.

Napoléon semblait indifférent à ces nouvelles, il écoutait en silence et portait ses regards non du côté du Danube, mais vers sa droite. Enfin, à midi, il aperçut Davoust, qui depuis le matin cherchait à tourner Rosenberg, dépasser Neusiedel; il vit le corps autrichien plier; il vit qu'il n'avait plus de diversion à craindre de la part de l'armée de Hongrie, et il s'écria vivement : « Courez dire à Masséna qu'il reprenne l'attaque, la bataille est gagnée. »

Masséna tomba impétueusement sur les colonnes qui avaient osé déborder; il leur enleva Essling où elles cherchaient un appui, et culbutant tout sur son passage, il seconda puissamment, en se portant jusqu'à Léopoldau, le mouvement que faisait le centre. Napoléon, assuré que Davoust avait dès lors pris l'ascendant, le fait côtoyer par Oudinot, puis flanquer de l'autre côté par Masséna; il n'hésite plus à former le reste de son centre en colonnes et à marcher en avant.

Macdonald se mit en première ligne avec huit bataillons déployés et treize bataillons en masse sur les ailes. En seconde ligne, le vice-roi suivit avec deux divisions, les cuirassiers et la cavalerie légère de la garde, enfin, en troisième ligne, Napoléon, la vieille et la jeune garde et les grenadiers à cheval. Rien ne put arrêter l'élan de cette masse formidable, les lignes de l'ennemi se rompirent devant elle. En le chargeant en flanc, elles lui firent éprouver de cruelles pertes; mais elle traversa sans s'arrêter toute la plaine, et lorsqu'en saisissant enfin Sussenbraun, Macdonald eut trouvé un point d'appui qui jusqu'alors lui avait manqué, l'archiduc, dont les ailes avaient déjà perdu Wagram et Léopoldau, renonça au champ de bataille et ne combattit plus que pour assurer sa retraite.

Cette journée, où deux armées de deux cent mille combattants se heurtèrent et où le sort de l'Europe fut encore une fois décidé, coûta aux Autrichiens près de trente-huit mille hommes, mais peu de prisonniers; aux Français quinze mille blessés et six mille cinq cents tués, parmi lesquels les généraux Lasalle et Lacour. Macdonald, Oudinot et Marmont reçurent sur le champ de bataille le bâton de maréchal, Masséna le titre de prince d'Essling.





Bellanger pinx. Impr. F. Chardon aîné 30, r. Hautefeuille Paris Colin sc.

BATAILLE DE LA MOSKOWA.

(7 Septembre 1812)

BATAILLE DE LA MOSCOWA

7 SEPTEMBRE 1812

NAPOLÉON avait dit, dans sa proclamation du 22 mai 1812 : « La Russie est entraînée par la fatalité, ses destins doivent s'accomplir, » et le lendemain il passait le Niémen et s'emparait, l'épée dans le fourreau, de la Lithuanie, abandonnée par les Russes à son approche.

Tout répond d'abord à cet heureux commencement. Alexandre n'ose pas même attendre les Français derrière les retranchements de Drissa et fuit à Saint-Pétersbourg, laissant la conduite de la guerre à ses généraux Barclay de Tolly et Bagration. Chassés de poste en poste, d'Ostrowno à Smolensk, de Smolensk au plateau de Valoutina, de Valoutina à la Moskowa, les Russes incendiaient eux-mêmes le pays qu'ils quittaient et ne laissaient à leurs ennemis qu'un désert.

« Napoléon trouva les positions de l'ennemi très-belles, occupées avec intelligence; mais il en saisit aussitôt le côté vulnérable. La veille, à la nuit, les lignes se formèrent. Aux deux ailes : Poniatowski près du vieux chemin de Smolensk; Eugène, renforcé par deux divisions du premier corps et la cavalerie de Grouchy, à cheval sur la Kolocza derrière la Voina, à six cents toises de Borodino. Au centre : en première ligne, deux divisions de Davoust et de Ney, couvertes chacune par une contre-batterie de vingt-quatre pièces opposée aux redans; en seconde ligne, Murat et Junot; en troisième ligne, à gauche de la redoute, la jeune garde et la division Friant du premier corps; enfin, en réserve derrière la redoute, la vieille garde. Malgré la brume qui rendait l'obscurité profonde, les mouvements s'exécutèrent avec la précision habituelle, et l'empereur vit avec joie, aux feux de l'ennemi, que Kutusof ne changeait rien à ses dispositions.

« Les premières heures du jour dissipèrent le brouillard, le soleil s'éleva resplendissant, et Napoléon s'écria : « Voilà le soleil d'Austerlitz ! » A ce moment les troupes ayant pris les armes, on lut la proclamation suivante :

46

BATAILLE DE LA MOSCOWA.

« Soldats! voilà la bataille que vous avez tant désirée! Désormais la victoire « dépend de vous; elle vous est nécessaire, elle nous donnera l'abondance, « de bons quartiers d'hiver et un prompt retour dans la patrie. Conduisez- « vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Witepsk, à Smolensk, et que la « postérité la plus reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée; « que l'on dise de vous : *Il était à cette grande bataille, sous les murs de* « *Moscou.* »

« Aussitôt le canon de la batterie de droite donne le signal, et la première ligne s'ébranle aux cris mille fois répétés de : Vive l'Empereur! Cependant quatre heures s'étaient écoulées et le champ de bataille n'était pas encore ouvert. L'ennemi cédait le terrain, mais sans désordre, et l'on voyait son centre, ses réserves, se porter sur sa gauche, relevés dans leurs postes primitifs par sa droite. Le plan de l'Empereur était démasqué, les deux armées allaient se faire face, et la chance des grandes manœuvres étant perdue, la victoire appartenait aux plus intrépides. A l'aile droite, Poniatowski avait pris et s'était laissé reprendre le mamelon d'Ustiza. Junot eut ordre de renforcer Poniatowski; Davoust et Ney, de se glisser entre la flèche et les bois pour déborder la gauche de Bagration; Friant d'emporter la flèche; Murat de lier Ney et Friant au moyen du corps de Nansouty, et de faire passer Montbrun à la gauche de Latour-Maubourg pour escalader la grande batterie que le vice-roi devait aborder de front.

« Le pas de charge retentit depuis Ustiza jusqu'à Borodino. Au moment où Montbrun s'élançait au galop, un boulet l'atteint mortellement; mais Eugène, après s'être établi sur le mamelon, escalade les parapets du côté opposé et pénètre enfin dans la redoute pour ne plus en sortir, et Ney, qui doit être salué du titre de prince de la Moskowa, Ney frappe au cœur de la gauche et fait une large trouée, et les Russes sanglants, mutilés, s'éloignent pour se reformer derrière le ravin qui se jette près de Gorko dans la Kronizza. Kutusof, informé de ses pertes, fit enfin battre la retraite. Il avait cinquante mille hommes hors de combat, les Français vingt mille. »

Le 14 septembre, Moscou se déployait avec ses étincelantes coupoles et ses innombrables clochers aux yeux des Français muets d'admiration, et Napoléon croyait la campagne finie.





Horace Vernet pinx.t Imp.ie F. Chardon aîné, 30 r. Hautefeuille, Paris. Beyer sc

BATAILLE DE HANAU.

(30 Octobre 1813.)

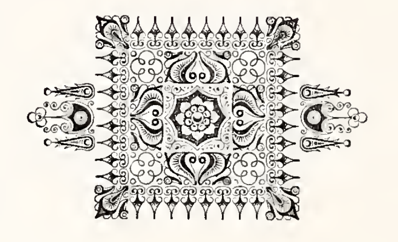
BATAILLE DE HANAU

30 OCTOBRE 1813

Le gros de l'armée austro-bavaroise, sous les ordres du général de Wrède, occupait Hanau. Napoléon part de Schluchtern et culbute une brigade autrichienne qui inquiétait son passage. Certain qu'une bataille devait encore ouvrir à son armée les portes de la vieille France, il fit diriger sur Coblentz tous les bagages, sous la protection de la cavalerie des généraux Milhaud et Lefebvre-Desnouettes. En effet, le 30, quarante-cinq mille hommes l'attendaient sur la Kintzig, en avant de Hanau, couverts par une artillerie formidable. Au débouché de la forêt qui sépare les deux armées, Napoléon, faute d'artillerie, est obligé de suspendre l'attaque et de se borner à la fusillade de ses tirailleurs. A trois heures, le général Drouot paraît avec cinquante pièces de la garde et fait taire le feu de l'ennemi. Mais une charge générale de la cavalerie austro-bavaroise, profitant du moment où le général Nansouty étend la sienne sur la droite, entoure de si près l'artillerie française, que les canonniers doivent défendre leurs pièces à l'arme blanche. Alors la cavalerie de la garde et les cuirassiers dégagèrent l'artillerie, et, culbutant par une charge à fond l'artillerie ainsi que la cavalerie des ennemis, dispersèrent entièrement leur gauche. Cependant le général de Wrède, pour favoriser sa retraite, engagea sa droite dans une attaque vigoureuse, qui, bientôt arrêtée par une autre partie de la garde, n'eut pas plus de succès que la première; et l'armée austro-bavaroise, repoussée en désordre au delà de la Kintzig, ne put se rallier que la nuit sous le canon de Hanau, après avoir eu six à sept mille hommes tués, blessés et prisonniers. Ainsi se termina cette bataille, que la trahison avait préparée.

Le lendemain, le maréchal Marmont entra dans Hanau : il poursuivit l'ennemi, tomba sur son aile droite, l'enfonça et l'accula sur le Mein. Cette entre-

prise réussit comme Napoléon l'avait ordonné. Le maréchal Mortier, resté le 30 à Gelnhausen, put faire sa jonction avec le gros de l'armée. Marmont se reploya au delà de la Kintzig. Le quatrième corps, commandé par le général Bertrand, demeura devant Hanau et occupa le débouché de Lamboi. Le général de Wrède revint sur le maréchal Marmont et voulut reprendre Hanau; mais, après avoir forcé la porte de Nuremberg, une blessure le mit hors de combat, et il ne put empêcher ses colonnes d'être rejetées de l'autre côté de la ville. L'attaque qu'il avait dirigée sur le pont de Lamboi, défendu par le général Guilleminot, n'eut pas non plus une heureuse issue; malgré l'infériorité de ses troupes et celle de son artillerie, qui n'était que de douze pièces contre trente, ce général garda sa position. Débarrassé de toute inquiétude, le quatrième corps évacua Hanau pour prendre la route de Francfort. La division bavaroise qui se trouvait dans cette ville l'abandonna devant Napoléon. Le 31 octobre, toute l'armée y arriva successivement; et, le 2 novembre, Mayence reçut pour la dernière fois dans ses murs l'empereur Napoléon et son armée.





Horace Vernet pinxit. Impie F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris. Colin sculpsit.

ADIEUX DE FONTAINEBLEAU.

(20 Avril 1814)

ADIEUX DE FONTAINEBLEAU

20 AVRIL 1814

La partie était perdue; que voulait-on qu'il fît contre tous? L'acte d'abdication avait été signé le 4 avril; restaient les adieux, et la France impériale n'était plus représentée que par un petit nombre de fidèles, deux Polonais compris, qui seuls assistèrent au dénoûment de ce grand drame, jeté dans l'histoire comme épisode de poëme épique. Berthier, prince de Neuchâtel, et le mameluk Roustan, l'ami et le valet, devaient manquer à cette revue. Pour Napoléon, le monde allait se trouver réduit à l'île d'Elbe, en attendant l'épilogue affreux du rocher de Sainte-Hélène. Ennuyé de toutes les petites discussions d'intérêt personnel qui lui paraissaient si mesquines dans ce naufrage de sa grande fortune, il avait dit : « Eh! que m'importe? un petit écu par jour et un cheval, « voilà tout ce qu'il me faut. » Mais il fallut qu'il acceptât la fiche de consolation qui lui était donnée; et, toute discussion réglée à ce sujet, il se trouva pris d'un violent désir de la mort, qu'il essaya, mais en vain. Le poison avait perdu de sa puissance, et le 12 au matin la nature avait repris le dessus. Cependant tout n'était pas encore accompli.

Le jour du départ, fixé au 17, avait été retardé par diverses dispositions relatives au voyage. « Le 20, à dix heures du matin, toutes les voitures étaient prêtes dans la cour du palais : l'Empereur déclara au général autrichien Koller qu'il ne partirait pas, parce que les alliés n'étaient pas fidèles aux engagements qu'ils avaient pris, et qu'ils avaient empêché l'Impératrice de l'accompagner jusqu'à Saint-Tropez, comme il avait été convenu. Koller l'assura qu'elle n'était pas retenue, et que c'était par sa propre volonté qu'elle s'était décidée à ne pas l'accompagner; c'était vrai. Il accusa l'empereur d'Autriche d'être un homme sans religion, qui poussait sa fille au divorce, et l'empereur de Russie et le roi de Prusse d'avoir manqué de délicatesse, en allant la voir à Rambouillet pour insulter à son malheur.

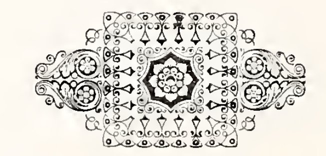
« A midi, Napoléon descendit dans la cour du Cheval blanc; il trouva rangé

sur son passage ce qui lui restait de la cour brillante dont il avait été entouré, et s'avançant au milieu de douze cents grenadiers de sa garde rangés sur deux haies, il fit signe qu'il voulait parler. La garde forma le cercle autour de lui, et chacun put entendre ces dernières paroles, qu'il prononça d'une voix ferme quoique émue :

« Soldats de ma vieille garde, je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans je « vous ai trouvés constamment sur le chemin de l'honneur et de la gloire. « Dans ces derniers temps comme dans ceux de notre prospérité, vous n'avez « cessé d'être des modèles de bravoure et de fidélité. Avec des hommes tels « que vous, notre cause n'était pas perdue; mais la guerre était interminable : « c'eût été la guerre civile, et la France n'en fût devenue que plus malheu- « reuse. J'ai donc sacrifié tous nos intérêts à ceux de la patrie; je pars. Vous, « mes amis, continuez de servir la France; son bonheur était mon unique « pensée; il sera toujours l'objet de mes vœux. Ne plaignez pas mon sort; si « j'ai consenti à me survivre, c'est pour servir encore à votre gloire. Je veux « écrire les grandes choses que nous avons faites ensemble! Adieu, mes enfants! « Je voudrais vous presser tous sur mon cœur; que j'embrasse au moins votre « drapeau!... »

« A ces mots, le général Petit, saisissant l'aigle, s'avança. Napoléon reçut le général dans ses bras et baisa le drapeau. Les soldats éclatèrent en sanglots. Napoléon, profondément ému, reprit d'une voix toujours ferme : « Adieu « encore une fois, mes vieux compagnons! que ce dernier baiser passe dans « vos cœurs. »

« S'arrachant aux embrassements de ceux qui l'entouraient, il se jeta dans sa voiture et partit aux cris de *vive l'Empereur!* »





Gros pinxit — Impr. P. Chardon aîné ... Paris — Masson sculp

LOUIS XVIII QUITTE LES TUILERIES.

(Nuit du 19 au 20 Mars 1815)

LOUIS XVIII QUITTE LES TUILERIES

NUIT DU 19 AU 20 MARS 1815

Lorsqu'on apprit aux Tuileries la tentative hardie de Napoléon, ce fut autour du Roi une explosion d'indignation et de dévouement sans réserve; chacun des courtisans et des anciens généraux de l'Empire s'offrit pour aller combattre l'usurpateur, qu'une ordonnance royale venait de mettre hors la loi; on publia sur sa marche des récits mensongers; on annonça sa fuite dans les montagnes; on s'appesantit à plaisir sur l'horreur des populations. Toutefois, la peur était au fond de toutes ces prétentions à la sécurité, et le mouvement parut si sérieux, que tous les membres de la famille royale partirent pour le comprimer; le comte d'Artois et le duc d'Orléans se rendirent à Lyon, le duc d'Angoulême dans le Languedoc, la duchesse à Bordeaux; les maréchaux Macdonald, Masséna, Oudinot, Ney, Mortier, se dispersèrent dans les départements; le maréchal Soult en appela à la fidélité de l'armée. Vaines démonstrations! les différents corps reprenaient leurs aigles, en criant : *vive l'Empereur!* et tout détachement envoyé contre le *Corse* servait à grossir son escorte et à précipiter sa marche vers Paris.

Le 10 mars, Napoléon était à Lyon, où Monsieur n'avait pu se maintenir, et ce fut là que, rentrant dans l'exercice de son pouvoir impérial, il prononça la dissolution des Chambres, convoqua les colléges électoraux en assemblée extraordinaire du Champ de mai pour modifier les constitutions de l'Empire, abolit l'ancienne noblesse, porta des peines sévères contre les émigrés non rayés rentrés en France depuis 1814, rappela les magistrats destitués, congédia tous les officiers de terre et de mer nommés depuis 1814, et proscrivit treize individus, parmi lesquels se trouvaient le duc de Raguse et le prince de Bénévent.

D'autre part, Louis XVIII essayait de ramener à lui l'opinion publique, que les fautes de son gouvernement avaient rendue hostile à la Restauration et disposée en faveur de Bonaparte. Il protestait de ses sentiments constitutionnels,

faisait appel aux idées libérales; il plaçait la Charte sous la protection de l'armée, de la garde nationale et de tous les citoyens; convoquait les Chambres, et promettait aux représentants de faire bonne contenance et de *mourir à son poste*.

Mais déjà le mot terrible : « Ils n'ont rien oublié et rien appris » portait ses fruits. La nation était aigrie par les provocations téméraires et les attaques récentes des partisans de l'ancien régime; elle comprit que cette manifestation tardive de libéralisme n'était due qu'à la marche rapide de Napoléon sur la capitale, et quand le moment fut venu, elle laissa envahir le château des Tuileries par l'exilé de l'île d'Elbe. « C'eût été un imposant spectacle, dit Thibaudeau, « que celui du Roi restant aux Tuileries pour voir en face l'homme qui préten- « dait s'asseoir sur son trône; Lainé, partageant cette résolution, lui conseilla « de s'entourer des Chambres en permanence, pour voir, lui aussi, si l'usurpa- « teur oserait porter la main sur la représentation nationale; mais les peu- « reux, et il n'en manquait pas, alarmèrent le Roi, qui eut l'air d'avoir la « main forcée pour sauver sa dignité. Sa résolution de fuir fut annoncée par « sa proclamation, qu'il rédigea lui-même, et que publia le *Moniteur* du 20. « — Le même jour, il n'y avait plus de gouvernement : personne ne com- « mandait, et cependant tout le monde obéissait encore. » Le Roi partit dans la nuit du 19 au 20 mars, pour passer à l'étranger, sous le nom de comte de Lille, par cette même route de Flandre qu'il avait suivie lors de sa première émigration.

La cour, telle que le passé et le présent mal combinés l'avaient faite, va se retrouver à Gand; mais la France ne l'y a pas suivie. La question de personne est si peu de chose pour l'Empereur, qu'il n'accorde même pas au duc d'Angoulême l'honneur d'être retenu prisonnier. Le général Lamarque a bon marché de la Vendée, qui essaye de se soulever avec MM. de Sapinaud, d'Autichamp et de la Rochejaquelein, et la lutte, terminée à l'intérieur sans effusion de sang, va se dessiner nettement entre l'Europe et Napoléon.





Steuben pinxit. Imp.ie F. Chardon aîné 30, r. Hautefeuille, Paris. Audibran sculp.

BATAILLE DE WATERLOO.

(18 Juin 1815)

BATAILLE DE WATERLOO

18 JUIN 1815

CETTE journée allait décider du sort de la France, ou plutôt de Napoléon, vainqueur aux journées de Fleurus et de Ligny. L'Empereur avait en vue d'écraser d'abord les Anglais près du bourg de Mont-Saint-Jean, ensuite de prendre les Prussiens entre deux feux, et victorieux alors, de proposer la paix, et d'en dicter lui-même les conditions avant l'arrivée de l'armée russe. Une grande victoire, suivant lui, rien de moins que la destruction de l'armée anglaise, pouvait seule rétablir l'ascendant de son génie, les prestiges de sa gloire, et justifier la témérité de son entreprise. Alors, réuni aux Autrichiens, que le succès ramenait non sans peine au sentiment de la famille, il allait à la rencontre d'Alexandre, le battait, et, de retour à Paris, y faisait couronner l'Impératrice et son fils.

La bataille se donna le 18 juin. Le temps était couvert; il avait plu toute la nuit; à la pointe du jour il pleuvait encore. L'Empereur, en déjeunant, dit : « Sur cent chances, nous en avons quatre-vingts pour nous. » Le temps ne s'éclaircit que vers huit heures. L'Empereur reconnut aussitôt toute la ligne ennemie.

Wellington était rangé avec quatre-vingt mille hommes sur une colline longue de deux mille cinq cents toises qui coupe obliquement de gauche à droite la chaussée de Bruxelles à cinq cents toises en avant de Mont-Saint-Jean, et à une petite lieue de la ferme du Caillou. Son front était couvert par un ravin dont la pente aboutit au cours de la Lasne. Sa droite appuyait au château d'Hougoumont, le centre à la ferme de la Haye-Sainte, qu'on avait crénelée, la gauche au groupe de bâtiments que composent les fermes de Papelotte, de la Haye et le hameau de Smohain.

L'Empereur forma ses colonnes d'attaque pour les déployer en trois lignes :

1° A gauche Reille (2ᵉ corps), appuyant par sa cavalerie à la chaussée de Nivelles et de l'autre côté à la ferme de la Belle-Alliance; au centre Ney, fai-

sant face à la ferme de la Haye-Sainte, avec soixante-deux pièces soutenues par deux divisions du 1er corps; à droite, Drouet avec ses deux autres divisions et sa cavalerie, s'étendant jusqu'à la hauteur de la ferme de la Haye.

2° En seconde ligne, à gauche, les cuirassiers de Kellermann entre les deux chaussées; au centre le 6e corps, savoir : l'infanterie en colonne serrée par divisions, à gauche; la cavalerie en colonne serrée par escadrons, à droite de la chaussée de Charleroi; à droite, derrière Drouet, les cuirassiers de Milhaud.

3° En réserve au centre, à cheval sur la chaussée, les vingt-quatre bataillons d'infanterie de la vieille, moyenne et jeune garde, ayant à droite la cavalerie légère et à gauche la grosse cavalerie de la garde.

Les préliminaires de la bataille promettaient la victoire. Déjà l'alarme s'était répandue jusqu'à Bruxelles, et Wellington au désespoir invoquait la nuit ou les Prussiens..... Les Prussiens ne se firent point attendre. Ils avaient échappé à la surveillance *passive* de Grouchy. Blucher les commandait. Ils étaient frais pour entrer en lice, et trente-deux pièces de canon marchaient avec eux.

Alors la scène changea. Tout le 1er corps fit un mouvement rétrograde; huit bataillons de la garde commandés par Cambronne, les seuls qui fussent intacts, se formèrent en réserve. Bientôt, accablés par le nombre, ils refusèrent de se rendre et tombèrent en disant : *La garde meurt et ne se rend pas.* Mot héroïque que l'histoire a conservé.

« L'Empereur se porta à la gauche de Planchenoit, sur une deuxième position « où était en réserve un régiment de la garde avec deux batteries. Il y fit de « vains efforts pour arrêter les fuyards. La nuit, la confusion rendaient tout rallie- « ment impossible. Il fit tirer quelques coups de canon sur la cavalerie anglaise « qui s'approchait rapidement; ce furent les derniers. Entouré d'ennemis, il fit « former en carré le régiment de la garde, et commanda le feu. Il allait entrer « dans le carré pour mourir avec ses grenadiers. *Ah! sire!* lui dit le maréchal « Soult, *les ennemis sont déjà assez heureux.* En même temps il détourna le cheval « de l'Empereur. Napoléon prit la route de Charleroi après avoir envoyé l'ordre « à Grouchy de se retirer sur Laon. »





Garneray pinxit. Imp. F. Chardon aîné r. Hautefeuille 30. Rouargue sc.

BATAILLE DE NAVARIN.

(20 Octobre 1827)

BATAILLE DE NAVARIN

20 NOVEMBRE 1827

La France, l'Angleterre et la Russie, tout étonnées de se trouver ensemble, allaient au nom de l'humanité émanciper la Grèce; les trois escadres combinées avaient pris position à Navarin, et le droit d'ancienneté assigna le commandement supérieur au vice-amiral Codrington.

Le 20 novembre 1827, à midi, le vent se trouvant favorable, les signaux de préparation furent faits; chacun prit son poste, le vaisseau amiral anglais l'*Asia*, en tête, suivi de l'*Albion* et du *Genoa*, la frégate la *Sirène* portant pavillon de l'amiral Rigny, le *Scipion*, le *Trident* et le *Breslaw*, puis l'amiral russe comte Haydn, suivi de trois vaisseaux et de quatre frégates.

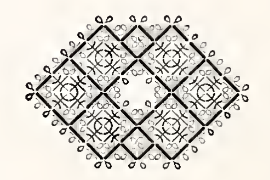
Les Turcs avaient formé une ligne d'embossage en fer à cheval sur le contour de la baie, en triple ligne, formant un total de trois vaisseaux de ligne, un vaisseau rasé, seize frégates, vingt-sept grandes corvettes et autant de bricks. La force principale se trouvait réunie vers la droite en entrant et composée de quatre grandes frégates, deux vaisseaux de ligne, une grande frégate, un vaisseau, puis des frégates de divers rangs achevant le contour, et renforcés en deuxième ligne par les corvettes et les bricks. Six brûlots étaient placés aux extrémités du fer à cheval, pour être à même de venir se jeter sur les escadres alliées, si un engagement avait lieu, et au vent desquelles ils se trouvaient naturellement placés. La frégate anglaise le *Darmouth*, capitaine Fellows, avait été envoyée deux jours avant à Navarin, pour porter à Ibrahim une lettre signée des trois amiraux; mais cette lettre avait été renvoyée sans réponse, sous prétexte qu'Ibrahim n'était pas présent.

A deux heures, le vaisseau de tête l'*Asia* donnait dans le port et avait dépassé les batteries; à deux heures et demie, il mouillait par le travers du vaisseau amiral turc et était suivi par les autres vaisseaux anglais. La *Sirène* suivait, et à deux heures vingt-cinq minutes, le capitaine Robert la mouillait à portée de pistolet de la première frégate de la ligne turque; en ce moment un canot de

la frégate anglaise le *Darmouth* accostait un des brûlots auprès desquels elle avait mouillé quelques minutes avant, lorsqu'un coup de fusil parti de ce brûlot tua l'officier anglais qui commandait le canot. La *Sirène* était si près du brûlot, qu'elle aurait pu le couler s'il n'y avait pas eu de danger pour le canot anglais; le *Darmouth* fit alors une fusillade sur le brûlot pour dégager ses embarcations. Presque à la même minute, la *Sirène* étant vergue à vergue de la frégate égyptienne à deux batteries l'*Esnina*, l'amiral de Rigny héla celle-ci au porte-voix en disant que si elle ne tirait pas il ne tirerait pas sur elle : au même instant deux coups de canon partirent d'un des bâtiments qui étaient dans la poupe de la *Sirène*, sur laquelle un homme fut tué, l'autre parut dirigé sur le *Darmouth*. Dès lors le combat s'engagea. Presque en même temps que cela se passait à l'entrée, l'amiral Codrington envoyait une embarcation vers le vaisseau portant pavillon amiral, et le pilote anglais fut tué d'un coup de fusil dans le canot parlementaire.

L'engagement devint bientôt général. Qu'on se figure cent cinquante bâtiments de guerre de tous rangs, faisant feu dans un bassin resserré sur une triple ligne. A cinq heures du soir la première ligne des Turcs était détruite, les vaisseaux et frégates rasés, coulés, incendiés, le reste s'en allait à la côte ou ils se brûlaient eux-mêmes. De cet armement formidable il ne restait plus à flot qu'une vingtaine de corvettes et de bricks abandonnés.

Ainsi avait été accomplie la menace faite à Ibrahim, que si un coup de canon était tiré sur les pavillons alliés, il y allait du sort de la flotte entière.





Raffet pinxit. Imp. F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille, Paris. Girardet sculp.

DÉBARQUEMENT DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFRIQUE.

(14 Juin 1830)

DÉBARQUEMENT

DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFRIQUE

14 JUIN 1830

Le dey d'Alger, dans sa colère au sujet d'une réclamation pécuniaire à laquelle on n'avait pas fait droit assez promptement, s'était emporté jusqu'à insulter la France dans la personne de son consul, en frappant cet agent d'un coup de chasse-mouches. Ce fut là le prétexte; il en fallait un, et la gloire même devait être de complicité dans le projet que le roi Charles avait conçu sous l'inspiration malheureuse de ses idées rétrogrades.

La France arma en 1830 contre Alger, et bientôt une expédition formidable, montée par trente-cinq mille hommes de troupes et abondamment pourvue de tout ce qui est nécessaire à des attaques par terre et par mer, mit à la voile du port de Toulon. L'amiral Duperré commandait la flotte; le comte de Bourmont, ministre de la guerre, prit le commandement général. L'expédition entra le 13 juin dans la rade de Sidi-Ferruch, à vingt kilomètres d'Alger. Hussein, dey d'Alger, se tenait prêt à défendre sa capitale, mais ne fit rien pour empêcher le débarquement des troupes françaises, qui commença, le lendemain, à Torre-Chica.

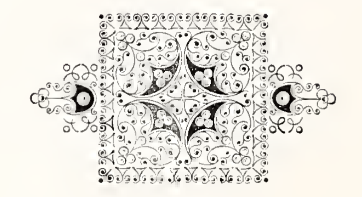
Le 19, l'armée française emporta à la baïonnette le camp de Staouëli. Le 24, on se battit à Sidi-Kalef, et cinq jours après, lorsque toute l'artillerie eut été débarquée, nos soldats enlevèrent les batteries érigées sur les hauteurs de Sidi-Benati. De là on se porta sur Alger. Des redoutes furent bientôt établies pour battre le fort l'Empereur. Dès lors rien ne pouvait soustraire Alger au sort qui l'attendait. Les habitants, au désespoir, envoyèrent, le 3 juillet, un parlementaire à M. de Bourmont; mais il leur fut répondu que si la ville ne se rendait pas, on allait la réduire en cendres. Cependant les travaux continuaient avec la plus grande activité; ils furent terminés dans la nuit du 3 au 4, et, dès trois

heures et demie du matin, nos batteries, démasquées simultanément, commencèrent à bombarder le fort.

« La nuit était belle, l'air agité seulement par une légère brise. Tout à coup la détonation de quelques fusées à la Congrève donne le signal de l'attaque. Toutes nos batteries éclatent à la fois; le fort répond par le feu des siennes. Des nuages de fumée s'élèvent au-dessus de la forteresse et l'environnent de toutes parts, mais à chaque instant des masses de feu viennent en percer l'obscurité. De tous les points du cercle formé par notre artillerie partent des éclairs et des détonations dont la force égale celle de la foudre. Des lignes de feu paraboliques marquent le passage de nos bombes et vont toutes converger vers le même point. Mais le soleil se lève; alors la scène change, et bientôt on ne peut plus distinguer que la fumée qui s'élève et se condense.

« A dix heures, une épouvantable explosion se fait entendre, et, en jetant les yeux du côté du fort, on voit un nuage immense de fumée et de poussière poussé lentement vers le sud. C'était le fort l'Empereur, que les Turcs ne pouvaient défendre et qu'ils avaient eux-mêmes fait sauter. »

Hussein-Dey, n'attendant plus rien de la résistance, conclut une capitulation par laquelle il consentait à livrer aux Français, dans la même matinée, la citadelle de la Casauba, les autres forts et le port d'Alger, et à se retirer, avec son trésor particulier, dans la résidence qu'il choisirait. Il stipula que les propriétés des habitants et des soldats turcs seraient respectées, ainsi que la liberté de tous les individus et l'exercice du culte musulman. Peu d'heures après, les Français étaient maîtres de la ville et comptaient un maréchal de plus, dont le nom, placé entre deux grands souvenirs, ne fit point oublier Waterloo par la prise d'Alger.







Horace Vernet p.t — Imp.r F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille, Paris. — Pourvoyuer sc.

30 JUILLET 1830.

RÉVOLUTION DE 1830

C'ÉTAIT le 31 juillet 1830. La liberté, fort embarrassée d'elle-même, cherchait, du haut des ruines de l'ancienne monarchie, à qui se donner pour rester belle et pure. Ses meneurs avaient hâte de déposer leur tutelle de quatre jours; le royaume demandait un lieutenant général en attendant un roi, et le duc d'Orléans n'hésitait pas à accepter ce hardi protectorat. Il avait été décidé que le bill des droits de la France lui serait porté par tous les députés présents. La lecture terminée, M. le duc d'Orléans s'exprima tout à la fois avec une émotion et une franchise qui produisirent le plus vif enthousiasme : « Messieurs, « dit-il, les principes salutaires que vous proclamez ont toujours été les miens. « Vous me rappelez tous les souvenirs de ma jeunesse, et mes dernières « années en seront la continuation. Je travaillerai au bonheur de la France « par vous et avec vous comme un bon, comme un vrai père de famille. Tou-« tefois, les députés de la nation me comprennent aisément lorsque je leur « déclare que je gémis profondément sur les déplorables circonstances qui me « forcent à accepter la haute mission qu'ils me confient et dont j'espère me « rendre digne. » Ces paroles, ou plutôt cette cordiale et franche acceptation des grands principes du gouvernement constitutionnel, furent accueillies par MM. les députés avec les témoignages de la plus vive satisfaction. Le prince ajouta : « Messieurs, au moment où vous arriviez, j'allais me rendre à l'Hôtel « de Ville; je serais bien heureux si je traversais Paris au milieu des députés « de la nation. »

Tous les députés s'empressèrent de suivre le lieutenant général du royaume, qui monta à cheval dans la cour du palais, sans état major, sans autre garde que le peuple, sans autre cortége que celui des députés du pays. Le prince était en habit d'officier général, ne portant d'autre décoration que le ruban de la Légion d'honneur et la cocarde tricolore.

Peindre les cris d'enthousiasme du peuple serait aussi difficile que d'exprimer

son héroïsme dans les jours du combat. Les flots de la population se pressaient et se confondaient tellement que les députés étaient obligés de se séparer, et leur marche était d'autant plus difficile qu'elle était entravée par les barricades. A l'instant même, les citoyens improvisent la plus admirable escorte qui ait jamais accompagné les mandataires d'un peuple et le chef d'un gouvernement libre. Ils se donnent tous la main, marchant ainsi transversalement dans l'immense trajet du Palais-Royal à l'Hôtel de Ville et formant ainsi une longue chaîne ou plutôt un immense faisceau, et tous s'écriaient : « Voilà un ordre qui ne s'est jamais établi avec des gendarmes. »

Le prince s'arrêtait souvent, le chapeau à la main, saluant du geste et de la voix le peuple héroïque de la grande capitale, digne représentant de la grande nation. Les marches de l'Hôtel de Ville étaient couvertes de gardes nationaux; le prince leur dit : « Messieurs, c'est un ancien garde national qui vient rendre visite à son ancien général (le général Lafayette). » La proclamation a été lue de nouveau, dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, par M. Viennet, député de l'Hérault.

La place de l'Hôtel de Ville, les quais des deux rives de la Seine, les rues adjacentes, les croisées de tous les étages, étaient encombrés d'une multitude de citoyens, tous parés des couleurs nationales. Au moment où M. le duc d'Orléans et le héros des deux mondes, le général Lafayette, se présentèrent sur le balcon de l'Hôtel de Ville, étroitement embrassés et agitant le glorieux drapeau tricolore, un tonnerre d'applaudissements, de bravos, de cris de : « Vive la Charte! vive la liberté! » retentit sur les deux bords.

Jamais spectacle plus sublime, plus imposant, plus national, ne fut offert à l'admiration des peuples. Le bruit des canons, de la mousqueterie, et le carillon de toutes les cloches, se mêlaient aux cris de la sublime population parisienne. Le prince rentra dans son palais au milieu des mêmes acclamations, n'ayant d'autre cortége que les citoyens, d'autres courtisans que le peuple.





Horace Vernet pinxit. Imp. F. Chardon aîné 30, r. Hautefeuille, Paris. Colin sculpsit.

PRISE DE CONSTANTINE.

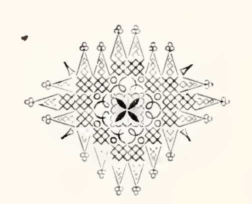
(13 Octobre 1834)

PRISE DE CONSTANTINE

13 OCTOBRE 1837

Le 5 octobre, l'armée avait pris position à deux petites lieues de Constantine, sur les bords du Bou-Merzoug. Le lendemain de bonne heure elle couronnait les hauteurs de Sata-Mansourah, et un peu plus tard celles de Coudiat-Aty, sans que l'ennemi eût opposé une résistance sérieuse à sa marche. L'emplacement des batteries à établir sur l'un et sur l'autre point étant reconnu, on se mit à l'ouvrage; mais à peine l'armée s'établissait-elle, qu'un temps affreux vint l'assaillir. Ce temps dura presque sans interruption jusqu'au 10, et les bivouacs furent changés en des mares boueuses dans lesquelles les chevaux enfonçaient jusqu'au ventre et où les soldats ne pouvaient trouver aucun repos. Cependant, après des efforts admirables, l'artillerie parvint à armer trois batteries à Sata-Mansourah et à en préparer une à Coudiat-Aty. Le feu contre la place, commencé le 9, fut soutenu une partie du 10. Les défenses de l'ennemi étant alors détruites en partie, la batterie de brèche put ouvrir son feu le 11 à 400 mètres de la place, sur le front de Coudiat-Aty. La brèche était faite le soir, mais n'était pas encore praticable. Avant d'aller plus loin, le général Danrémont adressa aux habitants de Constantine une proclamation qui fut accueillie par une réponse injurieuse, et le 12, quelques heures après la mort du gouverneur général, qui venait d'être frappé par un boulet, le bey Achmet cherchait à gagner du temps par des négociations; mais le général Valée, qui avait succédé au brave Danrémont, comprit qu'il y avait plus à craindre du temps et de la faim que des Arabes. Dans la soirée la brèche parut assez avancée pour que le lendemain matin elle fût complétement praticable : les ordres nécessaires furent donnés pour la formation des colonnes d'assaut, que dirigeait le duc de Nemours, commandant les troupes du siége; les batteries continuèrent à tirer pendant toute la nuit; enfin au point du jour tout fut disposé pour pénétrer dans la place. La victoire devait nous coûter cher.

Le fameux Bend-Oussa, lieutenant du bey, défend la ville, à la tête de dix mille Kabyles des montagnes. L'assaut commence, nos troupes se précipitent vers les murailles et se maintiennent un instant sur la brèche, mais l'explosion d'une mine ou plutôt des sacs à poudre du génie jette un moment d'hésitation. L'intrépide Lamoricière se relève tout brûlé et tout sanglant d'un tas de décombres, où il a été un moment enseveli, pour retourner au combat. Moins heureux, le colonel Combes n'a que le temps de saluer d'un dernier avis et d'un dernier conseil le duc de Nemours ; deux aides de camp du prince sont déjà blessés ; le général Perregaux est frappé d'une balle à la face ; le commandant du 2e léger Leblanc de Sérigny meurt sur la brèche, et la ville résiste encore, et la nuit vient, et il faut tenir conseil pour les dispositions du lendemain. L'artillerie avait démoli l'enceinte qui lie les deux portes du sud-ouest, et l'on apercevait les premières maisons de la ville. Il fallut faire le siége de chacune : à Saragosse la tâche n'avait pas été plus pénible, et le soldat exaspéré ne faisait plus de quartier, lorsque le duc de Nemours fait appel à l'humanité et demande grâce pour les vaincus. *C'est une des actions de guerre les plus remarquables dont j'aie été témoin dans ma longue carrière,* écrivit le général Valée, et l'éloge par comparaison n'a rien d'exagéré. Le nombre des officiers tués ou blessés indique assez la place qu'ils occupaient. A cinq heures du soir on était maître de la ville. Au second assaut Bend-Oussa avait été fait prisonnier ; son fils parvint à s'échapper et à rejoindre le bey Achmet, qui n'a pour asile que le désert. Le lendemain, dès que le calme fut rétabli dans la ville, le général Valée prit possession, avec le duc de Nemours, du palais du bey, et les cérémonies ordinaires de la victoire commencèrent avec promesse de faire respecter les mœurs et la religion du pays. La France compte une province de plus qui, à elle seule, était un des greniers de l'ancienne Rome.





Horace Vernet pinxit. Imp. F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris. Skelton sculp.

PRISE DU FORT S^T. JEAN D'ULLOA.

(27 Novembre 1838)

PRISE DU FORT SAINT-JEAN D'ULLOA

27 NOVEMBRE 1838

La France, depuis plusieurs années, réclamait du gouvernement mexicain de justes satisfactions pour une foule de violences exercées à l'égard des Français dans les États de cette république. Le blocus de la Vera-Cruz, la principale ville de commerce du Mexique, fut insuffisant, et le contre-amiral Baudin reçut l'ordre d'aller avec une escadre obtenir une réparation, soit de gré, soit de force.

Cet amiral mit à la voile de Brest le 1er septembre 1838, avec la frégate *la Néréide*, sur laquelle il avait arboré son pavillon, et accompagné de la corvette *la Créole*, montée par M. le prince de Joinville. Il rallia à Cadix la frégate *la Gloire*, commandée par M. Lainé, et *la Médée*, aux ordres de M. Leray, cingla sur le Mexique, et arriva au mouillage de Sacrificios le 27 octobre de la même année. L'amiral, conformément à l'esprit de ses instructions, négocia pendant tout un mois avec le gouvernement mexicain ; mais, le 27 novembre, à midi, n'ayant retiré aucun résultat de ses négociations, il fit embosser près du récif de Callega les trois frégates *la Néréide*, *l'Iphigénie* et *la Gloire*, avec les deux bombardes *le Vulcain* et *le Cyclope*, et il commença l'attaque du fort de *Saint-Jean d'Ulloa*. Nous le laissons parler lui-même dans son rapport au ministre de la marine :

« Quelques minutes, dit-il, avant midi, au moment où j'allais placer *la Néréide* près du récif de Callega, un canot mexicain vint à bord, en parlementaire. Il portait deux officiers, chargés par le lieutenant général Manuel Rincon, commandant le département de Vera-Cruz, de me remettre la réponse définitive du gouvernement mexicain aux demandes de la France. Cette réponse ne me laissait aucun espoir d'obtenir par des voies pacifiques l'honorable accommodement que j'avais été chargé de proposer au gouvernement mexicain ; il fallait recourir à la force. En conséquence, je fis embosser mes trois frégates

beaupré sur poupe, un peu avant deux heures et demie ; je renvoyai le parlementaire mexicain, et dès qu'il fut à bonne distance, hors de la direction de nos canons, je fis le signal de commencer le feu sur la forteresse.

« Jamais feu ne fut plus vif et mieux dirigé, et je n'eus dès lors d'autre soin que d'en modérer l'ardeur.

« Vers trois heures et demie, la corvette *la Créole* parut à la voile, contournant le récif de Callega, vers le nord ; elle demandait par signal la permission de rallier les frégates d'attaque et de prendre part au combat.

« J'accordai cette permission : M. le prince de Joinville vint alors passer entre la frégate *la Gloire* et le récif de Lavandera, et se maintint dans cette position jusqu'au coucher du soleil, combinant habilement ses bordées de manière à canonner le bastion de Saint-Crispin et la batterie rasante de l'Est.

« A quatre heures vingt minutes, la tour des signaux, élevée sur le cavalier du bastion de Saint-Crispin, sauta en l'air en couvrant de ses débris le cavalier et les ouvrages environnants. Déjà deux autres explosions de magasin à poudre avaient eu lieu, l'une dans le fossé de la demi-lune, l'autre dans la batterie rasante de l'Est.

« Une quatrième explosion eut lieu à quatre heures, et dès lors le feu des Mexicains se ralentit considérablement ; au coucher du soleil, la forteresse ne tirait plus que d'un petit nombre de ses pièces. A huit heures, ne voulant pas dépenser inutilement nos munitions dans l'obscurité, je fis signal de cesser le feu, et, vers huit heures et demie, un canot parlementaire se dirigea de la forteresse vers *la Néréide*, portant deux officiers, dont l'un, le colonel Manuel Rodriguez de Cela, me dit qu'il était envoyé par le maréchal de camp don Antonio Gaona, commandant la forteresse, pour me demander une suspension d'armes, pendant laquelle il pourrait se consulter avec le lieutenant général Rincon, sans l'ordre duquel il ne pouvait capituler.

« J'accordai jusqu'au lendemain. *La Médée* et *la Créole* s'étaient embossées de bonne heure par le travers de la batterie rasante de l'Est ; mais à huit heures, M. Doret, mon chef d'état-major, m'apporta la capitulation signée pour la forteresse de *Saint-Jean d'Ulloa*, et peu après, le général Rincon m'envoya deux officiers, chargés de traiter avec moi de la capitulation de la ville. La convention fut donc conclue, à quelques modifications près, dans les termes que j'avais moi-même offerts. » (*Moniteur.*)



Outwaithe sculpsit.

Impr. F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille, Paris

RETOUR DES CENDRES DE NAPOLÉON.

(15 Décembre 1840.)



RETOUR DES CENDRES DE NAPOLÉON

15 DÉCEMBRE 1840

Dors! nous t'irons chercher, ce jour viendra peut-être.
Car nous t'avons pour dieu sans t'avoir eu pour maître;
Car notre œil s'est mouillé de ton destin fatal,
Et sous les trois couleurs, comme sous l'oriflamme,
Nous ne nous pendons pas à cette corde infâme
Qui t'arrache à ton piédestal!

(VICTOR HUGO, *Ode à la Colonne.*)

Depuis le matin, et sous un ciel bleu qui pouvait rappeler à la fois et la bataille d'Austerlitz et la triste campagne de 1812, la population de Paris s'écoulait à flots pressés dans les rues, sur les quais et le long des boulevards, toute cette foule se dirigeant vers les lieux que devait parcourir le convoi de l'Empereur. Les troupes défilaient, musique et tambours en tête; les légions arrivaient de tous les points de la capitale et de la banlieue, malgré le froid, car c'est la dernière revue que va passer la grande ombre de Napoléon. Les soldats d'autrefois ne manquent pas à l'appel: grenadiers et chasseurs de la vieille garde, dragons de l'Impératrice, hussards de la mort, chamborans, vélites, guides, lanciers rouges.

Le grand homme, dont la population de Paris vient célébrer, après vingt ans, les tardives et religieuses obsèques, la mort l'avait purifié, on peut le dire, de toutes les passions politiques qui avaient essayé d'exploiter sa mémoire. Napoléon était ramené en France seul de son nom, seul de sa race, seul dans sa popularité et dans sa gloire, et c'est Napoléon tout seul que la France venait de recevoir sur ses rivages et dans ses villes; c'est pour lui seul qu'elle élevait des statues, tressait des couronnes et ramenait pour un instant l'aigle de l'Empire au sommet des colonnes triomphales.

Depuis Courbevoie jusqu'à l'arc de triomphe, ce n'était partout que décorations funéraires. Autour de l'arc gigantesque dont Napoléon lui-même posa la

56

première pierre en 1810, et que la France de Juillet a su achever, on voit douze grands mâts de couleur bronzée ; leur base, enrichie de peintures d'or, portait à chaque panneau le chiffre de l'Empereur. Partout des inscriptions rappelant les plus grandes actions de guerre de Napoléon. Sur le sommet de l'arc se déploie une vaste composition représentant l'apothéose du héros : l'Empereur, revêtu du grand costume impérial, comme au jour de son sacre, se tient debout devant son trône.

Depuis l'arc de triomphe de l'Étoile jusqu'à la place de la Concorde régnaient deux longues files de piédestaux, supportant alternativement des colonnes, des statues, des candélabres antiques et de grands vases en forme de lampes funèbres.

Traversons la place de la Concorde dans la direction du quai. A chaque angle du pont s'élève une colonne triomphale couronnée d'un aigle d'or et ornée à sa base d'un bas-relief représentant des génies. Puis sur les piédestaux du milieu sont dressées huit statues allégoriques en regard l'une de l'autre. A droite, en regardant le fronton de la Chambre des Députés, l'Éloquence, le Commerce, la Guerre et la Justice ; à gauche, les Beaux-Arts, l'Agriculture, la Force et la Prudence.

En face, et sur le milieu des degrés qui conduisent au péristyle de la Chambre, s'élève une statue gigantesque de l'Immortalité : son front est ceint d'un diadème, et de sa main droite, qui s'avance, elle tient une couronne d'étoiles d'or, qu'elle semble prête à déposer sur le cercueil de l'illustre mort. Cette statue est l'œuvre de M. Cortot. Le grand bas-relief, ouvrage du même artiste, qui règne sur l'immense fronton du palais de la Chambre, a été également découvert : c'est la France appuyée sur la Charte, ayant à ses côtés la Force et la Paix.

Plus loin, sur le quai des Invalides, la statue colossale de l'Empereur, en grand costume impérial, tenant dans la main droite le grand cordon de la Légion d'honneur, la main gauche appuyée sur un sceptre surmonté d'un aigle ; enfin, trente-deux statues représentant les grands rois et les grands capitaines qui ont le plus illustré la France.

Le cortége, parti vers dix heures du matin du pont de Neuilly, débouchait à une heure et demie sur la place de la Concorde. Des cris de : *Vive l'Empereur! vive le Roi! vive le prince de Joinville!* avaient presque constamment accompagné la marche triomphale, pendant le long défilé sur la route des Champs-Élysées.

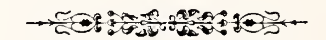


TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.



